J.A. 1211 Genève 2 | www.letemps.ch

LE TEMPS

Marché de l'art
Les meubles selon Edition by Moyard, ou l'artisan en vedette Page 23

Opéra-bouffe
«Les lois du marché» sur le mode burlesque aux Marionnettes de Genève Page 21

CÉDRIC VINCENSINI

Economie & Finance
«Notre téléréseau Citycable n'est pas à vendre», avertit Lausanne Page 13

Jeudi 14 novembre 2013 | N° 4757 MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE CHF 3.40, France €2.60

La gauche domine dans les exécutifs

Les socialistes supplantent désormais les libéraux-radicaux comme premier parti dans les gouvernements cantonaux. Le PS occupe 28% des sièges, contre 25% pour le PLR. Tous deux sont sur-représentés par rapport à leur poids dans les parlements, au détriment de l'UDC, qui stagne à 13%, victime de son profil oppositionnel, expliquent les professeurs Pascal Sciarini et Daniel Bochsler.
▶ Page 10

Bruxelles ouvre une enquête sur les déséquilibres allemands

> Economie A Berlin, les conservateurs ripostent aux critiques

Les excédents de la balance commerciale de l'Allemagne – deuxième exportateur mondial derrière la Chine – inquiètent suffisamment ses voisins pour justifier l'ouverture d'une enquête par la Commission européenne. Le dynamisme des exportations allemandes (plus de 6% de croissance annuelle depuis six ans) serait de nature à créer des déséquilibres macroéconomiques au sein de l'Union européenne.

Très prudemment, le président de la Commission, José Manuel Barroso, souligne les bienfaits de la santé de la première puissance économique européenne. Mais il suggère que la demande intérieure doit prendre le relais afin que l'ensemble des partenaires européens puisse en profiter. Ces remarques font suite aux accusations plus directes du FMI et des autorités américaines envers la politique économique de l'Allemagne. Les milieux conservateurs balaient la critique et des économistes qui conseillent Berlin appellent à ne rien changer au modèle allemand. ▶ Page 3

Au centre des Philippines, les survivants du typhon livrés à eux-mêmes

AÉROPORT DE TACLOBAN, PHILIPPINES, 13 NOVEMBRE 2013/MAST IRHAM/EPA

Cinq jours après le passage de «Haiyan», les habitants de Tacloban, la ville la plus touchée par la catastrophe, attendent toujours de l'aide. Les avions atterrissent pourtant en nombre à l'aéroport, enfin réparé, où afflue la population (photo). Reportage dans une ville livrée à elle-même. ▶ Page 6

Editorial

Un mauvais combat

Par Frédéric Lelièvre

Quel est le problème économique numéro un de la zone euro? L'Allemagne, à en croire la Commission européenne mercredi.

Il y a environ deux semaines, les Américains ont aussi critiqué le modèle allemand. Le Fonds monétaire international n'a pas été en reste. Sans parler des Français, et pas seulement les Bretons, qui considèrent que la première économie de la zone euro est responsable de leur problème d'emploi.

Désormais, les institutions européennes elles-mêmes critiquent le bon élève. C'est dire si la crise devient sérieuse.

Oui, l'Europe va mal; mais demander à l'Allemagne de freiner ses exportations et de relancer sa consommation constitue-t-il une bonne solution? Non, pour deux raisons.

Premièrement, si l'Allemagne gère assurément ses finances de façon très restrictive, aucun relâchement n'est à attendre à court terme. Parce que les Allemands n'en veulent pas. Ils se souviennent à raison qu'une grande partie des difficultés actuelles de l'Europe vient de son endettement excessif. Angela Merkel ne dit pas autre chose, ce qui explique sa popularité chez elle. Il est d'ailleurs piquant de constater que les critiques les plus vives contre l'Allemagne viennent de responsables politiques guère soutenus par leur opinion publique.

Deuxièmement, une politique de relance allemande n'est pas ce dont ses voisins ont le plus besoin. La zone euro souffre d'abord d'un excès d'endettement, dont l'assainissement à marche forcée la conduit tout droit vers la déflation, et bientôt vers une nouvelle récession.

Si la gestion de ses finances restera stricte, l'Allemagne pourrait se montrer plus flexible au sujet du surendettement de ses partenaires. Elle a certes fait des efforts en acceptant le rééchelonnement ou l'abandon de certaines créances. Le geste reste cependant insuffisant, alors que la question va très bientôt se poser de nouveau pour la Grèce.

Le bon combat est donc aujourd'hui de convaincre l'Allemagne d'en faire davantage. Ses critiques pourraient lui rappeler l'aide dont elle a bénéficié au XXe siècle. En 1953, l'Accord de Londres avait effacé la moitié de ses dettes, et lancé le «miracle économique» allemand.

L'essentiel

Zooms

Radioactivité en ligne
Une application permet aux habitants du Japon de connaître l'état de la radioactivité par le biais de cartes et de visualisations. Bel exemple de data citoyennes, dit Jonas Pulver. Page 2

International

Royaume de l'opium
209 000 hectares consacrés à la culture du pavot, 90% de la production mondiale: un rapport onusien démontre l'échec de la stratégie occidentale d'éradication de l'opium. Pages 2, 6

Suisse

1:12 perd du terrain
A dix jours des votations fédérales, un second sondage révèle un revirement spectaculaire des intentions de vote sur les initiatives 1:12 et pour les familles. L'acceptation de ces deux textes paraît compromise. Pages 7, 13

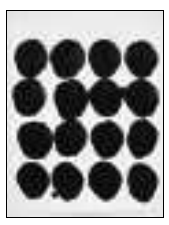
Chaises musicales au MCG
Le Mouvement Citoyens genevois se trouve plutôt démuni à l'heure de remplacer le futur conseiller d'Etat Mauro Poggia au Conseil national. Si le député Roger Golay était choisi, le groupe du Grand Conseil perdrait un de ses rares ténors. Page 8

Sciences

Espionnage, mode d'emploi
Manipuler des câbles transatlantiques qui reposent au fond de l'océan, ou encore duper un téléphone portable grâce à une fausse antenne: coup de projecteur sur les techniques américaines permettant d'intercepter les données et de les décrypter. Pages 9, 12

Culture

Pierrette Bloch à Vevey



Le Musée Jenisch accueille une rétrospective du travail de l'artiste octogénaire. Visite guidée. Page 22

La vignette à 100 francs en débat

Le sort de la vignette à 100 francs demeure très incertain. Un deuxième sondage gfs.berne/SSR indique que 50% des Suisses y sont favorables, contre 46% d'avis négatifs. *Le Temps* a réuni la conseillère aux Etats Géraldine Savary (PS/VD) et le vice-président de l'UDC suisse, Claude-Alain Voiblet, pour en débattre. «La vignette à 100 francs n'est rien d'autre qu'un impôt de plus», explique ce dernier. «Si l'on compare avec l'évolution du prix des billets et abonnements de train, cette mesure reste relativement modeste», explique Géraldine Savary. ▶ Pages 7, 11

Face aux rebelles divisés, Bachar el-Assad se renforce

Alors qu'une date reste à déterminer pour une réunion sur la Syrie dite de Genève 2, la situation sur le front évolue clairement en faveur de l'armée régulière de Bachar el-Assad. Au nord et au sud du pays, ses positions se renforcent au point que l'aéroport international d'Alep pourrait rouvrir bientôt. L'Armée syrienne libre et les groupes rebelles sont pour l'heure un peu partout sur la défensive lorsqu'ils ne sont pas tout simplement défaits. Leur division explique en grande partie leur affaiblissement. Depuis le printemps, les groupes rebelles n'ont en effet de cesse de s'affronter, idéologiquement d'abord, puis sur le champ de bataille. «Les rebelles se sont beaucoup affaiblis en s'entre-déchirant, constate le spécialiste de la Syrie Fabrice Balanche. Dans les environs d'Alep, les djihadistes s'en sont pris aux unités de l'ASL. Les conséquences de ces luttes fratricides sont éclatantes aujourd'hui: des groupes ennemis, incapables de se coordonner ou même de faire front commun.» Les succès de Bachar el-Assad s'expliquent également par l'aide extérieure, en particulier en provenance des pasdarans iraniens. ▶ Page 4

Giant, pôle d'innovation en devenir

C'est un campus d'envergure mondiale en technologies et innovation qui est en train de voir le jour à Grenoble, à côté d'un vaste écoquartier en devenir. Son nom: Giant (pour Grenoble Innovation for Advanced New Technologies). S'inspirant du modèle du MIT américain, il regroupe des centres d'excellence déjà reconnus (CEA, ESRF, EMBL, ILL), mais aussi d'autres organisations académiques, des industries et une école de management des technologies et de l'innovation. Ce campus sera finalisé en 2015 et accueillera à terme 30 000 personnes. Visite. ▶ Page 24

Le Temps
Pl. de Cornavin 3, CP 2570, 1211 Genève 2
Tél. +4122 888 58 58
Fax +4122 888 58 59

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: ***Journal de Genève, Gazette de Lausanne* et *Le Nouveau Quotidien***

Index

Avis de décès	20
Bourses et changes	19
Fonds	17, 18, 19
Pharmacies	20
Toute la météo	12

Pour vous abonner:
www.letemps.ch/abos
00 8000 155 91 92
(appel gratuit)

Sur Internet

Le relooking de «L'Illustré»
Le magazine édité à Lausanne s'est refait une beauté. Un peu de cosmétique graphique, un nouveau déroulé des pages et un peu plus de «glamour» et d'intimité. Si les changements graphiques sont à peine perceptibles pour un œil peu exercé, ils apportent quelque densité supplémentaire, de la clarté, de la propreté, du classicisme, de la lisibilité en réduisant le tapage. Le détail de cette mue dans la revue de presse d'Olivier Perrin. A lire sur notre page d'accueil.

Nouvelle provocation de «Minute»
La une de l'hebdomadaire français d'extrême droite fait scandale. On y voit une photo de la ministre Christiane Taubira suivie du titre: «Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane.» Matignon estime que cette une est susceptible de constituer une «injure publique à caractère racial» et dépose une plainte pénale. Le point sur cette polémique dans la contribution de nos confrères du *Monde*. A lire sur notre page d'accueil.

Les faces cachées de vos villes

DR

Détenez-vous des informations inédites sur votre ville? Grâce à Détours urbains, notre WebApp dotée d'une carte interactive, vous pouvez désormais les partager et partir à leur découverte. En collaboration exclusive avec la *NZZ* et la *TagesWoche*, *Le Temps* vous propose de participer à une expérience originale, collective et nationale. *www.letemps.ch/urbains*

Habiter l'espace
Un hors-série Arts consacré aux mille et une manières dont les artistes façonnent de nouveaux mondes. Entre les lignes d'un texte, au fil des pages d'un livre, sur les murs d'un musée, à la surface d'une photographie ou encore au sommet d'une montagne du Nouveau-Mexique. A lire sur notre onglet Hors-Série Arts.

L'ACTUALITÉ EN CONTINU
>> Sur notre site:
www.letemps.ch

Post-modem

Fukushima, les data, et moi, et moi, et moi

Jonas Pulver

«Des millions de microsieverts, et moi, et moi, et moi.» Habiter le Japon de 2013 (je m'y essaie), c'est expérimenter le blues du lendemain. De l'après. Du post. Post-cool? Post-croissance? Post-déflation?

Post-nucléaire. Comme tout le monde, j'ai lu les articles alarmants, le poisson irradié, l'eau contaminée. Au supermarché, j'inspecte les étiquettes. Je scrute. Je privilégie l'importation. Qu'en est-il de la radioactivité ambiante, exprimée par ces fameux microsieverts par heure? De son évolution lorsque sera retiré le combustible de la piscine 4 de Fukushima, opération imminente et critique? J'aimerais mesurer. J'aimerais savoir. J'aimerais pouvoir, oui, mais comment? Entre la presse étrangère, les communiqués officiels et les éminences académiques, les sources sont contradictoires et biaisées.

Des repères chiffrés et mis en perspective: qui peut en fournir? Pas les agences, ni les gouvernements, ni les universités. Mais plutôt des bénévoles citoyens, rassemblés sous la bannière d'un projet numérique à but non lucratif baptisé Safecast. Safecast, c'est une app qui donne à voir, par le biais de cartes claires et détaillées, la propagation de la radioactivité et son intensité. Comment? Grâce aux mesures réalisées par des compteurs Geiger munis de systèmes de géolocalisation, embarqués dans des voitures, sur des vélos et dans des sacs à dos par des volontaires à travers tout le Japon. Plusieurs centaines d'appareils conçus en collaboration avec le Tokyo HackerSpace par une communauté de scientifiques libres penseurs sont en circulation. A ce jour, plus de 10 millions de coordonnées ont été récoltées, permettant dans une ville comme Tokyo un monitoring au bâtiment près.

Les data sont agrégées, mises à jour et en ligne, puis injectées dans différents systèmes de visualisation par couleur qui donnent une idée des points chauds situés la plupart autour de Fukushima, mais aussi, dans une mesure moindre, au nord de la capitale.

Se servir de l'Internet des choses pour cartographier la radioactivité: au-delà de mes petites anxiétés, Safecast illustre à merveille le potentiel offert par les réseaux d'objets connectés. A travers les yeux de ces innombrables capteurs, nous accédons à de nouvelles manières de voir notre environnement, en multipliant les points de vue pour mieux obtenir une synthèse panoramique.

> Se servir de l'Internet des objets pour cartographier la radioactivité

Je songe à l'avenir: et si les smartphones de demain étaient mis au service de l'optimisation des zones d'exploitation de l'énergie solaire ou éolienne, en mesurant l'intensité de la lumière et du vent partout où nous allons? Et s'ils surveillaient finement la qualité de l'air? Nous indiquaient les itinéraires les moins polluants? Ou permettaient de maximiser l'épargne énergétique en mettant en corrélation nos déplacements, la température de nos lieux de vie et de travail, et les paramètres de nos systèmes de chauffage?

Moi qui, dans ces colonnes, me montre si souvent déceptif vis-à-vis des technologies de l'information, ou plus exactement des exploitations qui en sont faites et des pratiques produites par elles, me voilà traversé par un courant d'optimisme…

Jusqu'à ce que la énième technique de tracking de nos déambulations en centre commercial me rappelle que le Grand Tout Connecté ne partage probablement pas mes ambitions technico-écolo en matière de smartphones et de choses en réseau. J'y pense, et puis j'oublie. C'est la vie, c'est la vie.

Il représentait 90% de l'héroïne consommée en Europe en 1997

L'opium du peuple et de la guerre en Afghanistan

«Les talibans ne se préoccupent pas seulement de la longueur de la barbe des hommes et de cloîtrer les femmes afghanes chez elles. L'Afghanistan est devenu, avec la région du Triangle d'or (Birmanie, Laos, Thaïlande), l'un des premiers producteurs de stupéfiants au monde. Les neuf dixièmes de l'héroïne consommée en Europe proviennent d'Afghanistan. Des centaines de milliers de paysans établis dans les provinces de Kandahar, Uruzgan, Helmand… ne vivent que grâce aux revenus tirés de la production de pavot. Selon les Nations unies, l'Afghanistan a produit 2300 tonnes d'opium l'année dernière (40% de la production mondiale) cultivées sur 55 000 hectares qui se trouvent presque entièrement (90%) en territoire contrôlé par les talibans. Des talibans réputés pourtant pour leur islamisme austère et la répression féroce de tout ce qu'ils assimilent au vice et aux drogues. […]

Najibullah Shams est secrétaire général de la Commission des talibans pour la répression du trafic des drogues. Dans son petit bureau à Kaboul, devant une peinture murale où l'on voit un paysan écraser du pied des plantes de pavot, il fait le rare aveu que les étudiants de Dieu autorisent la production de pavot pour l'exportation: «Nous ne voulons pas intoxiquer la jeunesse mondiale. La culture du pavot ne répond à aucun but politique», se défend-il, avant d'ajouter: «L'exportation de l'opium n'est que l'unique moyen de survie de centaines de milliers de paysans afghans et de leurs familles, qui ont tout perdu pendant les dix-huit années de guerre. Cependant, nous avons fixé des limites. Les paysans ne peuvent pas cultiver plus de 1,3 hectare par famille.» Najibullah Shams tait un point capital: l'opium n'est pas seulement considéré comme une nécessité économique pour les talibans, il est aussi la première source d'argent pour financer la guerre civile en cours et pour satisfaire les appétits des commandants locaux. Selon le rapport de 1997 du Département d'Etat américain, «toutes les factions afghanes tolèrent, encouragent ou sont directement impliquées dans le trafic de drogues pour financer leur cause».

Face à l'énormité du problème, les Nations unies tentent une timide riposte. […]

L'ONU mise sur une combinaison de facteurs pour réussir «[…] opération test» [des programmes de cultures de substitution] qui se chiffre à 17 millions de dollars. Elle fait pêle-mêle appel «à l'esprit du business» et «au sens de l'honneur» des paysans pachtounes pour respecter la parole donnée, au Coran qui interdit la production et la consommation des drogues, au fait que l'opium touche au premier chef le million et demi de toxicomanes musulmans du Pakistan et non plus seulement les «infidèles», au durcissement des autorités pakistanaises et iraniennes contre le trafic de drogues… A entendre Najibullah Shams, les talibans ne lésinent pas sur les méthodes de répression de la consommation de drogues chez les Afghans: «Depuis 1400 ans, la charia (la loi islamique) interdit la consommation d'opium ou de vin. Ceux qui persisteraient à enfreindre le Coran sont condamnés à rester 24 heures dans de l'eau froide ou à recevoir 80 coups de fouet. C'est au juge d'apprécier le châtiment», explique-t-il. […]»

Pierre Hazan, de retour de Kaboul
LE NOUVEAU QUOTIDIEN, 30 JUIN 1997

> «Ceux qui persisteraient à enfreindre le Coran sont condamnés à rester 24 heures dans de l'eau froide ou à recevoir 80 coups de fouet»

ARCHIVES HISTORIQUES
>> Sur Internet
www.letempsarchives.ch

▶ **Le prochain départ des forces occidentales promet de nouveaux records de culture du pavot: page 6**

Le mot nouveau

Intifada

Dans les pays arabes, révolte populaire menée contre un régime oppresseur ou un ennemi étranger

Mot entré dans le Petit Larousse illustré en 2014

Le français évolue et avec lui les dictionnaires. Chaque jeudi, *Le Temps* présente un mot, une expression, une féminisation nouvellement entrés dans le Petit Larousse illustré. *www.larousse.fr*

PUBLICITÉ

VAUD: Emil Frey SA, 1023 Crissier, tél. 021 631 24 11 • **GENÈVE:** Autobritt Grand-Pré SA, 1202 Genève, tél. 022 919 05 00; Autobritt SA, 1227 Genève/Acacias, tél. 022 308 58 00 • **BERNE:** Emil Frey AG, 2501 Bienne-Brügg, tél. 032 374 33 88 • **FRIBOURG:** Emil Frey SA, 1723 Marly, tél. 026 439 99 00 • **JURA:** Garage Rais SA, 2800 Delémont, tél. 032 422 35 33

*Calcul du leasing: JAGUAR XF 3.0 l V6 S/C 4×4, 4 portes, 4WD, 340 ch/250 kW, prix de vente CHF 73'700.–, mensualité CHF 693.50. Leasing valable du 2.8 au 29.11.2013, acompte spécial 25% du prix de vente, durée 48 mois, 10'000 km/an, taux d'intérêt annuel effectif 3.97%, casco complète obligatoire non comprise. L'octroi du crédit est interdit s'il entraîne un surendettement du consommateur. Offre valable uniquement chez les concessionnaires participants. Consommation mixte 9.8 l/100 km, émissions moyennes de CO_2 229 g/km, catégorie de rendement énergétique G. Emissions Ø CO_2 de tous les véhicules neufs proposés en Suisse 153 g/km.

Bruxelles épingle l'Allemagne

> Economie
La Commission européenne enquête sur les déséquilibres de l'Allemagne

> Des économistes allemands appellent à ne rien changer au modèle actuel

> L'OCDE souligne les faiblesses de la France et demande un assouplissement du marché du travail

THOMAS TRUTSCHEL/PHOTOTHEK-GETTY IMAGES

Des ouvriers dans une usine de montage de VW. Les bas salaires contribuent à la compétitivité allemandes.
WOLFSBURG, 25 FÉVRIER 2013

Ram Etwareea BRUXELLES

L'Allemagne, le bon élève discipliné et premier de classe? Certes. Mais le pays n'est pas totalement dépourvu de défauts. Raison pour laquelle la Commission européenne l'a épinglé mercredi dans le cadre de l'exercice dit «semestre européen». Introduit en 2010 dans le sillage de la crise, ce dernier permet au «gouvernement économique européen» de détecter de manière précoce les déséquilibres macroéconomiques de ses 28 Etats membres.

Ainsi, la Commission a annoncé l'ouverture d'une enquête approfondie sur l'Allemagne, pour examiner les déséquilibres et les risques que ceux-ci représentent non seulement au niveau national, mais également pour l'ensemble du continent. «Dans un espace économique intégré tel que l'Union européenne, les risques de contagion sont réels et doivent être pris au sérieux», a déclaré le président de la Commission, José Manuel Barroso, face à la presse.

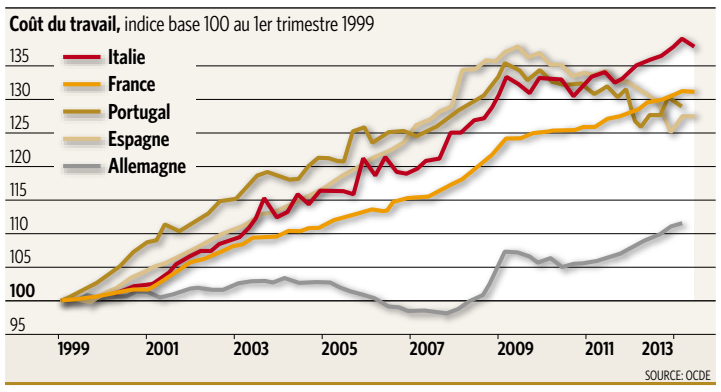
Que reproche-t-on à l'Allemagne? D'abord, son compte courant – la différence entre les exportations et les importations des biens et des services –, excédentaire depuis 2007. Parti de presque zéro en 2000, le surplus a rapidement enflé pour dépasser la limite de 6% du produit intérieur brut (PIB) par année, fixée par l'UE. Pour l'unique mois de septembre, ce surplus était de 19,7 milliards d'euros, soit 8% de plus par rapport à 2013. Selon les prévisions conjoncturelles publiées la semaine dernière, l'excédent sera proche de 7% en 2013. Fort de son savoir-faire technologique (automobile, sidérurgie, machines-outils, pharma et énergie), l'Allemagne est à présent le deuxième exportateur mondial (dont 45% vers l'Europe), derrière la Chine.

«La Commission ne critique en aucun cas la politique allemande axée sur les exportations ou sa compétitivité, a déclaré le commissaire européen chargé des Affaires économiques, Olli Rehn. L'examen sera fait avec un esprit ouvert et sans idées préconçues.» «Nous aimerions avoir d'autres puissances exportatrices comme l'Allemagne en Europe», a renchéri José Manuel Barroso, pour qui il est prématuré d'envisager des sanctions contre Berlin.

> L'Allemagne profite de la main-d'œuvre formée et bon marché en provenance des pays d'Europe de l'Est

France et Italie ne s'ajustent pas

Coût du travail, indice base 100 au 1er trimestre 1999



SOURCE: OCDE

Le chef de l'exécutif européen a toutefois ajouté que l'Allemagne pourrait débrider son marché intérieur en augmentant le pouvoir d'achat des salariés et des consommateurs. Il a aussi évoqué l'ouverture du marché des services, notamment de la construction et des professions libérales.

Dans une tribune publiée lundi dans le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Olli Rehn avait annoncé la couleur. Selon lui, l'Allemagne est le plus grand bénéficiaire du marché unique. Le pays profite de la main-d'œuvre formée et bon marché en provenance des pays d'Europe de l'Est. Avec José Manuel Barroso, il a fait comprendre que le géant économique devrait augmenter ses investissements publics dans les infrastructures, tout en ouvrant le marché à l'ensemble des entreprises européennes. En avril dernier, la Commission avait déjà recommandé d'augmenter le pouvoir d'achat des Allemands, notamment en baissant les impôts et les charges sociales, jugés excessifs pour la classe moyenne.

La position de la Commission européenne reflète celle du Fonds monétaire international et de l'administration américaine, qui critiquent la rigueur allemande et la dépendance du pays envers les exportations.

> «Nous aimerions avoir d'autres puissances exportatrices en Europe»

«La crédibilité de la Commission est en jeu, s'est presque excusé le chef de l'exécutif européen. Je suis sûr que nos amis allemands qui tiennent au respect des disciplines communautaires comprendront notre démarche.» Et d'ajouter que trois autres voyants de l'économie allemande sont au rouge: le taux de change ajusté aux coûts salariaux (qui détermine la compétitivité par rapport aux concurrents), la part des marchés d'exportation en baisse et l'endettement public, qui s'élève à 80,6% du PIB, alors que la limite a été fixée à 60%.

L'Allemagne n'est pas le seul pays à avoir été épinglé hier par la Commission. Avec le Luxembourg et la Croatie, ils sont trois à rejoindre 13 autres pays placés sous surveillance au printemps dernier: la France, l'Italie, l'Espagne, le Danemark, les Pays-Bas, la Finlande, la Suède, le Royaume-Uni, la Belgique, la Bulgarie, la Hongrie, la Slovénie et Malte.

Le résultat des enquêtes sera publié au printemps prochain. Selon la Commission, plusieurs pays ont progressé dans la réduction de leur déficit, mais les efforts doivent se poursuivre. Deux pays présentant des déséquilibres excessifs, l'Espagne et la Slovénie, ont été appelés à adopter des réformes structurelles plus poussées.

La France appelée à s'ajuster

> Selon l'OCDE, l'assouplissement du marché du travail constitue l'élément clé de la stratégie de croissance

Ne surtout pas relâcher l'effort et intensifier les réformes de fond, en particulier celles touchant le marché du travail. C'est la tonalité générale du rapport, que l'OCDE publie ce jeudi, sur la compétitivité française. Il recoupe les recommandations d'autres organismes et institutions, comme la Commission européenne ou Standard & Poor's, l'agence qui vient de dégrader la note de la France de AA+ à AA.

«La dégradation de la compétitivité apparaît avant tout comme le symptôme de faiblesses économiques sous-jacentes», confirme l'OCDE. Certes, la France a mieux résisté à la crise financière que certains de ses partenaires. Mais le pays connaît une croissance de la productivité inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE et un nombre d'heures travaillées plus faible. Ces facteurs notamment expliquent la faible croissance du PIB par habitant depuis le début des années 2000. En 2013, la croissance devrait s'établir aux alentours de 0,2 ou 0,3%, un chiffre considéré comme trop faible pour que la création d'emplois reprenne réellement. Les jeunes et les seniors restent particulièrement pénalisés.

Services mis en cause

La détérioration de la compétitivité-coût de l'Hexagone tient notamment à une progression des salaires plus rapide que celle de la productivité, qui s'est traduite par une croissance relativement soutenue des coûts salariaux unitaires. C'est moins l'industrie que les services qui sont mis en cause: c'est là que la différence avec l'Allemagne s'est particulièrement creusée. Mais pas seulement avec le grand voisin. Depuis 2008, les coûts salariaux se sont ajustés à la baisse en Irlande, en Espagne, au Portugal et en Grèce. La France et l'Italie font exception. «Cela affecte les parts de marché de la France en Europe comme dans les marchés tiers, mais aussi plus globalement l'attrait de la France pour les investisseurs», affirme l'OCDE.

Réformes emblématiques du gouvernement Ayrault, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi qui permet d'alléger le coût du travail, ainsi que l'accord sur le marché du travail qui introduit une certaine flexibilité «sont des signaux bienvenus et très importants», écrit Angel Gurria, le secrétaire général de l'OCDE. Mais le problème du coût du travail en France, des cotisations patronales très importantes, ainsi que la question du salaire minimum élevé en comparaison internationale demeurent. L'OCDE réaffirme «l'effet négatif de la fiscalité assise sur le travail sur le niveau de l'emploi», s'agissant en particulier des moins qualifiés. Ainsi, «la réforme du marché du travail reste la pierre angulaire de toute stratégie de croissance et de compétitivité en France».

Enfin, face à la complexité des normes et au poids des réglementations qui freinent la croissance, l'OCDE plaide pour des simplifications tous azimuts: dans le secteur public, l'organisation territoriale, les règles qui pèsent sur les entreprises et les obstacles à la concurrence, notamment dans le commerce de détail. **Catherine Dubouloz** PARIS

La cinglante riposte de Berlin

> Le Conseil des cinq sages demande au gouvernement allemand de maintenir le cap

Les critiques de Bruxelles sont particulièrement mal perçues à Berlin. En pleine négociation avec les sociaux-démocrates en vue de former le prochain gouvernement, la CDU d'Angela Merkel pourrait de fait être amenée – bien malgré elle – à faire quelques concessions sur le terrain social. Le SPD veut notamment imposer à la chancelière l'instauration d'un salaire minimum, l'encadrement des loyers, un minimum pour les retraites et un programme d'investissement public massif.

Dans ce contexte, l'intervention de la Commission européenne dans le débat est perçue par les conservateurs comme une immixtion insupportable, destinée à soutenir la position du SPD. Le député CSU Markus Ferber parle même d'un «affront incroyable». Dans les rangs conservateurs, on rappelle que «l'Europe n'ira pas mieux le jour où l'Allemagne se mettra à vendre moins de voitures» et que la demande intérieure est déjà le moteur de la croissance en 2013 et le sera plus encore en 2014.

Surtout ne rien changer

Mais la réplique la plus virulente à la Commission est venue hier indirectement du Conseil des cinq sages, un groupe d'éminents économistes qui conseille le gouvernement et implore Angela Merkel de ne rien changer à sa politique. «La situation économique actuelle et la bonne situation de l'Allemagne par rapport aux pays européens en crise semblent avoir brouillé la vision de beaucoup de responsables politiques quant aux défis» qui se poseront au pays, estiment les cinq experts dans leur rapport dit d'automne, torpillant le programme du futur gouvernement avant même qu'il ne soit adopté.

«Il n'est pas besoin d'intervention publique supplémentaire» sur le marché du travail, estime le rapport. Les «sages» s'en prennent à toute tentation d'avancer l'âge du départ à la retraite ou d'augmenter les impôts. Quatre des cinq experts refusent le principe d'un salaire minimum qui «détruira de nombreux emplois, notamment en ex-RDA». Seul l'économiste Peter Bofinger, proche du SPD, défend un minimum salarial de 8,50 euros de l'heure, déjà «standard dans tous les pays civilisés». «Il est vrai que l'Allemagne n'investit pas assez, a concédé l'un des cinq sages, Volker Wieland. Mais le problème de l'investissement privé, ce sont les incertitudes qui pèsent sur de possibles hausses d'impôts. Le mieux serait de mettre fin le plus vite possible à de telles spéculations.»

Angela Merkel s'est félicitée de ce soutien indirect à la politique libérale de son précédent gouvernement: ces recommandations «arrivent au bon moment» et pourraient servir de base aux discussions en cours «en vue de définir une politique juste du travail» et de «créer de nouveaux emplois». «Nous prendrons ces mises en garde très au sérieux», a ajouté la chancelière. Même satisfaction du côté des chambres de commerce et d'industrie: «ce dont nous avons besoin est une volonté de poursuivre les réformes et non la mise en place d'une politique sociale coûteuse», a commenté le président de la fédération DIHK Martin Wansleben. **Nathalie Versieux** BERLIN

L'armée syrienne prend l'avantage sur les rebelles

> Syrie Désunis et désorganisés, les insurgés ne parviennent pas à faire front commun

> Les forces gouvernementales coupent leurs voies d'approvisionnement

REUTERS

Des combattants des troupes de Bachar el-Assad dans les environs d'Alep. Repris par les forces gouvernementales, l'aéroport de la ville pourrait rouvrir. 10 NOVEMBRE 2013

Boris Mabillard

L'aéroport international d'Alep pourrait rouvrir bientôt. Le gouvernement envisage cette possibilité depuis que ses troupes ont repris d'âpre lutte aux groupes armés les quartiers alentour. Au nord et au sud de la Syrie, l'armée régulière gagne du terrain. Les miliciens kurdes aussi se rengorgent d'avoir, plusieurs fois depuis septembre, défait les djihadistes dans le nord-est du pays. L'Armée syrienne libre (ASL) et les groupes rebelles sont, pour l'instant, les perdants de ces reconfigurations d'équilibre sur le terrain. Les mauvaises nouvelles du front vont influencer l'opposition politique, qui rechigne à se rendre à la table des négociations de Genève 2 sans atout dans son jeu.

> «Les désertions ont miné l'armée. Mais tous ceux qui devaient déserter l'ont fait; et ceux qui restent sont motivés et fiables»

Dans la banlieue sud de Damas, la localité de Hujeira, qui résistait aux assauts intensifs de l'armée loyale à Bachar el-Assad, est tombée mercredi. Le 7 novembre, Sbeineh, une petite ville voisine, a été reprise aux insurgés. «C'était deux des principaux bastions rebelles dans les environs de la capitale. Pratiquement toutes les lignes d'approvisionnement des rebelles dans le sud de Damas sont désormais coupées», commente Rami Abdel Rahmane, le chef de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Ces prises surviennent deux semaines après celles des localités proches de Husseiniyeh, Ziabiyeh et Boueida, reconquises par l'armée régulière, après une année aux mains de l'insurrection.

Le gouvernement a désormais consolidé une zone proche de Damas, au sud et à l'ouest, la Ghouta occidentale, en direction de la frontière libanaise. Des portions de la Ghouta orientale restent aux mains des rebelles, mais ces derniers, assiégés, se retrouvent pratiquement coupés de leur base arrière.

Dans le nord du pays, vers Idlib et Alep, où l'insurrection a ses quartiers depuis 2011, les forces gouvernementales ont aussi repris du terrain. La percée la plus significative s'est faite à Sfira, il y a une quinzaine de jours, au sud-est d'Alep, sur l'autoroute périphérique. Aux alentours, l'un après l'autre, les villages tombent dans le giron des forces gouvernementales. Autre signe que le régime a repris des couleurs dans le nord, le ministre de l'Electricité, Imad Khamis, s'est rendu à Alep la semaine dernière. Depuis un an, aucun membre du gouvernement n'avait osé faire le voyage.

Les rebelles tentent de faire front contre les offensives de l'armée qui, peu à peu, consolide ses positions. Ils ont répété leurs appels pour une mobilisation générale. Selon l'OSDH, L'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), affilié à Al-Qaida, a diffusé mardi à Alep un communiqué appelant «toutes les brigades et les musulmans à la mobilisation générale pour faire face à l'ennemi qui est en train d'attaquer les terres de l'islam».

Mais cet appel à l'unité n'a que peu de chances d'être suivi. Car depuis le printemps, les groupes rebelles n'ont eu de cesse de s'affronter, idéologiquement d'abord, puis sur le champ de bataille, constate Fabrice Balanche, directeur du Groupe de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (Gremmo), à Lyon: «Les rebelles se sont beaucoup affaiblis en s'entre-déchirant. Dans les environs d'Alep, les djihadistes s'en sont pris aux unités de l'ASL. Les conséquences de ces luttes fratricides sont éclatantes aujourd'hui: des groupes ennemis, incapables de se coordonner ou même de faire front commun.»

Pour Fabrice Balanche, le régime engrange les succès de la stratégie contre-insurrectionnelle qu'il a mise en place à partir de l'été 2012: «L'armée s'est d'abord concentrée sur les grandes villes du pays et sur la Syrie «utile», c'est-à-dire une portion de territoire de Damas à Lattaquié, où il bénéficie d'un fort soutien, notamment de la part des alaouites, des Druzes et des chrétiens. Il s'est ensuite efforcé de sécuriser ce territoire en prenant le contrôle de la zone frontalière avec le Liban. Cette tâche accomplie, ses troupes ont pu lancer une offensive de reconquête à partir d'un noyau sécurisé: «D'abord la Ghouta dans la banlieue de Damas, puis les axes routiers, maintenant les environs d'Alep, pour encercler et étouffer les positions des rebelles, avant de mener une grande offensive, peut-être au printemps prochain, pour reprendre les bastions insurgés d'Alep», poursuit le chercheur.

L'armée a aussi gagné en efficacité, insiste Fabrice Balanche: «Au début, les désertions ont miné l'armée. Mais tous ceux qui devaient déserter l'ont fait; et ceux qui restent sont motivés et fiables.» Dans les campagnes, le gouvernement a organisé des milices de défense nationale («Difa al-watan», en arabe). Faibles au moment de leur création à l'été 2012, ces supplétifs ont pris de l'expérience. «Désormais, l'armée leur délègue les tâches subalternes de défense locale et se concentre sur les objectifs stratégiques», ajoute le spécialiste.

Mais les succès actuels ne peuvent s'expliquer sans tenir compte des renforts essentiels dont a bénéficié l'armée régulière: les pasdarans iraniens ont été rejoints par la milice chiite irakienne Abou al-Fadi Abbas. Mais ce sont surtout les combattants du Hezbollah qui ont fait la différence, explique Fabrice Balanche: «Leur engagement a été décisif pour le contrôle de la frontière libanaise. Venant du Liban, coordonnés avec les forces gouvernementales qui confluaient depuis l'autre côté, ils ont pris en tenaille l'insurrection.»

Que ce soit à Damas, à Alep ou dans les quelques localités qu'ils contrôlent le long de la frontière libanaise sur les pentes du mont Qalamoun, les groupes insurgés peinent à maintenir des voies d'approvisionnement. Conséquence de la tactique mise en place par Damas, les groupes rebelles se trouvent de plus en plus isolés, parfois même carrément encerclés.

Sur le front kurde aussi, la rébellion a subi des défaites importantes. Et, là encore, le contrôle des voies d'approvisionnement est l'enjeu principal des combats. Les milices armées de la formation kurde la plus importante de Syrie, le PYD, ont, ces dernières semaines, conduit des assauts depuis le nord, où elles ont établi leur sanctuaire, vers le sud, pour capturer les points de passage entre la Syrie et l'Irak. «Nous tenons désormais le poste frontière d'Al-Yaroubiyah, qui permettait aux djihadistes de faire le lien avec les environs de Mossoul, d'où ils pouvaient obtenir renforts et armes. Nous leur avons coupé la route», explique Saleh Muslim, le chef du PYD.

L'opposition politique craint que Genève 2 permette surtout à Bachar el-Assad de gagner du temps, explique Burhan Ghalioun, l'un de ses leaders: «Depuis l'accord entre Washington et Moscou sur les armes chimiques, l'armée mène une offensive générale contre nous. Et sous prétexte que le temps est aux pourparlers de paix, les Etats-Unis et l'Europe refusent de nous livrer des armes. Si ça continue, nous n'aurons bientôt plus rien à négocier.»

Au Liban, la ville de Tripoli retient à nouveau son souffle

> L'assassinat d'un ouléma fait craindre le pire

Il était entouré, chez ses proches, d'un halo d'admiration: Cheikh Saadeddine Ghiya a été, dit-on, le premier ouléma (docteur de la Loi musulmane) étranger à être parti en Irak se battre contre les Américains. La légende assure qu'il avait aussi guerroyé aux côtés des Palestiniens. Saadeddine Ghiya a été assassiné mardi au centre de Tripoli, d'une balle dans la tête, tirée à bout portant. Depuis lors, la grande ville du nord du Liban ne respire plus, s'attendant une nouvelle fois au pire.

Le cheikh assassiné était sunnite. Mais il était allié au Hezbollah, le Parti de Dieu chiite libanais qui, en Syrie, s'est aligné derrière les troupes de Bachar el-Assad. Pour lui, les djihadistes qui ont pris les armes en Syrie et dans le nord du Liban ont dénaturé le combat musulman. Il appelait à «la résistance de Tanger à Djakarta». Une résistance menée par les alliés des chiites…

Difficile à suivre? Même les Libanais, coutumiers de toutes sortes de retournements et d'alliances contre nature, perdent le fil. Cet assassinat, quoi qu'il en soit, s'inscrit dans la longue série des affrontements qui, à Tripoli, accompagnent les divers faits d'armes en Syrie. A chaque fois, les Libanais craignent une extension du conflit. Cette fois, davantage encore que les précédentes.

A Tripoli, d'un côté de la rue s'étire Jabal Mohsen, le quartier peuplé en majorité d'alaouites, la confession de Bachar el-Assad, dont ils partagent aujourd'hui les vues. De l'autre côté, Bab el-Tebbaneh, où vivent des sunnites parmi les plus pauvres du Liban, le terreau idéal pour nourrir les réseaux salafistes qui s'opposent à ce même président syrien. Cet été, deux voitures piégées ont explosé devant des mosquées (sunnites) de la ville. Bilan: 70 morts et des centaines de blessés. Les salafistes se sont empressés d'accuser les alaouites locaux. Faute de pouvoir s'en prendre à leurs chefs, ils se seraient rabattus sur Cheikh Ghiya.

Alaouites fragilisés

«Ce matin [mercredi], j'ai appris que des armes et des munitions commençaient à être distribuées à Jabal Mohsen», relève Misbah Ahdab, ancien député sunnite et homme politique très respecté à Tripoli. «Les alaouites disent qu'ils doivent se défendre face aux salafistes et à Al-Qaida. Mais le problème, c'est qu'ils considèrent que tous ceux qui ne sont pas avec eux sont désormais des terroristes. Y compris des gens comme moi.»

Financés en partie par Damas, soutenus par le Hezbollah, les alaouites de Jabal Mohsen ont pourtant peu de raisons de vouloir garder la mèche allumée: «Ils sont complètement fragilisés. Pour eux, c'est pratiquement une question de vie ou de mort», souligne Carine Lahoud-Tatar, chercheuse au Beirut Research and Innovation Center (BRIC). Spécialisée dans cette question, la chercheuse rappelle que l'alliance entre la Syrie et les alaouites du Liban, longtemps laissés-pour-compte dans le pays, n'est pas toujours allée de soi. «Paradoxalement, les alaouites ont dû jouer la carte confessionnelle au Liban pour y trouver une place face aux autres confessions, tandis que la Syrie s'inscrivait plutôt dans le mouvement de laïcisation de l'Etat. Historiquement, Damas n'a soutenu cette minorité alaouite que lorsque cela allait dans le sens de ses intérêts. C'est ainsi que la Syrie a toujours procédé au Liban, avec tous ses alliés.»

Les soldats libanais ont été déployés à proximité des zones sensibles. Mais sans aucun succès jusqu'ici. «L'armée libanaise est traversée par les mêmes divisions que le reste du pays, résume Carine Lahoud-Tatar. Face à ce qui se passe à Tripoli, elle est tout simplement paralysée.» **Luis Lema** BEYROUTH

Mahmoud Abbas donne un coup d'arrêt aux négociations avec Israël

> Proche-Orient La tactique du président de l'Autorité palestinienne viserait à dénoncer la poursuite des constructions dans les colonies

En visite mercredi au Caire, le président de l'Autorité palestinienne (AP), Mahmoud Abbas, a annoncé que ses négociateurs démissionnaient et quittaient la table des négociations avec Israël «puisqu'ils n'y enregistrent aucun progrès». Une rupture définitive? Probablement pas. Plutôt une interruption destinée à marquer le mécontentement de l'AP face à la poursuite des constructions dans les colonies de Cisjordanie ainsi que dans les «nouveaux quartiers» de Jérusalem-Est, la partie arabe de la ville annexée dans la foulée de la guerre des Six-Jours (juin 1967).

Depuis la reprise des pourparlers de paix israélo-palestiniens en juillet dernier, l'Etat hébreu a initié la construction de 5500 logements dans ces zones. Mardi, le ministre du Logement, Ouri Ariel, un pilier de la colonisation, a également rendu public son projet de lancer des appels pour l'érection de 20 000 nouveaux appartements dans la zone E1, un vaste espace désert situé à proximité de Jérusalem. Un projet équivalant à une ville nouvelle et qui a aussitôt été gelé par Benyamin Netanyahou. Parce qu'il aurait braqué davantage la communauté internationale contre l'Etat hébreu et qu'il aurait aggravé les tensions qui se développent entre Jérusalem et Washington depuis qu'un accord sur le nucléaire iranien est en négociation à Genève.

«Le projet des 20 000 logements est annulé mais rien ne dit qu'il ne sera pas remis à l'ordre du jour plus tard, explique le chroniqueur politique Amit Segal. Tout dépendra de l'évolution de la situation politique et diplomatique.» Et de poursuivre: «De toute façon, processus de paix ou pas, Israël n'a aucune intention d'interrompre l'extension de ses colonies. Au nom du «développement naturel», il continuera donc à construire mais dans les grands blocs d'implantations qu'aucun gouvernement ne restituera jamais aux Palestiniens.»

Lorsque l'on demande aux principaux ministres israéliens si ces lancements de nouveaux chantiers sont un moyen de faire imploser les discussions en cours, ils répondent par la négative. «Je ne vois pas quel est le rapport entre ces constructions et la recherche de la paix», proclame par exemple le vice-premier ministre Silvan Shalom (Likoud).

«Provocations»

Du côté palestinien, on dénonce au contraire les «provocations». Avant d'accepter de reprendre les négociations avec l'Etat hébreu, Mahmoud Abbas avait d'ailleurs exigé l'interruption des chantiers en cours ainsi que la publication de nouveaux appels d'offres. Il n'a pas obtenu gain de cause.

A l'occasion de sa tournée dans la région la semaine dernière, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, n'avait pas caché son intention d'y revenir début 2014 si les pourparlers implosaient. Dans ce cas, il envisage d'imposer aux Israéliens et aux Palestiniens les grandes lignes d'un projet de paix rédigé à Washington et qu'aucune des deux parties ne pourra rejeter sous peine de se brouiller définitivement avec leur protecteur. **Serge Dumont** TEL-AVIV

OYSTER PERPETUAL GMT-MASTER II

125 Ans

BUCHERER

1888

bucherer.com

ROLEX

Tacloban, une ville figée dans le chaos

> Asie Cinq jours après le passage de «Haiyan», l'aide n'arrive toujours pas dans la zone sinistrée des Philippines

> Aux pénuries s'ajoute le sentiment d'insécurité

Philippe Grangereau TACLOBAN

Cinq jours après, la ville de Tacloban, dévastée par l'ouragan *Haiyan,* est toujours laissée à elle-même. On y accède après quatre heures de route depuis Orloc, un port situé au sud-ouest de l'île de Leyte. Dans un paysage de palmiers décapités, de stations-service barricadées et de maisons dépouillées, on croise des processions de cercueils portés sur des brancards, des triporteurs ployant sous le poids de leurs passagers, mais pas le moindre convoi humanitaire, ni même un seul véhicule d'assistance. Dans le sens inverse, des réfugiés venant de Tacloban s'entassent dans des camions à benne, la tête recouverte de serviettes-éponges pour se protéger de l'étourdissant soleil tropical, avec le peu de chose qu'ils possèdent encore. La noria se faufile sur une route dégagée des arbres abattus qui faisaient obstacle voilà encore deux jours. «Si ça continue, tout le monde va partir et Tacloban deviendra une ville fantôme, dit Colin Sedaria, un étudiant en technologies de l'information. Les habitants réfugiés dans les centres d'évacuation peuvent se nourrir un peu, mais les autres passent leurs journées à grappiller ce qu'ils trouvent dans les rues et les ruines.»

A Tacloban, on est accueilli par l'odeur des cadavres en décomposition. Elle flotte partout. En face de la mairie, en bord de mer, une trentaine de dépouilles dans des sacs ont été placées dans un jardin, curieusement en plein soleil. Le site est gardé par des militaires qui se protègent le nez et la bouche. «On attend de leur trouver une sépulture», lâche un planton. Derrière lui, sur la plage, des hommes au visage recouvert d'un mouchoir ramassent les corps que la mer ramène constamment, sans jamais s'interrompre depuis plusieurs jours. Ce sont ceux des habitants qui ont été emportés au large par les vagues de cinq mètres qui se sont abattues sur le rivage vendredi à 5 h. «L'eau a pénétré dans ma maison et est montée jusqu'au toit en quelques minutes, se souvient Olivia Gueriello, une religieuse. On a prié, c'était notre seul espoir.» Dans l'église du quartier, deux listes sont affichées: les morts (113) et les disparus (40). La toiture de l'édifice est en partie arrachée. Un gros tronc d'arbre a été projeté on ne sait trop comment en plein dans le chœur.

A la pénurie d'eau et de nourriture s'ajoutent l'absence d'électricité, et un sentiment général d'insécurité. La rumeur dit que des centaines de détenus – ils ne seraient que 13, selon une source officielle – se sont enfuis de la prison de Tacloban, dont les murailles, semble-t-il, ont été détruites. C'est à eux que les habitants attribuent les scènes de pillage dont la ville a été le théâtre samedi et dimanche derniers. La présence de l'armée depuis, et l'instauration d'un couvre-feu à 20 h, ne rassure qu'à moitié. «Les criminels peuvent s'introduire chez vous n'importe quand», souffle l'étudiant Colin Sedaria. Il dit être décidé à évacuer sa famille, mais le manque d'argent pour le voyage l'en empêche. Des membres de la guérilla NPA (New People's Army, communiste) feraient partie de ces repris de justice évadés. Hier, sur la route de Tacloban, une rumeur sur la présence de combattants a suffi pour déclencher un mouvement de panique, suivi par l'arrivée en trombe d'un camion de militaires aux armes menaçantes. «Les gens sont terrorisés par la NPA», dit l'étudiant.

> Chaque quartier, chaque rue a son héros et son miraculé

Le commandant Maximo Delponso, un garde-côte de la marine mobilisé pour les opérations de secours, donne presque l'air de se promener dans les rues de Tacloban, dans son bel uniforme, accompagné de deux de ses lieutenants. Séismes, typhons… il a participé dans sa carrière à beaucoup de ces situations d'urgence. Il reconnaît être surpris de ne voir aucune opération d'assistance à la population, ni d'ONG à pied d'œuvre dans les rues de la localité. «Le gros problème, explique-t-il, est qu'il a fallu réparer l'aéroport, et là, vous auriez dû voir dans quel état il était! Malgré tout, ce n'est pas normal qu'au bout de cinq jours, avec le nombre d'avions qui atterrit désormais, les habitants ne reçoivent rien.» A l'arrivée, un autre obstacle attend les secours: il n'y a pas d'essence pour les camions.

Theresita Gormero, cuisinière à l'hôpital municipal, devenu presque inutilisable, a vu s'envoler le toit de sa maison. Elle n'a bénéficié que d'une seule distribution de vivres: «Des employés du gouvernement escortés par des soldats sont passés dans ma rue. On a fait la queue et on n'a reçu qu'un petit paquet de riz et six minuscules boîtes de conserve.» Elle mange peu, «donnant le plus de riz possible» à ses enfants. «Les gens, dit-elle, vont à l'aéroport dans l'espoir d'obtenir cette aide qui arrive du monde entier. J'irai aussi, si je suis réduite à cette extrémité.» Un officiel de l'UE attribue, à mots couverts, la lenteur des secours à une «étude d'impact» pas encore finalisée par l'ONU. «Les dégâts sont hallucinants, explique le commandant des garde-côtes Delponso. Sur les îles de Leyte et de Samar, pratiquement tout a été touché, et l'Etat philippin n'a pas les ressources nécessaires pour s'y atteler.» Delponso revient de Guiuan, la partie la plus détruite de Samar: «On était dans un petit village de quelques centaines d'habitants, où 86 personnes ont trouvé la mort.»

A Tacloban, chaque quartier, chaque rue a son héros et son miraculé. «Nous étions neuf à la maison, raconte John Andrew, 48 ans, un propriétaire de restaurant en bord de mer. Soudain, les bourrasques et les vagues ont arraché notre maison et on s'est retrouvés dans un mélange d'eau et de morceaux de bois.» Dans les flots rugissants, John dit avoir secouru sa nièce. «Ce balcon que vous voyez là, dit-il en montrant une maison en dur de sa rue, nous a sauvé la vie, car nous avons pu y rester agrippés.» Deux de ses proches ont péri. Leurs cadavres ont été retrouvés dans cette même rue – qui offre aujourd'hui un spectacle singulier. Une marée de débris, de véhicules, de carcasses et de planches semble avoir été vomie comme de l'eau sale qui se serait figée. «Il y a encore des cadavres sous ces décombres, confie John, je le sais à cause de l'odeur.»

Un bilan encore incertain

Selon le nouveau bilan provisoire dressé mercredi par l'ONU, le typhon *Haiyan* **a affecté plus de 11 millions de personnes,** soit plus de 10% de la population philippine, dont **673 000 ont été déplacées.** L'île de Leyte, dans le centre de l'archipel, a été l'une des plus durement touchées. A Tacloban, sa capitale – 220 000 habitants –, l'ONU redoute **10 000 morts.** Mais le président philippin, Benigno Aquino, avait estimé mardi que ce chiffre était «trop élevé», évoquant **«2000 à 2500» morts.** Par ailleurs, sur l'île de Samar, des zones côtières ont été réduites à l'état de débris. Les îles centrales de Cebu, Malapascua, Panay, Boracay, celle de Palawan, à l'ouest du pays, et l'archipel reculé des Visayas ont également été frappés. **AFP**

Alliance entre Marine Le Pen et Geert Wilders

> Europe Union en vue des élections

AFP

La présidente du Front national, Marine Le Pen, et le chef de file du parti de l'extrême droite néerlandaise (PVV), Geert Wilders, ont conclu mercredi à La Haye une alliance, selon eux «historique», en vue des élections européennes de mai 2014. Malgré des divergences importantes sur certains thèmes, ils souhaitent unir plusieurs mouvements eurosceptiques pour former un groupe au Parlement européen dans le but de «libérer» leurs pays respectifs de l'Union européenne.

«La libération»

«Aujourd'hui marque le début de la libération de ce monstre nommé Bruxelles», a déclaré le Néerlandais, qualifiant l'UE d'«Etat nazi». «Nous, vieilles nations européennes, obligées de demander la permission à Bruxelles pour toute chose», a dénoncé pour sa part Marine Le Pen.

Pour composer un groupe politique au Parlement européen, il faut 25 députés élus, sur un total de 766, dans au moins un quart des Etats membres. Siéger dans un tel groupe permet de disposer de nombreux avantages: collaborateurs, secrétariat, bureaux, traduction, budget pour la communication, mais aussi temps de parole proportionnel à la taille du groupe. Le FN compte actuellement 3 eurodéputés et le parti de Geert Wilders 4, non alignés.

PUBLICITÉ

ACTUELLEMENT
DANS VOTRE KIOSQUE

Retrouvez aussi votre magazine tous les jours sur www.hebdo.ch

L'Hebdo
Bon pour la tête

Le pavot progresse comme jamais en Afghanistan

> Drogue L'ONU publie un rapport accablant

L'Afghanistan renforce une nouvelle fois cette année son statut de royaume de l'opium (90% de la production mondiale). Selon un rapport, publié mercredi, de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), jamais encore ce pays n'aura consacré une aussi grande surface à la culture du pavot. Et le départ des forces d'occupation occidentales en 2014 promet de nouveaux records.

La surface dévolue au pavot a franchi pour la première fois en 2013 la limite symbolique des 200 000 hectares, pour s'établir à 209 000 hectares (l'équivalent du canton de Saint-Gall), contre 154 000 en 2012. Le nombre de provinces affectées (réservant au moins 100 hectares à cette culture) est passé dans le même temps de 17 à 19, ce qui signifie que plus de la moitié des (34) provinces afghanes est désormais touchée.

145 dollars le kilo

La culture du pavot se concentre dans le sud et l'ouest du pays, qui abritent ensemble plus de 80% de la surface plantée. Une province de la région, l'Helmand, arrive loin en tête avec une part de 48% (soit plus de 100 000 hectares), devant celles de Kandahar (14%) et de Farah (12%).

La production d'opium n'atteindra pas pour autant un record. A cet indice-là, 2013 devrait se situer au quatrième rang des 20 dernières années avec 5500 tonnes – derrière 2007 (7400 tonnes), 2008 (5900) et 2011 (5800). Il n'en reste pas moins que le record de surface revêt une grande importance. Dans la mesure où les autorités de Kaboul et les forces étrangères d'occupation ont pour objectif d'éradiquer la culture de l'opium, cet indice témoigne de leur contrôle effectif du territoire afghan. Ce n'est pas un hasard, bien entendu, si la plupart des champs de pavot se situent dans des régions contrôlées par les talibans ou de gros trafiquants.

A partir du moment où le pavot peut être cultivé, c'est le prix de son dérivé qui décide essentiellement de son succès. Or, en Afghanistan, l'opium s'est vendu cette année autour de 145 dollars le kilo, soit beaucoup plus cher que le blé ou les fèves, ses rivaux. La différence est d'autant plus intéressante à encaisser actuellement, ajoute l'ONUDC, que l'année prochaine s'annonce particulièrement incertaine avec le départ des forces occidentales qui occupent le pays depuis 2001.

L'autre échec de l'Occident

La stratégie d'éradication poursuivie par les Etats-Unis et leurs alliés aura été un échec. Dans la province de l'Helmand, par exemple, elle ne s'est réalisée que sur 2% des surfaces concernées en 2013. Quant aux programmes «Food Zone», où la culture de produits alimentaires a été fortement encouragée, ils ne durent que le temps de l'occupation. Le pavot regagne rapidement du terrain sitôt les soldats étrangers partis.

Le départ des forces de la coalition l'année prochaine ne devrait pas manquer de dynamiser plus encore le commerce de l'opium. Or, l'ONUDC a estimé que la paysannerie afghane en a retiré en 2013 quelque 950 millions de dollars, qui correspondent à 4% du PIB du pays. Une somme à laquelle il faut ajouter les profits des trafiquants. La perspective de montants plus élevés à l'avenir est de mauvais augure, sachant que l'«économie de la drogue» encourage la corruption, nourrit les rébellions armées et facilite l'usage de stupéfiants, aussi bien sur place que dans le monde. Le bilan de l'intervention américaine en Afghanistan s'en trouvera alourdi d'autant. **Etienne Dubuis**

Panorama

Moyen-Orient

Nucléaire iranien: Hollande et Obama restent fermes
Les présidents français, François Hollande, et américain, Barack Obama, ont affiché mercredi leur résolution à obtenir de l'Iran la garantie qu'il renonce définitivement à son programme nucléaire militaire, selon un communiqué de la présidence française diffusé après un entretien téléphonique entre les deux hommes. (ATS)

Les Saoudiens ne veulent pas du Conseil de sécurité
L'Arabie saoudite a annoncé mardi aux Nations unies qu'elle refusait de siéger au Conseil de sécurité malgré son élection à cette instance, laissant éventuellement la place libre pour la Jordanie. (AFP)

Afrique

Meurtre des journalistes de RFI: suspect identifié
Un Touareg, lié au Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et aux djihadistes d'Al-Qaida, a été identifié comme le principal suspect dans le meurtre des deux journalistes français de RFI au Mali, a déclaré le parquet français. Personne n'a toutefois été arrêté. (ATS)

Boko Haram et Ansaru sur liste noire
Washington a inscrit sur sa liste noire d'«organisations terroristes étrangères» les groupes nigérians Boko Haram et Ansaru, notamment pour aider le Nigeria à lutter contre les groupes islamistes. Cette mesure interdit toute transaction entre ces organisations et les Etats-Unis. (ATS)

Amérique du Sud

Collaborateurs de Lula en prison
La Cour suprême du Brésil a décrété mercredi la première incarcération dans le cadre du «Mensalao», le plus vaste procès anti-corruption jamais organisé dans le pays, où 25 personnes ont été condamnées, dont d'importants collaborateurs de l'ex-président Lula. (AFP)

L'insubmersible Lex Koller restera en vigueur

> Immobilier
Le Conseil fédéral enterre son projet d'abrogation

> Même les milieux immobiliers sont résignés

Denis Masmejan

La Lex Koller a encore de beaux jours devant elle. Parachevant le virage à 180 degrés amorcé ces dernières années, le Conseil fédéral a formellement enterré, mercredi, toute idée d'abroger ce texte, qui limite l'acquisition d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger.

Le gouvernement n'avait pas le choix. Le parlement lui avait enjoint, par voie de motion, de retirer son projet, déposé en 2007, prévoyant d'abolir une réglementation qui, à l'époque, paraissait devenue inutile.

En quelques années pourtant, le climat, à la fois politique et conjoncturel, allait se modifier du tout au tout. Au point que les milieux immobiliers eux-mêmes semblent résignés. «Il faut être réaliste, constate Olivier Feller, conseiller national PLR, directeur de la Chambre vaudoise immobilière et secrétaire général de la Fédération romande immobilière. Il n'y a pas aujourd'hui de majorité, ni parlementaire ni populaire, pour une abrogation de la Lex Koller, ni même peut-être pour un simple assouplissement.»

En 2007, le Conseil fédéral jugeait que la Lex Koller pénalisait l'économie de la pierre et qu'elle pouvait être jetée aux oubliettes sans dommage. En 2013, il ne voit que des inconvénients à la disparition d'une législation qui n'a pourtant guère d'équivalent ailleurs en Europe: flambée des prix et bulle immobilière attisées par l'entrée en scène des hedge funds, crise du logement, pression sur le franc. L'immigration de ces dernières années, écrit le Conseil fédéral, a fortement accru la demande de biens immobiliers. Et, dans les régions touristiques, l'application de l'initiative Weber va entraîner une nouvelle hausse des prix pour les résidences secondaires déjà bâties.

> «Il n'y a pas aujourd'hui de majorité, ni parlementaire ni populaire, pour une abrogation»

La crise financière de 2008 et ses suites ont refroidi les esprits, les tensions liées à la libre circulation aussi. Par deux fois lors de votations populaires, rappelle Olivier Feller, les Suisses ont montré qu'ils étaient sensibles à la protection des paysages, avec la loi sur l'aménagement du territoire et l'initiative de Franz Weber; les coûts du logement, notamment dans les stations de montagne, ne laissent pas non plus d'inquiéter, et la tonalité du débat politique ne pousse guère aux gestes d'ouverture internationale.

Il n'en fallait pas davantage pour que le parlement, sentant que le vent avait tourné, demande au Conseil fédéral, par une motion approuvée en mars avec laquelle le gouvernement s'était déclaré d'accord, de renoncer à l'abrogation de la Lex Koller.

Certains, dans les rangs du PDC en particulier, n'ont pas perdu tout espoir. La démocrate-chrétienne valaisanne Viola Amherd a déposé un postulat au Conseil national demandant au gouvernement d'examiner dans quelle mesure un assouplissement de la Lex Koller pouvait être envisagé au moins dans les régions touchées par l'initiative sur les résidences secondaires. Christophe Aumeunier, le secrétaire général de la Chambre genevoise immobilière, verrait d'un bon œil des assouplissements visant à faciliter les investissements dans l'immobilier de location, tout en étant conscient, lui aussi, que le moment n'est pas opportun pour une abrogation pure et simple.

Née avec les années 60, la Lex Koller s'est d'abord appelée von Moos, puis Furgler et Friedrich. Son article premier continue à utiliser le terme d'«emprise étrangère» – *Überfremdung* – peu compatible avec les conceptions actuelles. Le régime d'autorisation auquel est soumise l'acquisition d'immeubles par des étrangers a été assoupli à plusieurs reprises, mais jamais aboli. Sur le fond, maintient Olivier Feller, la Lex Koller demeure une loi «protectionniste», qui crée des discriminations sur la base d'un critère qui n'a pas lieu d'être, celui de la nationalité.

Panorama

Suisse

Tina Turner, 100% Suisse
Naturalisée Suisse en avril, Tina Turner a abandonné sa nationalité américaine le 24 octobre en signant les papiers nécessaires auprès de l'ambassade à Berne. (LT)

Neuchâtel

Legrix monte au TF
Le conseiller communal de La Chaux-de-Fonds Jean-Charles Legrix, auquel l'exécutif de la Ville a retiré ses charges, porte l'affaire au TF. Il veut qu'il se prononce sur l'effet suspensif que son recours devrait, selon lui, entraîner. (ATS)

Zurich

Policiers en détention?
Trois policiers zurichois arrêtés lors d'une razzia dans le milieu de la prostitution pourraient être placés en détention préventive. Ils auraient transmis des informations en échange de prestations sexuelles, boissons et repas gratuits. (ATS)

Les projets de l'UDC pour l'agriculture jugés excessifs

> Assiettes L'Union suisse des paysans réagit

Un rapprochement entre les projets d'initiatives populaires agricoles (LT des 06 et 13.11.2013) est envisageable, mais pas à n'importe quel prix. Le comité directeur de l'Union suisse des paysans (USP) a examiné à la loupe le projet de texte concocté par un groupe de paysans UDC réunis autour du conseiller national bernois Rudolf Joder.

Le projet d'initiative de l'USP, qui sera présenté à l'assemblée des délégués mercredi prochain, se veut svelte. Il met l'accent sur la lutte contre la perte de terres cultivables sans chercher à figer le terrain agricole. «Notre objectif est de garder la main sur le contenu de notre assiette, mais les 2 millions de citoyens de plus que la Suisse comptera en 2050 auront aussi besoin de logements et d'infrastructures», explique son directeur, le conseiller national Jacques Bourgeois (PLR/FR).

Quelles compensations?

L'initiative du comité Joder, que soutient le président de l'UDC, Toni Brunner, mais qui n'a pas été discutée au sein du groupe parlementaire, dit que «la Confédération garantit la surface agricole exploitable nécessaire». Sur ce point, l'USP voit une marge de manœuvre. «Des nuances sont possibles», admet Jacques Bourgeois. Mais c'est tout.

Le texte imaginé par les membres de l'UDC veut ancrer dans la Constitution le principe d'un auto-approvisionnement «aussi élevé que possible». Le comité directeur de l'USP n'entre pas en matière sur ce point, car la manière de calculer ce degré d'autarcie alimentaire risque de favoriser les grandes cultures au détriment de certains types de production, comme le lait et la viande.

Le texte initial du comité Joder prévoyait en outre de fixer le taux d'auto-approvisionnement au même niveau que celui de l'année précédant l'entrée en vigueur du nouvel article constitutionnel. C'est un risque. Si la récolte de l'année en question est mauvaise, le taux sera très bas. Selon certaines sources, le comité Joder en aurait pris conscience et aurait modifié son texte afin que le taux soit calculé sur la moyenne des cinq dernières années, mais le comité ne confirme pas.

Mais il y a pire aux yeux de l'USP. L'initiative des paysans UDC dit que, en cas de libéralisation des importations agricoles, des «compensations» doivent être prévues. «Cela fragilise la position de l'agriculture suisse dans de futures négociations internationales car on dit dès le départ qu'on prévoira des compensations. Qui ne pourront se faire que sous la forme de paiements directs supplémentaires», prévient Jacques Bourgeois. L'USP reprendra contact avec le comité Joder après l'assemblée du 20 novembre. **B. W.**

Le soutien à l'initiative populaire 1:12 s'érode

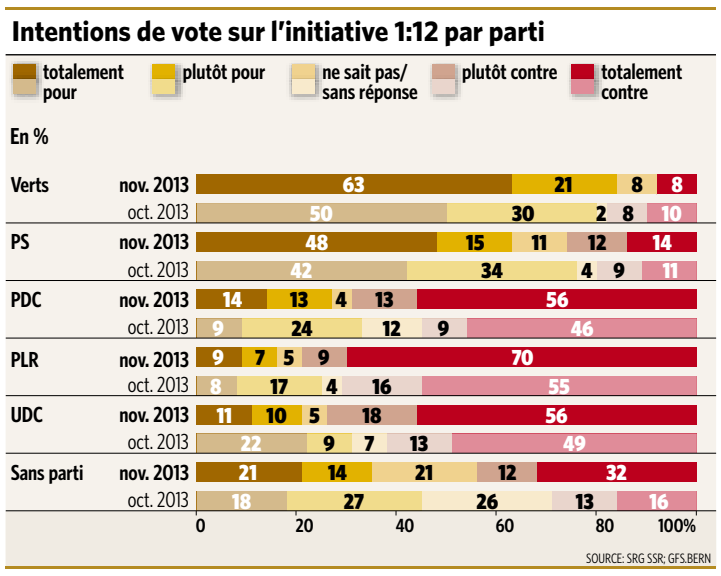
> Sondage Le texte de l'UDC sur les familles s'essouffle. La vignette à 100 francs est en péril

24 novembre

Revirement spectaculaire: en l'espace d'un mois, l'effet de séduction de l'initiative 1:12 et de celle de l'UDC pour les familles s'est affaibli d'une dizaine de points, de sorte que l'acceptation de ces deux textes paraît désormais compromise. Le deuxième sondage réalisé par l'institut gfs.berne pour le compte de la SSR réduit à 36% (44% en octobre) le soutien à l'initiative sur les salaires, alors que le camp des opposants est passé de 44 à 54%, la part d'indécis étant encore de 10%. Les oui et les non sont équilibrés en Suisse romande, alors que le rejet de l'initiative atteint 58% en Suisse alémanique et l'acceptation 54% en Suisse italienne.

Selon les auteurs de l'enquête, un des arguments renforçant le non est l'intrusion de l'Etat dans la fixation des salaires. Le sentiment que les entreprises pourront contourner le texte constitutionnel s'il est accepté joue aussi un rôle, tout comme la crainte de pertes de recettes fiscales et de contributions sociales.

La tournure des événements réjouit le président de l'Union suisse des arts et métiers (USAM), le conseiller national UDC Jean-François Rime. «Je prends acte des résultats de ce sondage avec satisfaction, mais attendrai le résultat définitif le 24 novembre avant de me réjouir. Les gens comprennent que ce n'est pas le rôle de l'Etat de fixer les rapports entre les partenaires sociaux», commente-t-il.



Farouche partisan de l'initiative, le conseiller national Mathias Reynard (PS/VS) est déçu mais pas surpris. «On s'y attendait. C'est David contre Goliath. Les opposants ont dépensé en une semaine le budget que nous avons de notre côté pour l'ensemble de la campagne. Ils ont mis l'accent sur les peurs alors même que Johann Schneider-Ammann dit lui-même qu'aucune entreprise ne quittera la Suisse en cas de oui», analyse-t-il. Il ne baisse pas les bras pour autant. «Nous avons encore prévu de nombreuses actions, les drapeaux restent accrochés aux fenêtres, nous allons encore diffuser des flyers, des SMS, des e-mails. Au moins aurons-nous permis, grâce à une campagne que beaucoup jugent animée, vivante et originale, de mener un débat sur les salaires», commente-t-il.

Quinze points de moins

L'initiative de l'UDC pour les familles semble aussi subir un coup d'arrêt. Les 64% de oui du sondage d'octobre ne se confirment pas. Le soutien a chuté de 15 points et plafonne à 49%, contre 43% de non, en hausse de 18 points. La baisse de popularité traverse tous les partis, sauf les Verts, où le texte de l'UDC recueille 47% d'avis favorables contre 43% le mois dernier. La cote recule de 59 à 50% au PDC qui, depuis la précédente prise de température, a pris position contre le texte de l'UDC. Dans ce dernier parti, le soutien se tasse également, passant de 83 à 74%.

Le sort de la vignette autoroutière est très incertain. De 53% en octobre, l'approbation du nouveau tarif de 100 francs se tasse à 50%, alors que le non se renforce de 41 à 46%. L'érosion touche toutes les régions linguistiques: le oui passe de 47 à 35% au Tessin, de 48 à 42% en Suisse romande et de 55 à 53% en Suisse alémanique. Les personnes acceptant de payer 100 francs dès 2016 sont moins nombreuses qu'en octobre à l'UDC (de 38 à 31%), au PLR (de 48 à 45%) et au PS (de 65 à 63%) alors qu'elles augmentent au PDC (de 58 à 66%). L'électorat des Verts est toujours en porte-à-faux avec ses élites. Alors que la direction du parti recommande de voter non, le oui se maintient à 79%.

Le comité d'opposition «prend acte avec satisfaction du renforcement de la tendance au non, commente le porte-parole du TCS, Moreno Volpi. Le sondage montre que les gens comprennent que le projet de vignette est une tromperie qui n'apporte aucune solution au problème des bouchons sur les autoroutes.» **Bernard Wuthrich** BERNE

► **La vignette à 100 francs, rodéo autoroutier: page 11**
► **Les pionniers de l'économie suisse ne respectaient pas le rapport 1:12: page 13**

PUBLICITÉ

Le MCG a enfin un ministre, mais a-t-il encore un pilote?

> Genève
Le deuxième parti du canton forme un groupe hétéroclite et conflictuel

> Alors que ses leaders s'éloignent, les soucis grandissent

KEYSTONE

Roger Golay (ici en 2007): «Si je dois aller à Berne, j'irai.»

Yelmarc Roulet

Y aller ou pas, telle est la question. Roger Golay ne dissimule pas ses hésitations face à ce «choix cornélien, sans doute le plus difficile de mon parcours». Succéder à Mauro Poggia comme représentant du Mouvement Citoyens genevois (MCG) au Conseil national serait certes une flatteuse consécration. Mais aussi un crève-cœur: quitter le groupe du Grand Conseil, qu'il préside, juste au moment où on a enfin un élu au gouvernement cantonal et où «on va pouvoir faire une vraie politique»? Ce serait se priver des fruits de tout le travail passé. «Il y aura de la fragilité si je m'éloigne», assure le maréchal de gendarmerie à la retraite.

Ses hésitations, Roger Golay devait les partager mercredi soir avec la douzaine de membres du bureau directeur du MCG. Il communiquera jeudi sa décision définitive. La question dépasse largement le cadre du seul MCG. Avec Mauro Poggia au Conseil d'Etat et Roger Golay au Conseil national, la classe politique genevoise se demande qui va tenir la maison. Bien sûr, il y a toujours Eric Stauffer, le tribun fondateur du parti, dont les électeurs n'ont pas voulu comme ministre, au point de le reléguer à la dernière place du classement.

Résigné au rôle de faiseur de rois, Eric Stauffer assure qu'il continuera d'avoir en main sa formation (LT du 12.11.2013).

Mais le pronostic sur l'évolution staufferienne est contrasté parmi les élus genevois de tous bords. Certains estiment que le *lider maximo* ne s'est quelque peu calmé ces derniers mois que dans l'objectif de se rendre ministrable. Comme c'est raté, ils le voient revenir de plus belle en agitateur infatigable. D'autres le sentent lassé de ce rôle, déçu de ne pas avoir pu en changer, épuisé par la course folle qui l'oblige à sauter du Grand Conseil à l'exécutif d'Onex, du conseil d'administration des HUG à celui de l'aéroport, sans oublier son bar à whisky. Il viserait désormais surtout la présidence du Grand Conseil, gage de notabilité qui pourrait lui échoir dans trois ans.

Durant ses huit ans au parlement, le groupe MCG s'est révélé des plus hétéroclites, ce qui devrait perdurer. Il compte de nombreux transfuges, issus du PDC, du PLR ou du PS. «A part les trois ou quatre grandes gueules, les autres sont inexistants», estime la socialiste Loly Bolay, ancienne présidente du Grand Conseil. Pâles, et soumis. «Faute de ligne politique, ils votent souvent une chose en commission, avant de se faire remettre à l'ordre avant le plénum», ajoute-t-elle.

Malgré leur nombre, les élus MCG sont crédités par leurs collègues d'une faible influence sur les dossiers, attribuée tant au manque de savoir-faire qu'au fonctionnement très hiérarchique d'une formation dans laquelle on ne leur laisserait que des miettes. «Ils savent faire les arbitres, mais pour fabriquer une majorité sur ses propres propositions, il faut une capacité de négociation», note le Vert Christian Bavarel.

Malgré la diversité de ses membres, le groupe se fait remarquer par un poujadisme (la référence est du PLR Jean Romain) qui porte à l'outrance et à la vulgarité. Les MCG apprécient plus que tout les métaphores animales. Le bureau du Grand Conseil se penche du reste ce jeudi sur le cas du député Henry Rappaz, qui a soutenu sur

> Le bureau du Grand Conseil se penche sur le cas du député qui a relayé le racisme de «Minute»

Facebook le racisme de l'hebdomadaire français d'extrême droite *Minute* contre la ministre Christiane Taubira, rapporte le site internet de la *Tribune de Genève*.

Mais le manque de respect marque aussi les relations au sein du MCG. On les entend se traiter de «connards», témoignent des élus. «C'était pire avant», relativise Roger Golay, qui compare son rôle de chef de groupe à celui d'un juge de paix. «Lors de la première législature, j'étais obligé de fermer la fenêtre durant nos réunions, tant ça hurlait.» Une bisbille interne a occupé mercredi la commission de l'aménagement du Grand Conseil, dont la présidence revenait au MCG. Les deux représentants de ce parti, Thierry Cerutti et Sandro Pistis, se sont disputé la place, contraignant les autres commissaires à choisir pour eux (en faveur de Sandro Pistis, en l'occurrence).

Plus nombreux que jamais, le groupe MCG a désormais 20 membres, ce qui en fait la deuxième force du parlement, derrière le PLR (24) et devant le PS (15). Dans ce groupe, trois femmes, six policiers et une moyenne d'âge de 56 ans. Le parti pourra compter sur plusieurs nouveaux venus. Ancien numéro deux de la police, Jean Sanchez est une figure respectée à Genève. Promoteur immobilier et avocat, Ronald Zacharias suscite aussi des attentes, bien davantage que l'ancien ministre PDC Philippe Joye. Le secrétaire général du MCG, François Baertschi, cheville ouvrière de la récente campagne, devrait prendre de la place et ne fera pas dans la nuance.

Reste à voir comment se comportera le groupe, notamment dans ses relations avec le ministre Poggia. Le député PDC Bertrand Buchs voit «un risque d'implosion», alors même que le parti semblait devenu majeur avec l'élection d'un conseiller d'Etat. «S'il veut pouvoir agir au gouvernement, Mauro Poggia a tout intérêt à ce que le groupe soit fiable, alors que l'imprévisibilité est la marque du MCG», note le PLR Jean Romain.

Si le MCG devait trouver que Roger Golay est finalement plus utile à Genève qu'à Berne, la succession fédérale pourrait échoir à la députée Danièle Magnin, une ex-PLR. «Mais si je dois y aller, j'irai», assure Roger Golay.

La décharge de Bonfol sera assainie en 2016

> Jura Chiffré à 30 millions, le surcoût sera pris en charge par la chimie bâloise

Serge Jubin

La mise en chantier de l'assainissement de la décharge de Bonfol, une glaisière dans laquelle une dizaine d'entreprises chimiques bâloises avaient entreposé, pêle-mêle, 114 000 tonnes de déchets entre 1961 et 1976, avait été chaotique, au début des années 2000. Les débats avaient été rudes sur l'opportunité d'assainir, la méthode à utiliser et les intérêts des uns et des autres. La prise en charge intégrale du coût des travaux par la holding des firmes chimiques bâloises, à l'enseigne de la BCI Betriebs-AG, n'avait que partiellement calmé les ardeurs.

Puis il y eut, en été 2010, un incident: une explosion avait mis le chantier à l'arrêt pendant près d'une année. Mais, depuis le printemps 2011, l'assainissement poursuit son bonhomme de chemin, sans plus susciter la polémique. «Le projet avance bien», se félicite Michael Fischer, directeur de la BCI, au moment de lancer la seconde étape des travaux.

Halle hermétique

Pour ce faire, la BCI a construit une halle hermétique, dans laquelle des grappins télécommandés déterrent les fûts et les emmènent dans des sas de conditionnement. Les déchets sont ensuite acheminés par train dans des usines d'incinération en Allemagne et en Belgique. La halle d'excavation ne recouvre que la moitié de la décharge. Entre 2010 et l'été 2013, 86 000 tonnes de déchets et de terre ont été extraites et traitées.

Pour vider la seconde moitié de la décharge, il a fallu déplacer la halle de 3000 tonnes, en la faisant coulisser sur une distance de 82 mètres. Sur place, on peut vérifier que la moitié des déchets a bien disparu. Il subsiste un gros «trou» de 130 mètres sur 80, profond d'une dizaine de mètres. Il donne l'impression d'être «propre». Le terrain devra encore être minutieusement analysé pour qu'il ne reste rien des pollutions engendrées par la présence des déchets durant quatre décennies.

800 tonnes par semaine

Depuis le 4 novembre, l'excavation a pu reprendre, au rythme de 800 tonnes par semaine. Il faudra deux ans et demi pour expurger les 89 000 tonnes de déchets et de matériaux argileux contaminés restants. «Nous avons dû éliminer plus de matériau de la cuvette que prévu, explique Michael Fischer. Notamment parce que nous travaillons avec des pelles mécaniques télécommandées, depuis l'explosion de juillet 2010. De ce fait, la séparation entre les déchets et le sol argileux est moins précise.» On est ainsi passé de 134 000 à 175 000 tonnes de matériaux et de déchets à éliminer.

Il faut ainsi un peu plus de temps que prévu pour terminer le travail; l'échéance passe de 2015 au printemps 2016. Le coût est renchéri de 30 millions, à 380 millions de francs, entièrement pris en charge par la BCI. «L'industrie chimique bâloise tient son engagement, donné en 2005, de supporter l'ensemble des coûts de cet assainissement définitif», précise-t-elle.

Une fois les déchets déterrés et incinérés et le terrain dépollué, la fouille sera remblayée et les installations démontées. La halle d'excavation sera recyclée, «sauf si quelqu'un en a l'utilité», s'amuse le responsable de la communication de la BCI, Bernhard Scharvogel. Le site de 15 hectares sera reboisé avec des essences indigènes.

PUBLICITÉ

VOYAGE
BIRMANIE

Votre guide conférencier, le biographe d'Aung San Suu Kyi

Thierry Falise est né en Belgique en 1957. Etabli à Bangkok depuis plus de 20 ans, il a couvert la plupart des événements sociaux de ces deux dernières décennies en Asie, notamment en Birmanie. Il est l'un des rares spécialistes des minorités ethniques de ce pays à avoir partagé la dure réalité de ces peuples oubliés. Thierry a publié plusieurs ouvrages, dont la biographie *Le Jasmin ou la Lune*, parue en 2007, d'Aung San Suu Kyi, qu'il a rencontrée personnellement. En parallèle à ses activités de photo-journalisme, il a effectué des missions pour des projets de résolution de conflits en Birmanie, menées par la Suisse et la Norvège. C'est exceptionnellement pour Le Temps qu'il a consenti à nous faire l'honneur d'enrichir votre séjour birman de sa précieuse collaboration. En effet, Thierry vous réserve de nombreuses interventions sur tous les thèmes d'actualité, de la junte militaire aux relations internationales, d'Aung San Suu Kyi au commerce du pétrole, de la prostitution aux moines… Il apportera un «plus» exceptionnel à ce voyage.

Ce voyage est limité à 12 participants.

Du 1er au 20 février 2014

Nous vous proposons de découvrir la Birmanie de 2014, celle qui permet, juste encore, de humer l'air nonchalant et quelque peu suranné de ce pays jusqu'ici oublié, avant que les grands chantiers nécessaires à son développement n'aient abouti. Et avant que l'invasion, pourtant souhaitée et souhaitable, des nouvelles technologies et des influences extérieures n'ai transformé la société, à l'image du voisin thaï par exemple. Si notre itinéraire reste classique sur sa première partie, avec les «grands incontournables», tels les villes royales au sud de Mandalay, la plaine de Bagan et ses pagodes dorées à perte de vue, le lac Inlé et son climat vivifiant, la seconde partie vous amènera dans le fief de votre guide: en pays Karen et Môn, au sud-est de Yangon. De quoi vivre une véritable expérience humaine et nettement plus intimiste. Le confort n'est toutefois pas absent, avec notamment la privatisation d'un bateau de croisière sur l'Irrawaddy et quelques bonnes adresses éprouvées, mais sans luxe superflu.

Programme complet sur
www.letemps.ch/voyages
ou par téléphone au 021 671 60 00

EQUINOXE
création de voyages

ABONNÉ(E)S	CHF 10 950.–
STANDARD	CHF 11 950.–

LE TEMPS
MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

Le cruel dilemme qui hante le monde carcéral

> Vaud Les gardiens devaient-ils prendre des risques et des libertés pour sortir Skander Vogt des fumées mortelles de sa cellule?

> Les avis des responsables de l'époque divergent

Deux témoins très attendus au procès. L'ex-cheffe du Service pénitentiaire Catherine Martin et l'ancien directeur de Bochuz Sébastien Aeby.

Devant la justice

Fati Mansour

Pour ne pas avoir de problèmes, mieux vaut ne pas se comporter en héros. Telle est la devise des gardiens de Bochuz. Et celle-ci est partagée par Catherine Martin, la cheffe du Service pénitentiaire vaudois, à qui l'affaire Skander Vogt aura coûté son poste.

«On ne demande pas au personnel d'être des héros mais des gens compétents qui appliquent des règles visant à assurer leur propre sécurité», a expliqué l'ex-patronne des prisons vaudoises au tribunal qui juge les neuf prévenus de ce sauvetage manqué. Entre le superman et le robot, il y a peut-être un juste milieu. C'est l'option soutenue par l'autre grand témoin du jour, Sébastien Aeby, l'ancien directeur des Etablissements de la plaine de l'Orbe (EPO).

Il a bien résisté. Malgré les incessantes interventions de la présidente Erica Riva Annaheim, qui apprécie visiblement certaines réponses plus que d'autres et manie volontiers l'ironie, Sébastien Aeby a maintenu le cap et défendu l'utilité du bon sens même dans un univers carcéral très hiérarchisé et parsemé de directives. «Il faut essayer de sauver le détenu en se protégeant. C'est la règle qui prédomine sur tout.»

L'interminable et brouillonne audition de ce témoin, qui s'est reconverti en 2011 comme fonctionnaire à la Ville de Lausanne, a entraîné les débats très loin de cette nuit fatale à Skander Vogt. Etait-il vraiment, comme l'ont laissé entendre certains gardiens, ce directeur rigide qui terrorisait son personnel?

«Cela me fait sourire. En quatre ans, un seul surveillant a été licencié pour avoir trafiqué avec les détenus. D'autres ont reçu des avertissements pour n'avoir pas respecté les détenus, les consignes ou encore mal fait leur travail.» Et l'intéressé, qui n'avait au demeurant pas le pouvoir d'infliger lui-même les sanctions, d'ajouter: «J'avais le souci de ce qui était juste.»

> «L'urgence vitale doit primer. Surtout si le détenu n'est pas menaçant et qu'on ne peut pas attendre»

Et qu'était-il donc juste de décider au moment où Skander Vogt a mis le feu à son matelas? Pour Sébastien Aeby, il aurait fallu alerter sans tarder la centrale de traitement des alarmes. Cela n'empêchait nullement les surveillants de tenter d'éteindre l'incendie avec les moyens du bord, comme ils l'ont fait, en attendant l'arrivée des pompiers. Le recours au groupe d'action rapide de la police vaudoise (DARD) était un bon réflexe dans cette situation nocturne délicate. Mais avoir attendu 40 minutes pour appeler semble «un peu long». Il fallait le faire tout de suite car un transfert de cellule s'imposait forcément après un tel incident. Même la très conciliante Catherine Martin, aujourd'hui active au sein de l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants, finira par l'admettre du bout des lèvres. «Il y a eu un problème de délai dans cette affaire.»

Aux yeux de l'ancien directeur, il n'était pas absurde de penser que Skander Vogt pouvait simuler un malaise. Cependant, plus le temps passait, plus cette hypothèse perdait de sa pertinence. Surtout dans ce contexte enfumé et avec un homme qui râle couché sur le dos. «L'urgence vitale doit primer. Surtout si le détenu n'est pas menaçant et qu'on ne peut pas attendre les renforts.» Et Sébastien Aeby de préciser que les gardiens pouvaient alors entrer à deux ou à trois dans cette cellule et en extraire le détenu. «Rien ne l'empêchait ce soir-là et ils n'auraient pas été sanctionnés pour cette action. Il est faux de prétendre qu'on ne peut jamais rien faire sans validation de la hiérarchie.»

L'ancien directeur souligne que ce tragique événement est intervenu dans un contexte déjà très difficile tant en matière de conditions de détention que de complexification des problématiques rencontrées par les détenus. En l'espace de quelques années, le nombre d'internés placés à Bochuz a quadruplé. Ces quelque 80 pensionnaires, présentant des troubles de la personnalité ou des souffrances psychiques intenses, nécessitaient un tout autre encadrement que du carcéral pur et dur.

«Nous n'étions pas équipés pour y faire face. La division concernée a été transformée pour améliorer la sécurité. Les miroirs ont été retirés, les meubles en bois remplacés par du béton», relève Sébastien Aeby. Catherine Martin rappelle aussi qu'une série d'agressions – cinq surveillants malmenés en quelques mois – avait conduit l'administration à prendre des mesures de sécurité drastiques et à exiger le strict respect de ces règles. Sous peine de se faire taper sur les doigts.

Ces deux anciens responsables sont tout de même d'accord sur un point: «L'affaire Skander Vogt était le pire des scénarios.» Un feu de cellule, la nuit, avec un détenu considéré comme dangereux qui menace les gardiens. Contrairement à Sébastien Aeby, Catherine Martin pense que le simple fait de prendre le risque d'entrer dans cette cellule aurait été reproché aux gardiens concernés.

Pourtant, à la Prison du Bois-Mermet, un surveillant qui avait violé les directives en entrant seul dans une cellule occupée par deux détenus afin de sauver l'un d'eux de la pendaison a été félicité par cette même Catherine Martin. «J'ai salué son courage, mais je l'ai aussi mis en garde. Si les choses avaient mal tourné, il aurait été sanctionné.» Un cruel dilemme propre à ce monde carcéral.

Espionnage américain: nouvelles clarifications demandées

> Sécurité L'ampleur des écoutes de la NSA révélée par Edward Snowden a fait l'objet d'une discussion au Conseil fédéral

La NSA et l'ex-espion Edward Snowden continuent d'agiter la Berne fédérale. Mardi, la Délégation des commissions de gestion, l'autorité de surveillance du Service de renseignement de la Confédération (SRC), a exigé de nouveaux documents et déclaré vouloir une nouvelle fois auditionner son patron, Markus Seiler, et le ministre Ueli Maurer. Mercredi, c'était au tour du Conseil fédéral de demander aux départements concernés des clarifications supplémentaires «avant de prendre des mesures définitives». Sans préciser lesquelles.

Dans son communiqué, le Conseil fédéral «condamne fermement toute activité de renseignement qui violerait les lois helvétiques, quels que soient les auteurs de telles violations». «En tant qu'Etat hôte de nombreuses institutions internationales, la Suisse appelle instamment les Etats qui pourraient se livrer à des activités de renseignement illégales dans ce cadre à respecter la confidentialité du travail de ces organisations», précise encore le texte.

La nature exacte des contacts entre le SRC et la NSA, l'agence d'écoutes américaine, continue d'intriguer. Ueli Maurer a publiquement déclaré que le SRC «n'a pas de contact direct avec la NSA et ne lui transmet pas de données». Joue-t-il sur les mots? Le SRC a bien eu «quelques contacts» par le passé avec l'agence, les derniers datant d'il y a environ un an. Mais ces contacts «ont conduit à renoncer à toute collaboration», nous a précisé le service. Contacté à nouveau mercredi, le SRC ne veut pas en dire davantage. A-t-il aujourd'hui simplement des contacts «indirects» avec la NSA, via la CIA ou d'autres services de renseignement américains? «Un service de renseignement ne connaît en principe pas la source des informations qu'il obtient de services étrangers, ni la manière de se les procurer», répond le porte-parole, Felix Endrich.

De son côté, Pierre-François Veillon, le président de la Délégation, dit «réserver ses éventuelles remarques à l'attention du Conseil fédéral ou du chef du Département de la défense». Il rappelle que la Délégation a accès à tous les documents du SRC, «sans restrictions». Aucune enquête ne devrait être ouverte pour l'heure. **Valérie de Graffenried**

► Comment la NSA nous surveille: page 12

PUBLICITÉ

L'avis des experts

Le recul du PLR dans les gouvernements cantonaux ne profite pas à l'UDC, mais au Parti socialiste

Avec les revers subis cette année à Genève, à Neuchâtel et en Valais, le PLR a abandonné au PS la place de premier parti dans les gouvernements cantonaux. L'UDC continue de payer cher son profil oppositionnel et reste fortement sous-représentée dans les exécutifs

Pascal Sciarini
Professeur de science politique à l'Université de Genève

Daniel Bochsler
Professeur de science politique au Centre d'études sur la démocratie à Aarau (ZDA) et à l'Université de Zurich

Dans les années 1990, le Parti radical caracolait en tête dans les cantons avec plus de 30% des sièges gouvernementaux – et 5% pour le Parti libéral (voir graphique 1). En 2013, le Parti libéral-radical fusionné n'occupe plus que 25% des sièges gouvernementaux. Les sièges égarés par le PLR lors des élections du Conseil d'Etat genevois du week-end dernier et précédemment en Valais et à Neuchâtel lui coûtent sa place de premier parti dans les gouvernements cantonaux.

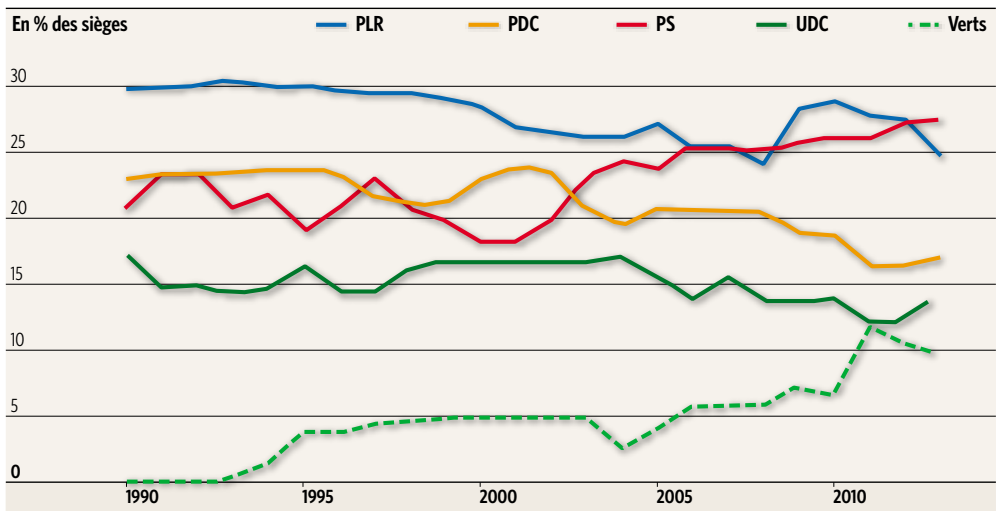
Le profil gouvernemental du PLR est un handicap dans les élections parlementaires au système proportionnel: dans un contexte très polarisé, il est objectivement difficile pour un parti modéré d'être audible et de rivaliser avec les solutions sans nuances préconisées par les partis populistes. En revanche, le profil relativement consensuel du PLR lui rapporte des voix dans les élections gouvernementales au système majoritaire: dans de telles élections, un parti doit d'abord être capable de faire alliance afin d'élargir son potentiel électoral et il doit ensuite posséder des candidats/tes à même de «ratisser large». Dans ce registre, le PLR excelle et c'est pourquoi il est sur-représenté dans les gouvernements cantonaux.

Comme le montre le graphique 2, la différence entre la force du PLR dans les gouvernements cantonaux et sa force dans les parlements s'est maintenue à environ 5 points de pourcentage au cours des douze dernières années. Le PDC est dans une situation analogue: sa réussite dans les élections gouvernementales lui permet de compenser quelque peu le recul de sa force électorale. La conquête du deuxième siège PDC dimanche dernier à Genève, canton dans lequel sa force électorale dépasse à peine 10%, constitue à cet égard un cas d'école.

L'élection du candidat MCG Mauro Poggia au Conseil d'Etat genevois a provoqué une onde de choc jusqu'en Suisse alémanique. Cette élection est pourtant dans la droite ligne de celle des UDC Oskar Freysinger en Valais et Yvan Perrin à Neuchâtel. Et montre qu'en matière de participation de la droite populiste au gouvernement, les cantons romands sont en train de s'aligner sur le reste de la Suisse.

Ceci étant dit, l'UDC éprouve toujours de grandes difficultés à faire sa (juste) place dans les gouvernements cantonaux. Ces difficultés sont nées dans les années 1990, quand le parti de Christoph Blocher a commencé à gagner dans les parlements cantonaux, mais sans parvenir à engranger des gains similaires dans les gouvernements. Déjà marquée dans les années 2000, la sous-représentation de l'UDC dans les exécutifs cantonaux s'est accentuée suite à la scission et à la création du PBD en 2008. Aujourd'hui, l'UDC est représentée au Conseil d'Etat dans seulement 14 cantons, soit à peine plus qu'en 2005. Depuis une demi-douzaine d'années, sa force dans les gouvernements cantonaux stagne autour de 13%, bien loin de sa force dans les parlements cantonaux (23%) – et encore plus loin de sa force électorale nationale (27%).

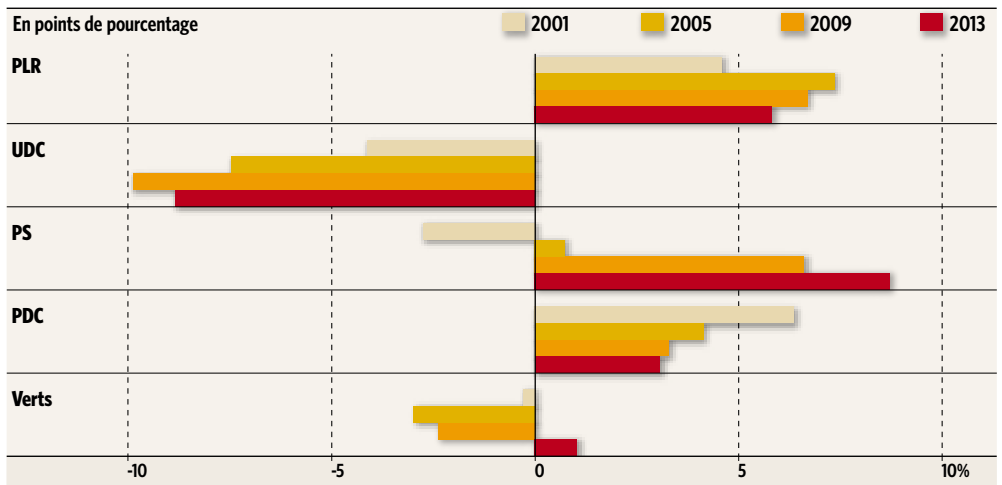
Force des partis dans les gouvernements cantonaux, 1990-2013



Le graphique décrit le pourcentage des sièges gouvernementaux détenus par les partis, en pondérant les cantons selon la taille de leur population.

SOURCE: ZDA

Sur-/sous-représentation des partis



Le graphique montre la différence de force des partis dans les gouvernements cantonaux et dans les parlements cantonaux (différence entre le pourcentage de sièges gouvernementaux et le pourcentage de sièges parlementaires).

SOURCE: ZDA

La stabilité des chiffres masque néanmoins la métamorphose qui s'est opérée dans la représentation de l'UDC. Dans les années 1990, «l'ancienne» UDC était représentée au gouvernement dans ses bastions agrariens (Berne, Vaud, Grisons et Glaris). Depuis, la «nouvelle» UDC est entrée au gouvernement dans plusieurs cantons alémaniques catholiques (Schwyz, Uri, Nidwald, Saint-Gall et Zoug) et romands (en Valais et à Neuchâtel), mais elle a perdu des sièges dans ses anciens bastions devenus entretemps les fiefs du PBD (Grisons, Berne, Glaris), ainsi que dans le canton de Vaud et d'Appenzell Rhodes-Extérieures.

Le problème de l'UDC est à l'opposé de celui du PLR et du PDC: le profil oppositionnel de l'UDC lui rapporte beaucoup dans les élections parlementaires au système proportionnel, mais lui coûte très cher dans les élections gouvernementales au système majoritaire, car il limite les possibilités d'alliance avec les partis de la droite modérée et réduit les chances des candidats UDC de recevoir le soutien des électeurs des autres camps politiques. Le même problème se pose pour l'UDC avec le Conseil des Etats, dont l'élection est également régie dans la plupart des cantons par le système majoritaire. Dans cette enceinte également, l'UDC est nettement sous-représentée par rapport à sa force électorale. On se souviendra que l'UDC a fait de la conquête du Conseil des Etats son principal objectif lors des élections fédérales de 2011 – et qu'elle a largement échoué.

Si le recul du PLR – et, dans une moindre mesure, du PDC – dans les gouvernements cantonaux ne profite pas à l'UDC, à qui donc profite-t-il? La réponse est sans équivoque: au PS. Dans les années 1990, la part des sièges aux gouvernements détenus par le PS stagnait autour de 20%. Depuis, cette part a pris l'ascenseur et, en cette fin de 2013, le PS a détrôné le PLR en tant que premier parti dans les gouvernements cantonaux. Ce trend est d'autant plus frappant qu'il ne reflète pas l'évolution de la force du PS dans les parlements cantonaux. L'explication est à nouveau à rechercher du côté du rapport entre force gouvernementale et force parlementaire.

> Aujourd'hui, l'UDC est représentée au Conseil d'Etat dans seulement 14 cantons, soit à peine plus qu'en 2005

Jusqu'à la fin des années 1990, le PS était plutôt sous-représenté dans les gouvernements cantonaux. Il a renversé la balance en sa faveur en 2003 et a depuis lors bénéficié d'une sur-représentation croissante dans les exécutifs cantonaux. Malgré les pertes qu'il a subies dans les élections parlementaires cantonales de 2006 à 2011, le PS a poursuivi sa progression dans les gouvernements. Aujourd'hui, il y dispose de 28% des sièges, alors qu'il occupe seulement 19% des sièges parlementaires, soit une sur-représentation de près de 9 points de pourcentage.

Ce constat est surprenant. En tant que parti qui, comme l'UDC, a un pied au gouvernement et un pied dans l'opposition, le PS devrait en principe mieux réussir dans les élections parlementaires que dans les élections gouvernementales. C'est pourtant l'inverse qui se produit. Une analyse plus fine montre que la sur-représentation du PS dans les gouvernements cantonaux est particulièrement élevée dans les trois plus grands cantons suisses (Zurich, Berne, Vaud), cantons qui pèsent forcément lourd dans le décompte final, mais aussi dans plusieurs autres cantons alémaniques (Bâle-Ville, Grisons et Saint-Gall) et romands (Neuchâtel, Jura et Valais). Au final, on peut se demander si la sur-représentation du PS dans les exécutifs cantonaux n'est pas elle aussi un effet collatéral de la radicalisation de l'UDC: en musclant toujours plus son discours, l'UDC n'a pas seulement barré sa propre route vers les gouvernements cantonaux, mais elle a peut-être aussi ouvert celle du PS qui, par comparaison, est apparu plus fréquentable et plus apte au consensus aux yeux des électeurs et électrices suisses.

Vous et nous

Vous écrivez

La plume persécutée

Nguyên Hoàng Bao Viêt, pour le Comité des écrivains en prison du Centre PEN suisse romand

Notre consœur Ghislaine Dupont et notre confrère Claude Verlon ont été exécutés froidement (LT des 4 et 5.11.2013). Ultime forme de censure, pas seulement en Afrique. Partout, la dictature, la corruption et l'intolérance emprisonnent, torturent et assassinent des écrivains, journalistes et blogueurs pour les empêcher de parler, écrire, témoigner ou informer… La plupart des meurtres n'ont jamais fait l'objet d'une enquête afin de traduire les coupables et leurs complices devant la justice. L'une des images les plus choquantes de notre époque: des régimes violeurs des droits de l'homme siègent au Conseil des droits de l'homme.

Le temps est venu de soutenir PEN International et ses membres dans leurs efforts pour porter secours aux écrivains et journalistes persécutés. Célébrons, avec PEN International, la Journée de l'écrivain en prison le 15 novembre et la Journée contre l'impunité le 23 novembre. Ce sont des journées de communion, de réflexion mais aussi d'action. Dénonçons les crimes contre la liberté d'expression et de la presse en Chine, au Viêt Nam, en Russie, en Iran, au Belarus, en Turquie, en Egypte, au Qatar ou au Bahreïn, entre autres. Le Mexique, la Colombie, le Honduras, la Somalie, le Pakistan, le Brésil ou la Syrie sont des pays réputés dangereux pour les journalistes. […]

1:12, l'effet de domino

Philippe Fontana, économiste, Mühlethurnen (BE)

Dans le débat sur 1:12, on a peu parlé des conséquences que cette initiative aurait sur la structure des salaires des entreprises qui se verraient obligées de baisser de manière significative les salaires du top management. Certains promoteurs de l'initiative prétendent qu'une telle baisse permettra d'accroître les salaires les plus bas. Cette suggestion est parfaitement naïve car c'est le contraire qui se produira et ce pour deux raisons. Premièrement, il est difficilement imaginable que les salaires des employés des rangs hiérarchiques inférieurs demeurent inchangés si ceux du top management baissent. Il faut au contraire s'attendre à un effet de domino sur l'ensemble de l'échelle des salaires de l'entreprise, provoquant une baisse généralisée des salaires […] les plus bas. Deuxièmement, même si peu d'entreprises devaient délocaliser leur management en cas d'adoption de l'initiative, on peut s'attendre à ce qu'un certain nombre d'entreprises dont la structure des salaires dépasse le rapport de 1:12 décident de délocaliser à l'étranger les postes de travail les moins qualifiés ou, lorsque ce n'est pas possible, procèdent à un outsourcing de certains postes moins qualifiés afin de rétablir ce rapport. Les personnes licenciées verront non seulement leurs salaires baisser mais aussi leurs conditions de travail se détériorer puisqu'elles ne seront souvent réengagées qu'à travers des entreprises de travail temporaire. […]

Contournement de Morges

Charles Friderici, secrétaire général ACS Vaud, ancien conseiller national (lib/VD)

La conseillère fédérale Doris Leuthard a annoncé au mois de juin qu'elle soumettrait bientôt son programme stratégique de développement de l'infrastructure routière, dont Morges et le Glattal sont les pièces maîtresses. Si elle veut pouvoir présenter un message au parlement à la fin de 2014 sur son programme, elle est obligée d'activer la mise en vigueur de l'arrêté dans lequel est inscrit le grand contournement de Morges. Et comme nous voterons au plus tard en 2016 sur le programme, l'arrêté devra lui aussi être accepté à ce moment-là. Au pire, le canton devra préfinancer les études de planification jusqu'en 2015-2016, ce qui devrait être dans ses cordes. […]

Vous précisez

Suzette Sandoz, membre du synode de l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud

Contrairement à ce que l'on a pu lire dans *Le Temps* du 12 novembre en page 9, l'Eglise réformée n'a pas autorisé le mariage homosexuel car le Synode a expressément et volontairement défini le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme. L'Eglise réformée a simplement admis la possibilité pour les partenaires enregistrés au sens de l'état civil de demander une célébration spécifique.

La vignette à 100 francs, rodéo autoroutier

> Taxe autoroutière Le Conseil fédéral propose une augmentation de 150%, dont la justification donne lieu à d'épiques empoignades

24 novembre

Bernard Wuthrich

Partisans et adversaires de la vignette à 100 francs sont au coude-à-coude, révèle le deuxième sondage gfs.berne/SSR. La conseillère aux Etats Géraldine Savary (PS/VD), favorable au projet, le vice-président de l'UDC suisse, Claude-Alain Voiblet, totalement opposé, confrontent leurs arguments.

Le Temps: Le renchérissement de 150% de la vignette est-il justifié?
Géraldine Savary: Le prix de la vignette n'a pas changé depuis près de vingt ans. Si on l'avait adaptée au renchérissement, elle coûterait aujourd'hui 64 francs. Le saut serait moins important. Si l'on compare avec l'évolution du prix des billets et abonnements de train, cette mesure reste relativement modeste. Il faut préciser que cette augmentation s'accompagne d'une amélioration des prestations et de la reprise par la Confédération de 400 kilomètres de routes cantonales. Je souligne que l'argent de la vignette est entièrement destiné à la route.
Claude-Alain Voiblet: La vignette à 100 francs n'est rien d'autre qu'un impôt de plus. Les taxes routières rapportent chaque année 9,5 milliards de francs et uniquement un tiers est utilisé pour l'amélioration des routes. Je ne suis pas un ayatollah de la route. Je ne remets pas en cause le fait qu'elle finance une partie des transports publics et je vous concède que les recettes de la vignette profitent à la route. Mais il faut mener un débat global sur l'utilisation des taxes payées par les automobilistes. Doris Leuthard a déjà annoncé qu'elle voulait augmenter la surtaxe sur les carburants. De ce point de vue, un renchérissement de 150% de la vignette n'est pas acceptable.
G.S.: Le lancement du référendum contre la hausse de la vignette m'a profondément irritée. Tout au long des débats parlementaires, on n'a pas parlé de ce référendum, et c'est parce qu'il y avait un large consensus que le Conseil des Etats a accepté à l'unanimité de porter le prix de la vignette à 100 francs. Or, que voit-on aujourd'hui? Le TCS, l'UDC et les Verts mènent campagne contre cette adaptation. André Bugnon, UDC du canton de Vaud, a voté en faveur des 100 francs et le voilà qui se joint au comité référendaire. On nous dit qu'il aurait fallu se contenter de 80 francs. Mais il n'y avait aucun consensus dans ce sens au parlement. Il s'est passé quelque chose d'incorrect dans ce dossier.

– Comment expliquez-vous ces revirements?
C.-A.V: Eh bien, Doris Leuthard a annoncé qu'il faudrait renchérir le prix du litre d'essence de 12 à 15 centimes. Voilà ce qui s'est passé. Et il y a une autre raison. Les 300 millions seront en partie utilisés pour entretenir des routes cantonales dont la maintenance est aujourd'hui financée par l'impôt. Or, avez-vous entendu le moindre canton dire qu'il allait compenser cet allégement de charge par une baisse d'impôts?
G.S.: C'est une modification de la répartition des charges entre les cantons et la Confédération. Les cantons prennent des responsabilités nouvelles dans certains domaines, et la Confédération reprend celle de plusieurs routes. C'est du donnant-donnant.
C.-A.V.: Mais ce tour de passe-passe n'est pas gratuit. Il coûte aux automobilistes le renchérissement de 150% du prix de la vignette.

EDDY MOTTAZ

Claude-Alain Voiblet et Géraldine Savary. Deux visions de l'utilité de la vignette pour les projets routiers romands. LAUSANNE, 31 OCTOBRE 2013

> “Les taxes routières rapportent chaque année 9,5 milliards et seul un tiers est utilisé pour les routes”
>
> **Claude-Alain Voiblet**
> Vice-président de l'UDC suisse

– Seuls 100 millions sont destinés à la reprise de ces 400 kilomètres de routes cantonales. Les 200 autres millions seront investis dans de nouveaux projets.
C.-A.V.: C'est vrai, mais les projets dont on a connaissance, comme les contournements de La Chaux-de-Fonds, du Locle et de Näfels, ne seront pas des autoroutes soumises à la vignette. Ils devraient être financés par la réserve du compte spécial de la circulation routière.
G.S.: Si on fait comme vous le demandez, ces projets seront en concurrence directe avec d'autres qui attendent de l'argent de ce compte spécial. Il y en a en Suisse romande. Rien qu'à Genève, cinq jonctions autoroutières font partie de la liste: Versoix, Vernier, Lancy, Bernex, Grand-Saconnex. Ces projets sont inscrits dans les planifications à l'horizon 2018. S'il faut aussi financer Le Locle et La Chaux-de-Fonds avec la réserve du compte spécial, il faudra faire des choix.
C.-A.V.: Depuis qu'on a lancé l'idée d'augmenter la vignette, on a fait des promesses à tout le monde. Mais elle ne rapportera que 300 millions de plus, soit pas assez pour satisfaire toutes les promesses. Nous ne refusons pas les projets qui sont proposés. Nous demandons simplement qu'on rééquilibre les moyens financiers afin que l'argent de la route profite à la route.
G.S.: Je ne vous suis pas. La totalité des recettes de la vignette est affectée à la route. Pas un franc n'est versé ni aux transports publics ni au budget général de la Confédération. Vous vous trompez de combat en vous opposant à l'adaptation de la vignette. Si vous voulez remettre en question le financement croisé du rail par les recettes des impôts sur les carburants, c'est dans un autre contexte que vous devez le faire. Mais je vous rappelle que ce financement croisé a été accepté et confirmé par la population. L'équilibre entre la route et le rail doit être respecté. Doris Leuthard poursuit un double objectif de financement du rail et de la route sur le long terme, avec la création de deux fonds spécifiques. C'est la voie à suivre.

– Géraldine Savary, vous êtes membre du PS, qui laisse la liberté de vote. Vous soutenez l'augmentation de la vignette. Par réflexe régionaliste?
G.S.: Deux arguments m'ont convaincue de dire oui. Premièrement, j'ai estimé que le prix de 100 francs était correct, car il n'a pas été adapté depuis près de vingt ans. Deuxièmement, c'est l'automobiliste qui paie ses propres infrastructures. La défense de projets romands s'est ajoutée à ces réflexions. Je pense qu'il est juste de planifier les travaux de contournement de Morges par égard pour la population de cette ville. Elle souffre de cette balafre qui la coupe en deux.

> “La totalité des recettes de la vignette est affectée à la route. Pas un franc n'est versé ailleurs”
>
> **Géraldine Savary**
> Conseillère aux Etats (PS/VD)

C.-A.V.: Je suis prêt à me battre pour que ce nouveau contournement se fasse. Mais on sait très bien que ces 300 millions tout comme les 9,5 milliards que les automobilistes paient déjà chaque année ne suffisent pas à éliminer les bouchons qui paralysent notre réseau routier. Doris Leuthard a déjà annoncé qu'il faudrait des moyens supplémentaires. Avant d'y songer, nous pensons qu'il faut revoir la répartition de l'argent payé par les automobilistes.
G.S.: Plusieurs membres de votre parti, comme Guy Parmelin, Pierre-François Veillon ou Yvan Perrin, soutiennent les 100 francs. Ils considèrent que le refus de la vignette équivaut à rater le départ de la planification du contournement de Morges, car un non délivrerait un message très négatif.
C.-A.V: L'augmentation de la vignette ne donne aucune assurance de financement de la planification du contournement de Morges.

– Il y a un lien juridique entre la hausse du prix de la vignette et l'arrêté sur le réseau des routes nationales, dans lequel ce nouveau contournement est mentionné. Ce lien est-il un douteux tour de passe-passe ou au contraire une tactique habile?
G.S.: En politique, il n'est pas inutile de dire à quoi une taxe va être affectée. Cela a le mérite de montrer à quelles prestations les automobilistes auront droit si la vignette coûte plus cher.
C.-A.V.: Je pourrais comprendre qu'on augmente la vignette si les recettes prélevées auprès des automobilistes n'étaient pas suffisantes pour financer l'amélioration du réseau. Mais on n'est pas dans cette situation. Il n'y a donc aucune raison de lier la réalisation du contournement de Morges à l'augmentation de la vignette. Le projet de fonds routier sera présenté l'an prochain. Mais on veut déjà maintenant encaisser 100 francs pour la vignette sans savoir concrètement ce que sera ce fonds routier. On nous demande de donner les moyens financiers avant de présenter la structure qui l'entoure, les projets qui en feront partie, leur planification et un calendrier.
Nous ne sommes pas d'accord de procéder ainsi. C'est l'inverse qu'il faut faire. Ce qu'on nous propose avec la vignette n'est rien d'autre qu'un chèque en blanc.

– La réalisation du contournement de Morges nécessitera d'autres moyens. Puisque vous soutenez ce projet, accepterez-vous d'augmenter la surtaxe sur les carburants lorsque Doris Leuthard le demandera dans le cadre du fonds routier?
C.-A.V.: Je pense que nos représentants à Berne se battront pour doter ce fonds des moyens nécessaires si l'on nous présente un bon programme routier avec un plan de financement cohérent. Mais je rappelle qu'il faut commencer par redonner à la route les moyens qui sont détournés à d'autres fins, comme le propose l'initiative «Vache à lait», que nous soutenons. S'il est prouvé que des moyens supplémentaires sont nécessaires pour financer les nouveaux tronçons autoroutiers jugés indispensables, je pense que mon parti y sera favorable.
G.S.: On prend rendez-vous. Pour ma part, s'il faut augmenter la surtaxe sur les carburants pour financer les projets routiers, je l'accepterai sans doute.
C.-A.V.: J'insiste: on doit attribuer à la route une part plus importante des 9,5 milliards de taxes et impôts que les automobilistes paient aujourd'hui. Je ne remets pas en cause la part qui est affectée aux transports publics. C'est la part utilisée dans le budget général qui doit être redonnée à la route. Le référendum et l'initiative «Vache à lait» ont pour but de pousser le monde politique à revoir l'équilibre de l'utilisation de ces 9,5 milliards.

«La création de fonds spécifiques est la voie à suivre»

> En février, on votera sur le fonds d'infrastructure ferroviaire

Le Temps: En février, on votera sur le fonds d'aménagement et de financement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF), qui permettra d'investir des dizaines de milliards dans les transports publics avec, notamment, une partie des recettes des taxes routières. Le soutiendrez-vous?
Géraldine Savary: Sans la moindre hésitation. C'est une excellente feuille de route. C'est un projet de cohésion nationale. Je sortirai le drapeau pour le défendre. Doris Leuthard poursuit un double objectif de financement du rail et de la route sur le long terme, avec la création de deux fonds spécifiques. C'est la voie à suivre.
Claude-Alain Voiblet: Je suis convaincu que l'UDC romande fera en sorte que ce projet soit accepté, comme ses représentants l'ont fait au parlement. Mais ce sera peut-être plus difficile en Suisse alémanique. Je ne veux préjuger de rien [c'est le comité central de l'UDC – et non l'assemblée des délégués – qui prend position le 22 novembre].

– Pour financer ce programme ferroviaire, on augmente en deux étapes le prix des sillons et donc des billets. Certains disent que le train est encore trop bon marché en Suisse. Quel est votre avis?
C.-A.V.: A priori c'est vrai, car les prix ne couvrent pas les coûts. Mais on doit inciter un maximum de personnes à prendre les transports publics, et l'aspect du prix est absolument central dans le choix de la mobilité des gens. Comme j'habite en ville – mais je ne suis pas forcément représentatif de mon parti de ce point de vue là –, je considère qu'il ne faut pas que le prix des transports publics soit dissuasif.
G.S.: Les CFF ont constaté l'an dernier une baisse de fréquentation et se sont demandé si c'était lié aux prix, car il venait d'y avoir une série d'adaptations tarifaires. Il faut être très attentif à cette question. Si les gens commencent à se dire que le train coûte trop cher, toute la politique de promotion du rail mise en route depuis vingt ans risque de s'écrouler. Ce qu'il faut envisager, c'est une plus grande personnalisation des prix en fonction de l'heure à laquelle les gens se déplacent. Ces réflexions sont en cours. Elles sont assez intelligentes.

– Avec le fonds routier et le FAIF, on va investir des dizaines de milliards de francs dans le développement de la route et du rail ces vingt ou trente prochaines années. Cela a-t-il un sens?
C.-A.V.: C'est une obligation. On doit adapter la mobilité à la croissance de la population, qui est de l'ordre de 80 000 personnes par an. On n'hésite pas à se déplacer beaucoup plus loin que par le passé pour se rendre à son travail. Je ne nie pas la nécessité de chercher des modèles mieux adaptés à l'évolution de la vie professionnelle et privée. Mais ces instruments ne suffiront pas à faire face à cette croissance.
G.S.: Lorsqu'on a révisé la loi sur l'assurance chômage, on a invité les gens à se déplacer davantage pour accepter un emploi. Cela signifie que les autorités ont elles-mêmes incité la population à être plus mobile. Et cela ne fait de mal à personne d'être mobile. Mais je constate que, notamment parce que les pendulaires sont toujours plus nombreux à se presser dans les gares, il est devenu très tendance de remettre la mobilité en question. Je trouve cela dommage. Il faut développer les transports, mais il faut le faire en harmonie avec la politique d'aménagement du territoire. Il faut agir dans les villes, y remettre des entreprises et des logements afin d'éviter le mitage du territoire.

Propos recueillis par B. W.

>> Sur Internet
Toute l'actualité des débats
www.letemps.ch/opinions

Comment la NSA nous surveille

> Cryptographie
L'agence américaine adopte une multitude d'approches pour intercepter les données et les déchiffrer

> Mode d'emploi

Mehdi Atmani et Lucia Sillig

Cinq mois après les premières révélations, les documents de l'ex-informaticien de l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) Edward Snowden dressent le portrait complexe de l'écosystème de surveillance américaine. L'une des 80 stations d'écoute répertoriées de par le monde – dont 19 rien qu'en Europe – se niche dans les derniers étages de la mission diplomatique des Etats-Unis à Genève. Cette unité dispose d'un arsenal d'écoute: matériel d'interception des réseaux sans fil et GSM, antennes-relais, outils d'analyse numérique. Mais techniquement, comment ça marche?

Câbles optiques

Aujourd'hui, la plupart des données circulent par câble en fibre optique. Même si l'extrémité d'un échange se fait par téléphonie mobile, Wi-Fi ou fil de cuivre, ces petits affluents convergent dans les fleuves optiques. «L'approche de base consiste à demander un accès à l'opérateur de télécommunication», explique Grégoire Ribordy, directeur de la compagnie de cryptographie genevoise ID Quantique. En Suisse comme ailleurs, les opérateurs sont tenus de fournir une interface d'interception légale pour la police. Bien sûr, il n'est pas dit qu'ils soient tous prêts à collaborer avec la NSA. «Mais en vertu de la loi antiterroriste Patriot Act, les entreprises américaines n'ont pas le droit de refuser les demandes de l'agence, ni d'en parler, poursuit le spécialiste. Seule la compagnie Lavabit, qui fournissait des courriels sécurisés, a préféré se saborder plutôt que d'obtempérer. Les entreprises étrangères qui ont des intérêts aux Etats-Unis ont le même problème.»

Pour des raisons historiques – de capacité notamment – mais aussi peut-être stratégiques, une grande partie du trafic de données numériques passe par l'Amérique. Selon les documents produits par Edward Snowden, il semble que la NSA porte une attention particulière aux câbles transatlantiques, qui reposent au fond de l'océan. «Beaucoup d'entre eux arrivent au Royaume-Uni, qui collabore activement avec les Etats-Unis. Il n'est donc pas difficile d'imaginer des branchements de collecte de données aux stations qui se trouvent juste après que les câbles sortent de l'eau.»

Là où les opérateurs ne sont pas coopératifs, il est toujours possible d'aller récupérer les informations directement sur les câbles. Il existe plusieurs techniques pour intercepter ces signaux. Si on courbe un peu trop la fibre optique, par exemple, une partie du signal lumineux qu'elle véhicule sort. «On peut récupérer 10% du signal grâce à un prisme, l'amplifier et installer un nouveau branchement sans que personne ne s'en rende compte», relève Grégoire Ribordy. Le sous-marin USS Jimmy Carter serait même équipé pour pratiquer ce genre d'intervention au fond de l'eau.

Téléphonie mobile et Wi-Fi

Lorsque certains numéros de téléphone sont utilisés en Suisse, ils activeraient un signal déclenchant automatiquement l'enregistrement des conversations. Cette surveillance récupère également les SMS et leur contenu en fonction de mots clés. Il suffit d'une simple antenne pour intercepter les échanges par téléphonie mobile. Et aussi tout ce qui passe par le Wi-Fi, d'ailleurs. «La mission des Etats-Unis à Genève est probablement en mesure de capter tous les appels sans fil dans le périmètre des Nations unies», estime Grégoire Ribordy.

Certains appareils peuvent aussi comporter ce qu'on appelle des «backdoors», ou «portes dérobées». «Il y a une dizaine d'années, nous nous sommes rendu compte, à l'EPF de Lausanne, que quasiment tous les téléphones portables que l'on trouvait sur le marché comprenaient un accès bluetooth non documenté, raconte Serge Vaudenay, directeur du Laboratoire de sécurité et de cryptographie. Il permettait de se connecter à distance à l'appareil, d'en prendre le contrôle et d'en faire ensuite ce qu'on voulait, notamment écouter les conversations ou lire le carnet d'adresses. Une fois que cela s'est su, ce port à disparu. Mais il y a peut-être de nouvelles portes d'accès aujourd'hui.»

D'autant qu'actuellement, les téléphones portables sont devenus de petits ordinateurs. «On ne sait pas quelles applications peuvent être actives sur ces engins», relève Grégoire Ribordy. Certains estiment qu'il serait possible d'actionner le micro des téléphones à distance, même lorsqu'ils ne sont pas utilisés, pour écouter les conversations qui se tiennent à proximité. «C'est une rumeur, en effet, poursuit le spécialiste. Il y a en tout cas des gens qui ne tiennent pas de séance avec des téléphones dans la pièce. A moins qu'on ne puisse retirer la batterie, ce qui n'est pas le cas pour l'iPhone.»

REUTERS

Fibres optiques. Si on plie trop un câble, une partie du signal lumineux en sort et peut être récupérée. ARCHIVES

Décryptage

Une fois qu'on a intercepté des données, il faut encore pouvoir les lire. Pour la plupart des échanges, ce n'est pas un problème, très peu de choses étant cryptées par défaut. La téléphonie fixe ne l'est pas. La téléphonie mobile ne l'est qu'entre l'appareil et l'antenne la plus proche. Et encore, il s'agit d'une cryptographie «faible», visant simplement à ce que n'importe qui ne puisse pas écouter les conversations de son voisin. La norme GSM (ou 2G) – celle de la génération de portables qui a précédé les smartphones – est facilement décryptable. «Elle permet une lecture des communications presque en temps réel», souligne Philippe Oechslin, chercheur en sécurité informatique à l'EPFL.

Il est en outre possible de duper un téléphone portable grâce à une fausse antenne qui se fait passer pour l'antenne-relais légitime et désactive le processus de cryptage. Le système de sécurité des communications 3G utilise, lui, des codes moins vulnérables. Il est toutefois possible de dégrader la 3G en 2G, explique Pascal Junod, professeur en sécurité informatique à la HEIG-VD. Et, de toute manière, lorsque la communication rejoint le réseau, elle repasse en clair. Idem pour les données qui passent par le Wi-Fi: elles ne sont chiffrées que pour leur trajet «aérien».

De manière générale, la navigation internet, les échanges de données ou les courriels ne sont pas cryptés non plus. Le commun des mortels n'entre dans le domaine de la cryptographie que lorsqu'il touche au commerce en ligne ou au e-banking. A partir d'un certain niveau de confidentialité, particuliers, entreprises ou gouvernements peuvent aussi faire la démarche de crypter leurs transferts de données.

Face à ces remparts, la NSA a toute une palette de stratégies. L'agence peut tout d'abord forcer – légalement – des compagnies internet à lui donner les clés de chiffrement. Ou encore pirater ces clés. Là encore, des «backdoors» seraient utilisées. «On peut imaginer un logiciel de cryptage qui, quelque part au milieu des données codées, donne la clé en clair, explique Grégoire Ribordy. Ce n'est pas facile à trouver, sauf si l'on sait où chercher.»

Enfin, la NSA se serait aussi employée à fragiliser les standards internationaux de cryptographie. Il semble que l'organisme américain chargé de recommander les méthodes de cryptage à utiliser soit largement influencé par l'agence. «Il y a quelques années, cet organisme a recommandé un algorithme très lent et basé sur un procédé mathématique que les mathématiciens n'aimaient pas, raconte le spécialiste. Il y a vite eu des soupçons qu'il contenait des faiblesses exploitables par la NSA.»

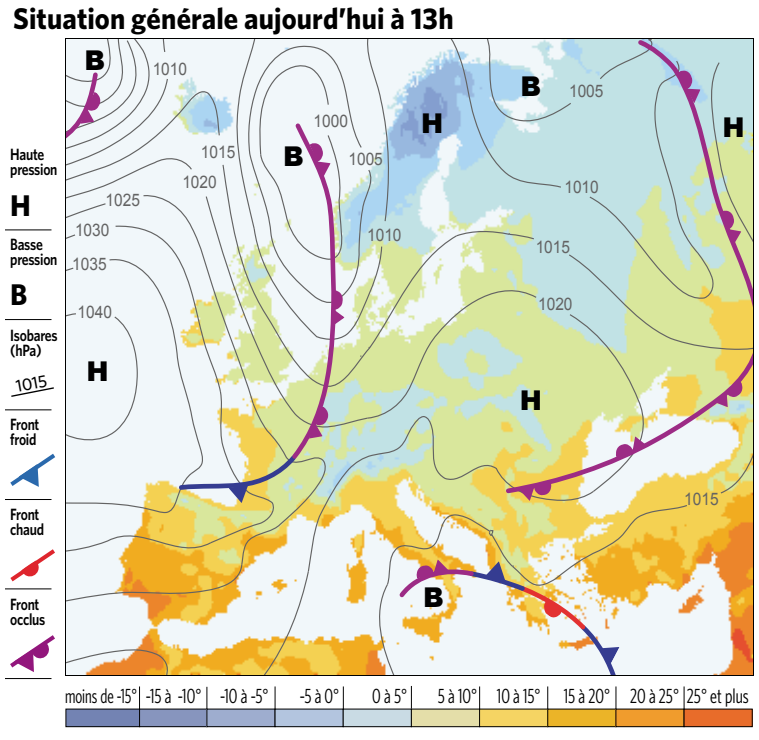
Cet algorithme était basé sur du pseudo-hasard, utilisé pour générer aléatoirement des clés de chiffrement. Grâce aux faiblesses introduites, on peut «réduire le hasard». Et faire en sorte, par exemple, que sur une clé de 256 bits de longueur, seuls 30 soient réellement aléatoires, illustre Grégoire Ribordy. Il devient ensuite envisageable de tenter une attaque par «force brute», c'est-à-dire en essayant toutes les combinaisons possibles.

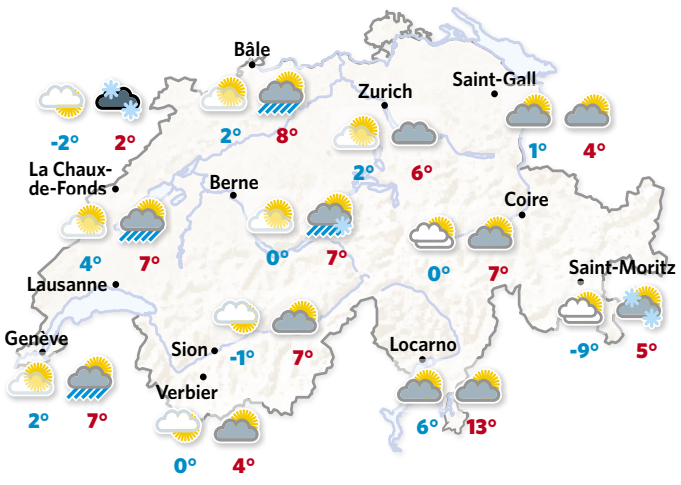
La NSA est, par ailleurs, le plus gros employeur de mathématiciens des Etats-Unis et elle consacre chaque année plusieurs centaines de millions de dollars rien qu'à la cryptographie. Il est tout à fait possible qu'elle dispose d'engins plus performants que les civils pour casser les systèmes de chiffrement. Peut-être même, qui sait, la machine du futur: un ordinateur quantique, estime Grégoire Ribordy.

Quant aux systèmes qui lui résistent encore, la NSA peut toujours stocker les données qu'ils contiennent jusqu'à ce qu'elle ait trouvé un moyen de les lire.

Météo

Situation générale aujourd'hui à 13h





Une perturbation moyennement active touchera notre pays cet après-midi, accompagnée d'un afflux d'air froid qui abaissera la limite des chutes de neige au-dessous de 800 m. Ces précipitations se poursuivront une partie de la journée de vendredi et pourront être abondantes dans le Haut-Valais. Sur le Plateau, elles feront assez rapidement place à un temps sec et à une forte bise. Pour le week-end, un stratus tenace est attendu au nord des Alpes; dans les Alpes, le soleil devrait dominer.

Ephéméride

Jeudi 14 novembre 2013

Soleil
lever: **07h35**
coucher: **17h05**
2 minutes de soleil en moins

Lune
lever: **15h24**
coucher: **04h04**
Lune: croissante
taux de remplissage: 89%

Prévisions à cinq jours

Jour/degré de fiabilité:	Vendredi 70%	Samedi 60%	Dimanche 60%	Lundi 50%	Mardi 50%
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	2° / 5°	0° / 5°	0° / 5°	1° / 5°	1° / 4°
Limite des chutes de neige:	500 m	-	-	-	700 m
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	2° / 4°	-2° / 6°	-2° / 6°	-2° / 6°	-2° / 5°
	500 m	-	-	-	700 m
Suisse centrale et orientale	2° / 5°	1° / 4°	1° / 5°	1° / 4°	2° / 7°
	600 m	-	-	-	1000 m
Sud des Alpes	6° / 9°	4° / 9°	6° / 11°	6° / 12°	6° / 11°
	1200 m	1600 m	-	-	-

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.
Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse
tél. 0900 162 666
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24
(fr. 3.- l'appel, fr. 1,50 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

PUBLICITÉ

Panorama

Géologie

Eau très ancienne découverte
Le grand cratère de la baie de Chesapeake, sur la côte Est du continent nord-américain, formé par l'impact d'un astéroïde ou d'une comète, abrite probablement dans ses entrailles de l'eau de mer vieille de 100-145 millions d'années, selon une étude publiée ce jeudi dans *Nature*. Ce cratère a été creusé il y a quelque 35 millions d'années, mesure 85 km de diamètre et se trouve entre 300 et 500 m sous le fond de la baie, où se jettent dans l'océan Atlantique plus de 150 rivières et fleuves. Plusieurs forages profonds ont permis la découverte de brèches renfermant de l'eau de mer particulièrement salée. L'eau aurait été piégée dans les sédiments avant l'impact de la météorite et serait restée intacte depuis. (AFP)

Faune

Mystérieux bovidé retrouvé
Un saola, mystérieux et rarissime bovidé ressemblant à une antilope, a été récemment observé au Vietnam, suscitant l'espoir des zoologues que l'espèce puisse survivre malgré sa vulnérabilité, a annoncé mercredi le Fonds mondial pour la nature (WWF). L'animal a été localisé en septembre dans une réserve de la cordillère annamitique, à la frontière avec le Laos, par les scientifiques du WWF qui avaient monté un appareil photo à déclenchement automatique. Il s'agit de la première observation de l'animal au Vietnam depuis 1998. «C'est une découverte stupéfiante qui donne l'espoir d'une reconstitution de l'espèce», a commenté Van Ngoc Thinh, responsable du WWF au Vietnam. (AFP)

Céréales
La Libye a débarqué en force au congrès Global Grain de Genève **Page 16**

DR

Horlogerie
Immersion dans la nouvelle ligne de production d'Omega à Granges **Page 14**

SMI **8234,74** -0,32%		Dollar/franc	0,9156
Euro Stoxx 50 **3021,17** -0,45%		Euro/franc	1,2320
		Baril Brent/dollar	107,04
		Once d'or/dollar	1272,5

Lausanne repousse les avances d'UPC Cablecom

> Télécoms Malgré les avances reçues, la Ville ne vendra pas son téléréseau

> Lausanne investit aussi dans un réseau en fibre optique. Elle reconnaît une «situation délicate»

Anouch Seydtaghia

La réponse est non. Malgré les avances d'UPC Cablecom, Lausanne ne compte pas lui vendre son téléréseau. «Il n'est pas courant que l'on reçoive ainsi une telle déclaration d'amour par presse interposée… Mais une telle opération ne pourra pas avoir lieu», affirme Jean-Yves Pidoux, directeur des Services industriels de Lausanne.

L'homme qui supervise le téléréseau de la Ville répond ainsi aux sollicitations émises le 2 novembre dans nos colonnes par Eric Tveter, directeur d'UPC Cablecom. «Nous sommes très ouverts pour discuter avec la Ville de Lausanne, disait-il alors. Nous fournissons actuellement notre service de téléphonie et quelques chaînes de télévision à Citycable (ndlr: le téléréseau de la Ville) et nous pourrions aller plus loin.» En face, la réponse fuse. «UPC Cablecom est notre partenaire pour la fourniture de services spécifiques. Mais nous ne voulons pas aller plus loin, que ce soit pour un rachat partiel ou total du téléréseau. Lausanne veut en conserver la propriété», affirme Jean-Yves Pidoux. Citycable compte quelque 70 000 clients pour la télévision, dont environ 25 000 paient en plus pour un accès à Internet. Son chiffre d'affaires est de 34 millions de francs. Contacté mercredi, UPC Cablecom a réitéré son intérêt pour le téléréseau lausannois.

> «Nous devrons positionner nos offres avec soin pour ne pas perturber nos clients»

La Ville n'imitera donc pas Genève, en passe de céder l'entier de son téléréseau à UPC Cablecom. Lausanne devrait ainsi être la seule ville de Suisse, hormis Gland, à conserver et à développer son téléréseau, tout en construisant un réseau de fibre optique en parallèle. Tous deux permettent d'accéder à Internet, à des chaînes de télévision, et de téléphoner. Du coup, la Ville va jouer sur les deux tableaux et commercialiser deux offres concurrentes. Une situation schizophrénique? «Je dirais plutôt une situation délicate, que nous devrons gérer attentivement, surtout du point de vue marketing, reconnaît Jean-Yves Pidoux. Ces prochains mois seront critiques, car nous devrons positionner nos offres avec soin pour ne pas perturber nos clients.»

Aujourd'hui, la Ville construit son réseau de fibre optique avec Swisscom. En 2012, le Conseil communal avait accepté que Lausanne dépense 210 millions de francs sur 15 ans pour la construction et l'exploitation de ce réseau. A l'opérateur de payer l'autre moitié des frais. Comme dans d'autres villes, les services industriels et l'opérateur construisent ensemble un réseau sur lequel ils vont lancer des offres concurrentes.

Depuis plusieurs mois, Swisscom vend des services sur fibre. Lausanne, pas encore. «Nous sommes un peu en retard, c'est vrai. Nous sommes très actifs sur les travaux, mais pas encore du côté commercial. Cela devrait être le cas en 2014», assure Jean-Yves Pidoux. Aujourd'hui, Swisscom couvre environ 80% de Lausanne en fibre. La Ville, elle, environ 5%.

Swisscom est offensif. Il a ainsi envoyé plusieurs courriers à ses clients pour les inciter à passer gratuitement à la fibre optique – une façon de les fidéliser. «Partout où nous travaillons avec des services industriels, il y a de la concurrence, affirme Christian Neuhaus, porte-parole de Swisscom. On le voit par exemple très bien déjà à Fribourg et à Genève.» Lausanne doit en plus, depuis quelques semaines, faire face à une autre concurrence. Des démarcheurs – sans aucun lien avec Swisscom – contactent des habitants en leur affirmant qu'ils doivent changer de prestataire, Citycable étant en passe d'être vendu ou de cesser ses activités. Lausanne a dû émettre un communiqué le 1er octobre pour mettre en garde contre ces techniques de vente agressives.

ODILE MEYLAN

Jean-Yves Pidoux, directeur des Services industriels de Lausanne: «UPC Cablecom est notre partenaire pour la fourniture de services spécifiques. Mais nous ne voulons pas aller plus loin.» ARCHIVES

Plus de clients

Les réseaux câblés à haut débit sont en croissance, constatait mercredi l'association faîtière Swisscable. Fin septembre, 1,03 million de clients étaient connectés auprès de ses membres, abonnés UPC Cablecom inclus, soit 11,5% en un an. En septembre, Swisscom avait de son côté fait état de 1,8 million de clients pour des connexions à haut débit. **LT**

> Commentaire Les risques du panache

Pas de demi-mesure à Lausanne. En fermant la porte à UPC Cablecom, même pour une participation minoritaire dans son téléréseau, la Ville fait un choix net. Forte des 210 millions de francs alloués par le conseil communal, elle pourra développer son futur réseau en fibre tout en modernisant son téléréseau. Ce pari a un côté séduisant: Lausanne considère que l'accès à Internet, à la télévision et à la téléphonie s'assimile presque à un service public. Et les tarifs de son téléréseau Citycable, en moyenne 20% moins élevés que ceux de Swisscom, en sont la preuve.

En voulant tout faire elle-même, la Ville court cependant un risque: celui d'être distraite en gérant en parallèle deux infrastructures, le téléréseau et la fibre. Car Swisscom, son partenaire pour la fibre, avance très vite et en dévorant des parts de marché que Lausanne n'aura – vu la fidélité des clients de Swisscom – aucune chance de reprendre. En refusant de céder son téléréseau à UPC Cablecom, Lausanne fait preuve de panache. Mais la Ville risque de le payer cher à terme, car ce pourrait être une autre entreprise privée – Swisscom – qui contrôle la fibre, technologie d'avenir. **A. S.**

Les pionniers de l'économie suisse ne respectaient pas le rapport 1:12

> Politique Un historien a réétudié l'histoire des grands groupes

24 novembre

«De moins en moins de personnes connaissent les raisons de la prospérité de la Suisse et la façon dont elle a été créée», a récemment déclaré Bernhard Ruetz, historien et directeur de la «Verein für Wirtschaftshistorische Studien», devant l'Institut Libéral, à Zurich. L'essentiel de la réussite prend sa source entre 1830 et 1870. Cette période a coïncidé avec «une petite fenêtre temporelle libérale», celle des pionniers de l'économie suisse, a-t-il précisé. L'origine de cinq des actuels 20 membres de l'indice SMI des principales actions suisses remonte à cette époque: Credit Suisse, UBS, Novartis, Syngenta et Nestlé. C'est à ce moment que l'EPFZ a été créée, que les chemins de fer se sont développés et que Zurich s'est profilée comme place financière.

En référence à l'initiative socialiste 1:12, il cite l'exemple de Carl Christian Friedrich Glenck, le fondateur des salines de Schweizerhalle, et son modèle de rémunération privilégiant le mérite. Mû par l'obsession de trouver du sel à travers d'innombrables forages et par la volonté de prendre des risques, il engagea Stephan Gutzwiller en tant qu'agent général. Son succès dans la signature de contrats a été tel qu'il reçut de Glenck 14 000 francs de provisions en 1938, soit cinq fois le salaire annuel du directeur et 26 fois celui d'un saunier. C'est pourtant grâce à lui que le canton de Bâle-Campagne s'est créé une base financière solide.

Le PIB par habitant le plus élevé du monde

Ce pionnier du sel permit à la Suisse de se libérer de sa dépendance à l'égard des pays limitrophes puisque, auparavant, la Suisse fournissait des mercenaires et obtenait du sel en échange.

«C'était avant toute chose une ère de liberté», selon Bernhard Ruetz, un moment où la Suisse, caractérisée par le «non-centralisme», encourageait la concurrence, rémunérait le mérite et soutenait la diversité des chances plutôt que leur égalité. Enfin, la neutralité politique attirait les capitaux et permettait de créer les premières banques.

En 1870, la Suisse appartenait aux pays les plus industrialisés, son PIB par habitant était le 4e le plus élevé d'Europe. Elle était le numéro un en termes d'indice du développement humain et, selon les dernières estimations, en 1914, elle était le pays le plus riche du monde. Pour Bernhard Ruetz, la Suisse est parvenue à développer un type d'entrepreneur innovant, sceptique à l'égard de l'Etat et très ouvert au commerce.

Les entrepreneurs pouvaient se concentrer sur les seuls besoins des clients. Johannes Badrutt a ainsi inventé la saison d'hiver en transformant une maison privée en un hôtel, le Kulm à Saint-Moritz, en l'ouvrant à une clientèle cosmopolite et a, par ailleurs, créé la première usine électrique du pays.

A l'inverse d'autres pays d'Europe, l'ascenseur social a toujours fonctionné en Suisse: 10% des pionniers suisses sont nés dans une famille pauvre, 25% sont d'origine «simple». Et, signe des mérites de la formation duale, 51% ont fait un apprentissage, selon Joseph Jung, éditeur du 100e ouvrage de la série *Pioniere*. Enfin, plus d'un tiers des entreprises créées par les pionniers ont été transmises aux générations suivantes et existent encore aujourd'hui, tandis que plus des trois quarts ont leur siège en Suisse.

Emmanuel Garessus ZURICH

L'UEFA se prépare à lutter contre la financiarisation des joueurs

> Football Les agents et les investisseurs sont jugés trop influents

L'UEFA est à bout touchant. Après des années de préparation et de juridisme, l'exercice fiscal 2013 qui se termine sera le premier à être régi par son concept de fair-play financier. Entre début 2012 et fin 2013, les clubs désireux de participer à l'une des compétitions européennes (Ligue des champions ou Europa League), ces prochaines saisons, ne devront pas avoir affiché de perte opérationnelle, ni de retard dans le paiement des salaires.

Mais, alors que débute le plus grand audit financier que le football professionnel ait jamais connu, l'UEFA s'apprête à se lancer dans une autre lutte, en parallèle. Celle-ci visera les intermédiaires. Soit les agents de joueurs et les sociétés d'investissements qui détiennent tout ou partie des droits économiques d'un ou de plusieurs joueurs.

Le plan de bataille devrait être dévoilé l'an prochain. C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre mardi le secrétaire général de l'UEFA, Gianni Infantino, invité à Genève par la Chambre de commerce Suisse-Royaume-Uni à s'exprimer sur une industrie qui génère quelque 16 milliards d'euros de revenus chaque année. Le numéro 2 de l'association sise à Nyon n'a pas livré de détails supplémentaires sur les moyens de lutte en préparation.

Mais il en a exposé les motivations. «Cet été, lors du dernier mercato, quelque 3 milliards ont été dépensés en transferts par les clubs européens. Sur ce montant, 900 millions sont allés aux intermédiaires», a-t-il dévoilé. Ce qui dérange l'UEFA, a-t-il poursuivi, c'est que cet argent ne sera jamais réinjecté dans le circuit financier footballistique.

L'hyperinflation des salaires

Un agent est rémunéré à la commission, sur la somme d'un transfert et/ou sur le salaire du joueur dont il gère les intérêts. Une société d'investissement, elle, spécule sur la valeur d'un footeux, comme s'il était un actif financier. Cet univers très discret, mais dont l'influence est grandissante – trop, aux yeux de l'UEFA –, est donc aussi soupçonné d'être à l'origine de l'explosion du nombre et des sommes de transferts, mais aussi de l'hyperinflation des salaires observée depuis bientôt une décennie.

Malgré les vagues de crise financière qui ont frappé les économies européennes, les rémunérations des professionnels du ballon rond ont augmenté de 38% en moyenne, depuis cinq ans, a chiffré Gianni Infantino. «En moyenne, a-t-il insisté. Vous imaginez donc ce que cela peut représenter pour les joueurs les plus convoités…»

Plus d'un milliard de pertes

En Europe, les charges de personnel équivalent à environ 70% des revenus des clubs. Mais pour certains, elles dépassent 100%. Car la croissance des chiffres d'affaires, pourtant de quelque 5% par an, peine à suivre le rythme. Si bien que le déficit cumulé des quelque 700 clubs supervisés par l'UEFA dépasse depuis longtemps le milliard d'euros annuel.

Point positif, a toutefois souligné le bras droit du président et ancien numéro 10 des Bleus, Michel Platini, cette perte est passée de 1,7 milliard en 2011 à 1,1 milliard en 2012. «J'ose croire que le nouveau règlement financier y est pour quelque chose.» **Servan Peca**

En vue

AgFlow 16
Al Sahl 16
Calida 15
Comptoir Immobilier 15
Fidelity Suisse 15
ICE 16
Lafuma 15
Nyse Euronext 16
Omega 14
UPC Cablecom 13

Omega lève un peu le voile sur une nouvelle ligne de production de mouvements

> Horlogerie
A Granges, la marque a présenté quelques aspects de son unité dévolue au calibre co-axial

> La filiale de Swatch Group va continuer à monter en régime avec ce mouvement

Bastien Buss

DR

Une opératrice à l'œuvre à Granges. Sous son poste de travail passe un tapis roulant convoyant les mouvements en cours d'assemblage de la marque Omega. ARCHIVES

D'une blancheur immaculée. Une longue salle aseptisée, organisée industriellement, sous atmosphère protégée. L'air, en surpression, y est régulièrement renouvelé afin d'éviter toute poussière, ennemi juré de la précision et de la fiabilité. On pourrait se croire dans un laboratoire de biotechnologie. Et pourtant, c'est bien d'horlogerie qu'il s'agit. Les postes sont savamment disposés en fonction des différentes tâches à accomplir, du pré-assemblage jusqu'au contrôle final en passant par le montage du pont-balancier. Les employés, en blouse blanche, doivent aussi revêtir des bonnets spéciaux et des chaussons. La température est maintenue au même niveau tout au long de la journée. Bienvenue dans la nouvelle ligne de production du mouvement mécanique 9300 et 9301 co-axial d'Omega, soit sa version chronographe.

Si la marque phare de Swatch Group est basée à Bienne, cette unité a trouvé place dans l'une des usines d'ETA à Granges (SO). Preuve supplémentaire, si toutefois il en fallait encore, que toutes les entités du numéro un mondial de l'horlogerie interagissent et travaillent de concert.

Une trentaine d'opérateurs s'activent en ce milieu d'après-midi, mercredi, alors qu'Omega a convié un groupe de journalistes pour la visite de cette ligne. Elle est conçue exclusivement pour le mouvement 9300-9301, un calibre chronographe lancé en 2011 et comptant 336 composants, dont un spiral en silicium et une roue à colonnes. Dans ce temple de la propreté, le travail se fait aussi bien de manière manuelle que grâce à des robots. Un tapis roulant couvert dessert tous les postes. A intervalles réguliers, des automates prennent en charge certaines opérations moins artisanales, comme le vissage ou la lubrification. Les horlogers s'occupent de toutes les autres opérations d'assemblage. Ils ne sont d'ailleurs pas chargé d'une seule tâche. Leur polyvalence leur permet de participer à toutes les opérations manuelles. «Mais ce n'est pas du tout une course à la vitesse; ici, nous misons avant tout sur la qualité», assure une collaboratrice à l'interne, qui restera anonyme – consigne péremptoire de la marque.

Chaque mouvement – le cœur d'une montre – est doté d'une puce électronique, afin d'en assurer la traçabilité. Elle permet d'identifier la pièce tout au long de son montage et des différentes étapes de sa manipulation.

Si Omega a invité la presse, c'est qu'elle mise énormément sur ce mouvement dit co-axial. Conçu par l'horloger George Daniels, ce dispositif permet, selon la marque, des performances chronométriques supérieures à la moyenne. D'ailleurs, Omega certifie 100% de la production de ce type de calibre auprès du Contrôle officiel suisse des chronomètres (COSC), qui teste les mouvements de montres pour déterminer s'ils présentent les valeurs requises pour une telle qualification. Autre avantage, selon la marque, la famille co-axiale, lancée de manière industrielle en 1999, réduit les frottements et nécessite donc des entretiens plus espacés. De l'ordre de six à huit ans, contre quatre à cinq ans pour les versions plus classiques.

On ne saura pas quels investissements auront été nécessaires pour cette nouvelle ligne de production à Granges. D'ailleurs, Omega n'a donné (presque) aucun chiffre et, au final, n'a levé qu'un tout petit bout du voile, secrets industriels obligent. Un peu plus tôt dans la journée, Stephen Urquhart, président d'Omega – dont les ventes ont dépassé les 2 milliards de francs l'an dernier –, a répété l'importance prépondérante que cette gamme de mouvements avait prise en peu d'années pour la marque. Leur production devrait s'élever en 2013 à 500 000 pièces, a-t-il indiqué. Mais, d'ici peu, elle allait s'élever à 700 000, voire 800 000. «Ce n'est donc pas du tout un produit de niche avec de telles quantités. Nous avons prouvé que nous sommes capables de le produire de manière industrielle», s'est réjoui le président.

> Omega va disposer d'un nouveau site, adjacent à son quartier général. Les travaux viennent de débuter

Et cela ne semble être qu'un début. Omega va en effet disposer d'un nouveau site à Bienne, adjacent à son quartier général. Les travaux viennent de débuter. La marque pourrait en prendre possession à fin 2015, si le chantier se déroule comme prévu.

Lafuma a accepté l'offre de Calida

> Sport Le groupe lucernois contrôlera l'entier du français

ATS

Lafuma, emblématique spécialiste français des équipements sportifs, va bientôt passer dans le giron du fabricant de lingerie lucernois Calida. Le conseil d'administration de l'entreprise en difficulté établie dans la Drôme a accepté l'offre du groupe de Suisse centrale, qui doit lui permettre de contrôler un peu plus de la moitié du capital-actions de Lafuma.

Le conseil d'administration a accepté les termes financiers de l'offre de Calida à l'unanimité de ses membres, à l'exception des administrateurs liés au groupe lucernois, a annoncé mercredi Lafuma. Actuellement, l'entreprise établie à Sursee détient 15,3% du capital-actions du groupe français.

Deux augmentations de capital

Pour mémoire, Calida, qui contrôle également la marque de lingerie française Aubade, avait annoncé au début d'octobre vouloir détenir la majorité des parts de Lafuma. L'apport financier de Calida, qui interviendra via deux augmentations de capital d'un montant de 45 millions d'euros, doit permettre à l'entreprise établie à Anneyron de renforcer ses fonds propres.

A l'issue d'une première augmentation de capital à un prix de 14 euros par action, Calida devrait détenir 50,6% de Lafuma. Le groupe lucernois prévoit ensuite de lancer une offre publique d'achat sur le solde, puis de procéder à une nouvelle hausse de capital.

Carrières

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sauvegarde les intérêts de la Suisse en matière de politique extérieure.

La Direction du développement et de la coopération (DDC) est responsable de la coordination générale de la coopération au développement et de la coopération à l'Est ainsi que de l'aide humanitaire de la Suisse.

Directeur/Directrice de la DDC

Tâches
En tant que directeur/directrice de la DDC, vous dirigerez la coopération au développement bilatérale et multilatérale, la coopération avec l'Europe de l'Est ainsi que l'aide humanitaire de la Suisse, conformément aux directives du Parlement, du Conseil fédéral et de la direction du Département. Vous fixerez les orientations stratégiques de la coopération au développement, définirez les principes de leur mise en œuvre et serez responsable de la coordination avec d'autres offices fédéraux et organisations non gouvernementales actifs dans le domaine de la coopération internationale. Au plan international, vous coordonnerez la coopération au développement de la Suisse avec les organisations internationales et autres pays donateurs. Vous conduirez les délégations suisses lors des grandes conférences internationales. Vous dirigerez la DDC sur les plans stratégique, opérationnel et financier, aurez sous votre responsabilité quelque 550 collaborateurs en Suisse et à l'étranger ainsi que 1200 employés locaux et disposerez d'un budget annuel de 2 milliards de francs.

Profil demandé
Doté(e) d'une vaste expérience acquise dans un contexte international, politique (lié au développement) et économique, vous êtes au fait des questions de politique intérieure et connaissez parfaitement l'administration fédérale. La fonction de directeur/directrice requiert une forte personnalité, dynamique et ouverte sur le monde, possédant de nombreuses relations dans le monde économique et politique. Titulaire d'un diplôme universitaire, vous justifiez par ailleurs de compétences de direction et de management avérées, qui vous permettent de créer un cadre structurel et organisationnel optimal pour la coopération internationale suisse. Capacité décisionnelle, persuasion, faculté à imposer ses vues, talent de négociation, aptitude à motiver et à communiquer font partie de vos forces. Vous avez également d'excellentes connaissances linguistiques (maîtrise parfaite d'au moins deux langues officielles ainsi que de l'anglais et, idéalement, de l'espagnol).

Prise de fonction à l'été 2014.
Taux d'occupation : 100 %
Lieu de travail : Berne

Veuillez envoyer votre dossier à l'adresse suivante:

PERSONNEL / CONFIDENTIEL
DFAE
Secrétariat général SG-DFAE
Ambassadeur Benno Bättig
Secrétaire général
Palais fédéral ouest
3003 Berne

Date limite de dépôt des candidatures : 2 décembre 2013

Pour toute information complémentaire, le Secrétaire général, M. Benno Bättig, se tient à votre disposition.
Tél. 031 322 30 04,
e-mail: benno.baettig@eda.admin.ch

Vous trouverez d'autres annonces intéressantes de la Confédération à l'adresse suivante:
www.emploi.admin.ch

Fidelity Suisse a changé de patron

> Fonds de placement Adam Lessing va remplacer Alfred Strebel

Alfred Strebel, après une décennie à la tête des fonds de placement Fidelity en Suisse en tant que «Country Head», a annoncé son départ de l'entreprise début 2014.

C'est une surprise totale de la part d'une personne qui était devenue le porte-drapeau de Fidelity dans notre pays.

A 55 ans, Alfred Strebel a l'intention de se consacrer à un «nouveau défi personnel» dans le secteur financier, selon Markus Ursprung, responsable du marketing et de la communication de la société. Le «visage de Fidelity en Suisse» était entré en 1998 dans l'entreprise, après avoir travaillé chez Credit Suisse First Boston, Merrill Lynch et Vontobel.

Fidelity, spécialisé dans la gestion active, emploie 11 collaborateurs en Suisse, soit 9 à Zurich et 2 à Genève. Il détient entre 1 et 2% du marché suisse des fonds de placement et figure au sein du Top 10 des banques étrangères sur ce segment, selon le porte-parole. Le successeur a déjà été nommé en la personne d'Adam Lessing, depuis plus de trois ans dans la société, et, à partir de Vienne, responsable du marché autrichien, de la Slovaquie, de la République tchèque, de la Hongrie et des autres pays d'Europe de l'Est. Il ajoutera donc la Suisse à ses responsabilités.

L'ambition de se renforcer

Auparavant, Adam Lessing était responsable du développement des produits auprès d'Aviva Investors et précédemment responsable de la distribution des produits dans les pays du nord de l'Europe auprès d'AXA Investment Managers et «executive director» chez Goldman Sachs.

Fidelity a l'intention non seulement de maintenir sa présence en Suisse, mais «son ambition est de la renforcer», selon Markus Ursprung.

En 2013, trois fonds de placement de cet institut ont été récompensés par Lipper comme les meilleurs de leur catégorie. Il s'agit de FF-European High Yield Fund, FF-US High Yield Fund et FF-Sterling Bond Fund.

Fidelity Suisse est présente à Zurich depuis 1996 et à Genève depuis 2004. La société suisse appartient à Fidelity Worldwide Investment, qui regroupe les actifs gérés hors des Etats-Unis et du Canada, pour le groupe de Boston. La société, créée en 1969, gère 260 milliards de dollars en fonds de placement à fin septembre 2013.

Quand à Fidelity Investments, créé en 1946, il est le 21e plus grand groupe privé aux Etats-Unis, selon le magazine *Forbes*.

Emmanuel Garessus ZURICH

Logico reprend Business System

> Informatique Le groupe biennois se renforce dans le cloud

Le groupe biennois Logico a acquis la société fribourgeoise Business System, a-t-il annoncé mercredi. Les deux sociétés sont spécialisées dans la mise en place d'ERP (logiciels de gestion intégrée) pour les PME s'appuyant sur les outils Microsoft Dynamics NAV. «Ils sont actifs dans un domaine où nous étions peu présents, le transport, explique Jean-Pierre Knuchel, propriétaire de l'entreprise seelandaise. De plus, ils ont développé des compétences sur le cloud qui nous intéressaient.»

Plus de moyens

Directeur de la société de Villars-sur-Glâne, qui emploie une poignée de collaborateurs, Pierre Overney reste actionnaire minoritaire de la PME: «Notre outil SaaS (pour logiciel en tant que service une fois traduit) est utilisé par une vingtaine de sociétés collaborant avec les cars postaux. Logico a les moyens financiers dont nous avions besoin pour croître.» Après avoir enregistré une année record en 2012, avec plus de 15 millions de chiffre d'affaires, le groupe Logico, qui possède une entité de développement en Hongrie, s'attend à un exercice 2013 légèrement en retrait. «Cela s'explique par le fait que nous continuons à investir massivement dans notre produit destiné aux compagnies pétrolières, qui s'exporte très bien», précise le patron. **Marie-Laure Chapatte**

Panorama

Entreprises suisses

Le bénéfice de LEM a bondi de 20,2%
Le fabricant genevois d'appareils de mesure des paramètres électriques LEM a accru son bénéfice net de 20,2% au premier semestre 2013/14, clos fin septembre. Il est ressorti à 24,5 millions de francs, pour un chiffre d'affaires en hausse sur un an de 2,2%, à 126,9 millions. Le résultat opérationnel avant intérêts et impôts (EBIT) s'est amélioré de 27,4% par rapport à avril-septembre 2012, à 30,2 millions de francs, selon le bilan semestriel. (ATS)

ABB ouvre deux sites en Inde
Le groupe technologique zurichois ABB a ouvert mercredi deux nouvelles usines en Inde, à Savli, dans l'Etat du Gujarat (ouest du pays). L'investissement se monte à quelque 50 millions de dollars (41 millions de francs), a indiqué ABB dans un communiqué. (ATS)

Glencore Xstrata coté à Johannesburg
Le géant zougois des matières premières Glencore Xstrata a annoncé mercredi dans un communiqué le lancement d'une cotation secondaire à la bourse de Johannesburg (JSE), dans le but «d'approfondir (sa) relation avec l'Afrique du Sud», où il possède de nombreuses mines. Glencore Xstrata exploite des mines de ferrochrome, de platine et de charbon en Afrique du Sud et est le principal exportateur de charbon du pays. (AFP)

Justice

Ouverture d'une enquête sur le pétrole au Nigeria
La Chambre des représentants du Nigeria a ordonné mardi l'ouverture d'une enquête, a annoncé mercredi l'ONG la Déclaration de Berne (DB) en citant la presse locale. Les investigations portent «sur un schéma de fraude massive ayant permis à la Nigerian National Petroleum Corporation [compagnie d'Etat nigériane] et aux importateurs nigérians de détourner près de 7 milliards de dollars, avec la complicité de négociants suisses de pétrole», précise l'ONG dans un communiqué. Cette enquête fait suite à la publication, la semaine dernière, d'un rapport de la DB sur ces malversations. (LT)

Starbucks condamné à payer 2,7 milliards à Mondelez
Starbucks a été condamné mardi à payer 2,7 milliards de dollars (2,5 milliards de francs) au géant de l'agroalimentaire Mondelez. La chaîne américaine de cafés avait mis fin unilatéralement à un contrat de distribution de café de marque Starbucks, ont annoncé des communiqués séparés des deux groupes. (ATS)

Energie

Comme prévu, EON a décliné
EON, numéro un allemand de l'énergie, a vu chiffre d'affaires et bénéfice décliner entre janvier et septembre, conformément aux attentes, l'amenant à préciser ses objectifs pour l'année, dans le bas de la fourchette fournie auparavant. Le bénéfice net récurrent a plongé de 53% à 1,9 milliard d'euros (2,3 milliards de francs) sur les neuf premiers mois de l'année, et l'excédent brut d'exploitation Ebitda s'est enfoncé de 19%, à 7,1 milliards d'euros, a indiqué mercredi EON. (AFP)

Boissons

Carlsberg a profité de l'été
Le brasseur danois Carlsberg, numéro quatre mondial, a annoncé mercredi une augmentation de son bénéfice net, grâce à des performances solides en Europe de l'Ouest et en Asie. Le bénéfice net a augmenté de 4%, à 2,241 milliards de couronnes (370 millions de francs), légèrement au-dessus des prévisions. Grâce à un été chaud, le brasseur danois a réalisé de bonnes ventes en Europe de l'Ouest. (AFP)

Marchés

Chute du profit du LSE
Le groupe boursier britannique London Stock Exchange (LSE) a accusé une chute de son bénéfice net au premier semestre mais a vu ses revenus bondir en raison de l'intégration de la chambre de compensation LCH.Clearnet, a-t-il annoncé mercredi. Le bénéfice net du groupe qui gère la bourse de Londres et celle de Milan a chuté de 42% au premier semestre, à 61,7 millions de livres (90,4 millions de francs), a-t-il annoncé mercredi. (ATS)

Classement

L'artère la plus chère du monde est à Hongkong
Causeway Bay, sur l'île de Hongkong, reste l'artère commerçante la plus chère du monde, devant la 5e Avenue de New York et les Champs-Elysées de Paris. La Bahnhofstrasse de Zurich arrive au 7e rang mondial, et reste de loin la plus onéreuse en Suisse. Causeway Bay, qui avait ravi en 2012 à la 5e Avenue la première place de ce classement publié mercredi par le cabinet immobilier Cushman & Wakefield, conforte sa domination. La valeur locative mensuelle moyenne au m² s'y affiche à 2567 francs. (ATS)

Electroménager

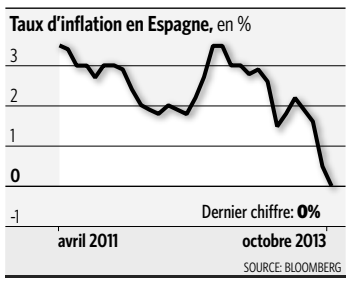
Fagor dépose le bilan
Le groupe espagnol d'électroménager Fagor, lourdement endetté et confronté à une chute de ses ventes, dépose le bilan, après celui de ses filiales française et polonaise. Quelque 5700 emplois sont menacés à travers le monde. «Dans les prochains jours, nous procéderons à la demande de redressement judiciaire des autres sociétés filiales de Fagor», a indiqué le groupe mercredi. (AFP)

Conjoncture Monde

Le chômage britannique au plus bas
Le taux de chômage a touché son plus bas de trois ans en Grande-Bretagne, à 7,6%, sur les trois mois à fin septembre, confirmant la reprise du marché du travail. Les données publiées mercredi par le Bureau national des statistiques représentent un plus bas depuis la période mars-mai 2009. Les économistes tablaient en moyenne sur un taux de chômage stable à 7,7%. (AFP)

L'inflation espagnole à zéro
Les prix à la consommation en Espagne sont restés stables en octobre, le pays ne connaissant aucune inflation pour la première fois en quatre ans, dans un contexte de crainte d'une déflation en zone euro, selon les chiffres définitifs publiés mercredi. Le taux d'inflation, calculé en données harmonisées avec celles de l'Union européenne, est descendu à zéro, selon l'Institut national de la statistique (Ine), soit une décimale de moins que l'estimation provisoire dévoilée le 30 octobre et cinq décimales de moins qu'en septembre. (AFP)

A plat



«Le Comptoir Immobilier se développe sur Vaud et en Valais»

> Bilan Le marché est devenu plus complexe ces dernières années

Avec des origines qui remontent à 1825 le Comptoir Immobilier fête cet automne son 25e anniversaire dans sa structure actuelle. Une soirée événementielle a réuni lundi soir plus de 1300 invités. Entre le nouveau spectacle de Gad Elmaleh et le cocktail dînatoire, Paul Epiney, administrateur délégué et président du groupe (200 collaborateurs en Suisse romande, activités connexes comprises), revient sur le développement de l'entreprise qui n'a cessé de s'étendre, de son bastion historique genevois vers le canton de Vaud (ouvertures successives d'agences à Lausanne, Nyon et Montreux) et le Valais, avec des implantations à Sion et Sierre en 2011.

Le Temps: Quand vous vous retournez sur les années passées, qu'est-ce qui vous revient à l'esprit comme événement marquant de l'évolution du groupe Comptoir Immobilier?
Paul Epiney: A cet instant, je pense à mon ami André L'Huillier, avec lequel j'étais associé et qui est décédé il y a quinze ans. Il avait la plus ancienne régie recensée à Genève depuis 1825. Ce souvenir est encore présent chez nous, tous les jours. Par ailleurs en 25 ans, il y a eu, avec les différents cycles économiques, beaucoup de joies mais aussi beaucoup de défis à affronter, des phases euphoriques et des phases très difficiles. En 1988, à la naissance du Comptoir Immobilier, nous étions en pleine modification de conjoncture. Le marché était déjà en sensible descente, à la veille des arrêtés fédéraux urgents contre la spéculation foncière de l'automne 1989.

DR

– Quel est aujourd'hui l'état de santé du groupe Comptoir Immobilier? Comment qualifieriez-vous l'année 2013 qui gentiment arrive à son terme?
– Pour nous, les années 2012 et 2013 sont des années plus complexes car la conjoncture est plus difficile, au niveau des ventes, du marché des bureaux et des locations résidentielles dans les prix supérieurs. Comme société de services, cela se ressent donc en termes d'activités et de résultats. Notre base genevoise est forte et solidement établie. Dans le canton de Vaud et en Valais, nous sommes encore en phase de développement. Il faut encore investir avant de récolter les fruits. Si 2012 et 2013 sont des années plus difficiles, nous n'avons cependant pas à nous plaindre de nos résultats.

– Quelle est aujourd'hui la taille de vos activités?
– En tenant compte de nos participations, des portefeuilles repris dans le canton de Vaud et en Valais et de la régie Antille Fidu-Sierre que nous allons intégrer par fusion-absorption au début de l'année prochaine, nous avons sous gestion environ 30 000 lots, ce qui représente 400 millions d'états locatifs annuels, soit 9 milliards de valeur immobilière sous gestion. De plus, dans notre secteur Etudes et développement, où nous travaillons en amont sur des projets de déclassements, plans directeurs, plans de quartier ou pilotage de promotions, nous avons des projets pour un volume d'environ 2 milliards de francs.

– Le secteur immobilier a connu cette année plusieurs redistributions de cartes, reprises, rachats, etc. Que traduit ce mouvement? Quelque chose qui augure une ère nouvelle?
– C'est en grande partie la vie normale des entreprises. Mais il y a aussi des périodes plus difficiles ou plus contraignantes, avec des interventions (BNS, Finma et autres) pour calmer le jeu et éviter tout emballement. Dès 2012, nous avons très nettement ressenti les mesures prises par plusieurs banques pour réduire leur budget de crédits, certaines de moitié, d'autres davantage encore. Sur plusieurs points comme l'accès au crédit ou au 2e pilier, le durcissement va se poursuivre. Dès lors ceci peut expliquer aussi cela…

– Jugez-vous les prix de l'immobilier élevés?
– Le niveau des prix de l'immobilier est relativement élevé. En ce qui nous concerne, depuis deux à trois ans, nous fixons comme cible des valeurs de -10% à -20% en dessous du marché pour entrer dans des projets et limiter les risques. Mais dans le marché, il y a encore de belles opportunités d'accéder à la propriété, avec des taux d'intérêt historiquement bas.

– Quels sont les défis pour Comptoir Immobilier pour les prochaines cinq années?
– Pour nous, c'est consolider nos acquis et élargir notre socle de base, la gérance, hors de Genève, en Suisse romande. Mais nous n'irons pas plus vite que la musique, c'est-à-dire que si nous ouvrons une succursale ou une agence, c'est que nous aurons réuni le volume d'activités qui le justifie. D'ici à cinq ans, je pense aussi que nous aurons réalisé de gros projets sur lesquels nous travaillons depuis très longtemps. Par exemple les Communaux d'Ambilly (Thônex), avec de premières livraisons d'un projet de près de 700 logements, et à Sion le projet Cour de Gare, deux hectares de terrain sur lesquels seront réalisés 300 logements, des bureaux, un hôtel, des commerces et une salle de concerts pour la ville.

Propos recueillis par Ignace Jeannerat

Avis financier

ALPINE SELECT

Annonce du résultat intermédiaire définitif
de l'offre publique d'acquisition de
Alpine Select SA, Zoug
portant sur toutes les actions au porteur, d'une valeur nominale de CHF 0.10 chacune, en mains du public de
Absolute Invest SA, Zoug

Offre publique d'acquisition

Le 11 octobre 2013, Alpine Select SA, Zoug («**ALPN**»), a publié une offre publique d'acquisition (l'«**Offre**») selon les art. 22 ss de la loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières portant sur toutes les actions au porteur d'Absolute Invest SA, Zoug («**ABSI**»), en mains du public, d'une valeur nominale de CHF 0.10 («**Action ABSI**»).

A teneur du chapitre A.2. (*Objet de l'Offre*) du prospectus d'offre du 11 octobre 2013 (le «**Prospectus**»), l'Offre porte sur un total de 2'554'500 Actions ABSI.

Résultat intermédiaire définitif

Jusqu'à l'échéance de la durée de l'Offre, le 8 novembre 2013, 16h00 HEC, ALPN s'est vu présenter à l'acceptation, dans le cadre de l'Offre, au total 1'956'828 Actions ABSI, ce qui correspond à 32.64% de toutes les Actions ABSI cotées au 9 octobre 2013 respectivement 76.60% des 2'554'500 Actions ABSI sur lesquelles porte l'Offre (taux de réussite).

En prenant en compte les 3'441'052 Actions ABSI qu'ALPN détenait déjà le 9 octobre 2013 et les 154'483 Actions ABSI qu'ALPN a acquises en bourse depuis le 10 octobre 2013 jusqu'à l'échéance du délai de l'Offre, la participation d'ALPN s'élève à 5'552'363 Actions ABSI au total, ce qui correspond à 92.61% de toutes les Actions ABSI cotées au 9 octobre 2013 (respectivement 92.61% des droits de vote et du capital-actions d'ABSI (taux de participation)).

	Nombre d'Actions ABSI	Capital-actions/Droits de vote (exerçables)	Taux de réussite
Participation d'ALPN au 9 octobre 2013	3'441'052	57.39%	
Actions-ABSI acquises en bourse par ALPN depuis le 10 octobre 2013 jusqu'à l'échéance du délai de l'Offre	154'483	2.58%	
Actions ABSI présentées à l'acceptation dans le cadre de l'Offre	1'956'828	32.64%	76.60%
Participation d'ALPN à la fin de la durée de l'Offre	5'552'363	92.61%	

Depuis l'échéance du délai de l'Offre jusqu'au 12 novembre 2013 après la clôture de la bourse, ALPN a acquis en bourse 1'530 Actions ABSI. A la date du 12 novembre 2013, la participation d'ALPN s'élève à 5'553'893 Actions ABSI au total, ce qui correspond à 92.63% de toutes les Actions ABSI cotées au 9 octobre 2013 (respectivement 92.63% des droits de vote et du capital-actions de ABSI).

Condition de l'Offre

Jusqu'à l'exécution de l'Offre, qui devrait vraisemblablement avoir lieu le 9 décembre 2013, l'Offre reste soumise à la condition suivante: Il n'est rendu ou émis aucune décision judiciaire ou administrative ou autre ordre émanant d'une autorité qui interdise ou déclare illicite la présente Offre ou son exécution (cf. chapitre A.8. (*Condition*) du Prospectus).

Délai supplémentaire et exécution

Le délai supplémentaire de 10 jours de bourse pour l'acceptation ultérieure de l'Offre selon le chapitre A.7. (*Délai supplémentaire*) du Prospectus commencera à courir le 15 novembre 2013 et prendra vraisemblablement fin le 28 novembre 2013, 16h00 HEC.

L'exécution de l'Offre aura vraisemblablement lieu le 9 décembre 2013.

Restrictions à l'Offre

L'Offre est soumise aux restrictions figurant dans le Prospectus. La documentation relative à l'Offre (en particulier le Prospectus, qui contient le rapport du conseil d'administration, et l'annonce d'ALPN du 21 octobre 2013 relative à l'ajustement du prix offert) peut être consultée sur http://www.alpine-select.ch/public_tender_offer.

Action au porteur d'Absolute Invest SA

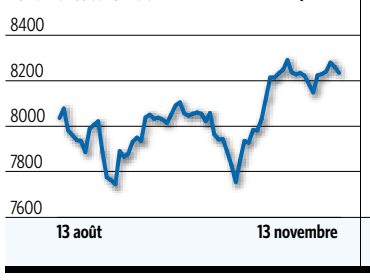
Numéro de valeur: 4292743 **ISIN:** CH0042927431 **Symbole de valeur:** ABSI

Lieu et date: Zoug, le 14 novembre 2013
Conseiller financier et banque mandatée: Neue Helvetische Bank AG

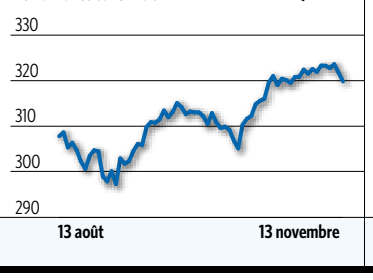
Neue Helvetische Bank

Fonds de placement, opinions d'analystes, OPA du mois… Plus d'infos sur WWW.letemps.ch

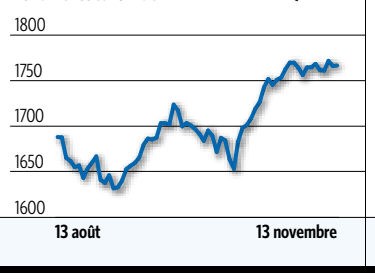
SMI Clôture: **8234,74**
Performance sur 3 mois **+2,47%**



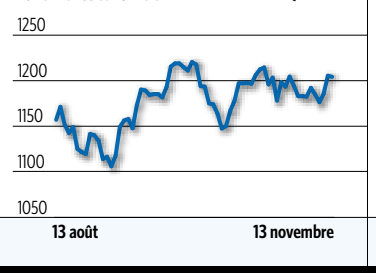
Stoxx Europe 600 Clôture: **319,82**
Performance sur 3 mois **+3,91%**



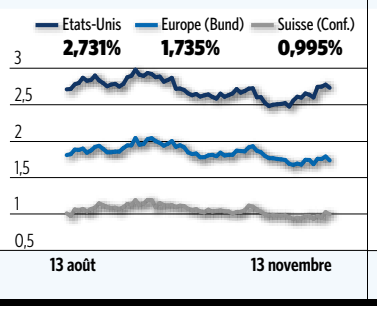
S&P 500 18h00: **1766,55**
Performance sur 3 mois **+4,65%**



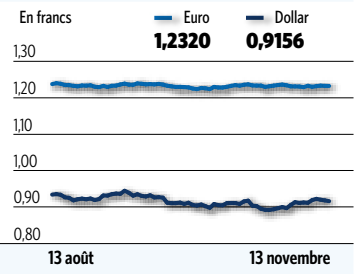
Topix (Tokyo) Clôture: **1204,19**
Performance sur 3 mois **+4,07%**



Obligations, taux à 10 ans



Taux de change



SOURCE: BLOOMBERG

Al Sahl, le géant des céréales libyen, débarque au congrès Global Grain

> **Négoce** Le groupe réalise un tiers des importations du pays

> Nasser Gadad, son patron, évoque les difficultés actuelles de la Libye et ses projets de planter du maïs en plein désert

Pierre-Alexandre Sallier

Après les négociations diplomatiques, l'hôtel Intercontinental abrite, jusqu'à jeudi soir, le négoce alimentaire. Mercredi, une quinzaine de délégués de la Libye étaient présents au congrès Global Grain. Parmi eux, l'état-major du groupe Al Sahl, plus grand acheteur de céréales du pays après l'Etat. Objectif? Rencontrer les fournisseurs, les banques, les négociants. Rassurer.

Faiblesse des infrastructures portuaires publiques – forçant les cargos à de longues attentes au large –, lenteur du déchargement, manque de formation des dockers… «Bien sûr qu'il y a des défis innombrables dans un pays sortant d'un conflit», reconnaît Nasser Gadad, directeur général de cette multinationale fondée dans les années 50 à Azizia, près de Tripoli.

A l'origine spécialisé dans l'huile d'olive, son père, Mahdi Gadad, se développa dans l'alimentation pour volaille dans les années 90. Le groupe importera cette année 874 000 tonnes de céréales, le tiers des achats du pays. A titre de comparaison, les 40 principaux moulins actifs en Suisse traitent moins de 500 000 tonnes de céréales par an. Le patron d'Al Sahl dit qu'il aura besoin probablement d'acheter 1 million de tonnes de grains l'an prochain puis 1,1 million de tonnes en 2015.

«Election des constituants, puis d'un nouveau parlement, campagne pour récupérer les armes en circulation… ces prochains mois les autorités feront face à trop de défis pour pouvoir s'attaquer à des infrastructures portuaires que le précédent régime a été incapable de moderniser en quarante ans», s'excuse presque Mohamed El-Meshki, responsable des relations internationales du groupe. En dépit de ces obstacles, «faire des affaires est bien plus facile aujourd'hui», reconnaît pourtant ce dernier.

> «La priorité, ce sont les ports que le précédent régime a été incapable de moderniser en quarante ans de règne»

Constitué de 18 entités, Al Sahl est devenu un conglomérat unifié en 2004, actif aussi bien dans l'immobilier que dans la pâtisserie industrielle, avec la marque Al Baraka. Une minoterie de 500 tonnes par jour, deux unités de production de pâtes alimentaires et des usines de traitement du riz – «nous venons juste de signer avec un équipementier allemand», précise le patron – sont en construction.

Nasser Gadad met en outre l'accent sur ses projets de culture de maïs, dans le grand Sud, en plein désert. «Grâce aux aquifères en grande profondeur nous espérons en produire 200 000 tonnes par an sur une surface de 40 000 hectares [ndlr: une fois et demie la superficie du canton de Genève]», esquisse ce dernier.

L'importance de l'activité du groupe ne s'arrête pas à la seule consommation d'un pays de seulement 6,3 millions d'habitants, dont la moitié a moins de 24 ans. «Les pays voisins importent également via la Libye, un phénomène en partie expliqué par leurs prix subventionnés», témoigne Nasser Gadad. Ce dernier compte également réexporter vers les pays du Sud – pour lesquels il sert d'accès à la mer, comme le Niger – qui représentent pour l'instant une part minime de son activité.

AgFlow, le site participatif du négoce agricole genevois

> Lancé mercredi, le service agrège les prix des cargaisons de grains

Pour Siavosh Arasteh, le congrès Global Grain se résume cette année à une chose. Trouver des abonnés pour ses services en ligne. «Notre idée est de former la première plateforme participative à destination du monde du négoce de cargaisons de produits agricoles», explique le cofondateur d'AgFlow. Créée il y a un an, cette PME genevoise innovante fournit une denrée précieuse: les informations sur les échanges de cargaisons de céréales et d'oléagineux.

Et en particulier ceux orchestrés depuis Genève, plaque tournante du commerce de grains. Contrairement aux cours fluctuant sur les grandes bourses agricoles comme Chicago, les prix des véritables transactions de marchandises sont peu accessibles. Ce qui oblige, chaque matin, le négociant traditionnel à passer un coup de fil à ses trois contacts habituels pour «sentir» le marché.

Le marché en un coup d'œil

AgFlow marche sur les brisées d'un Platts – le géant de la fourniture de données sur le négoce pétrolier – en se concentrant sur le commerce lémanique. En réalité, ce ne sont pas les négociants qui vont dévoiler sur ce site leurs secrets – par exemple le prix auquel s'est conclue leur dernière poignée de main pour une cargaison.

«Notre fonction est d'accumuler l'information que les courtiers et analystes détiennent et partagent, afin d'aider les négociants à se faire une idée de l'état du marché», explique Siavosh Arasteh. Des données sur les prix dont la communication permet aux acteurs du secteur de montrer qu'ils existent. Et de mettre en avant les produits qu'ils traitent. Cela afin d'attirer à eux de nouveaux clients. «Notre approche est participative, et le meilleur moyen d'avoir des informations fiables est de les obtenir directement des courtiers et analystes», ajoute de son côté Nicolas Carteron, cofondateur.

Innovation communautaire

Le site intègre également une messagerie où les acteurs du secteur peuvent poster des messages – «par exemple, se faire l'écho d'un problème sur le blé de la mer d'Azov…» décrit Siavosh Arasteh – et sera, dès l'été prochain, enrichi d'outils de création de graphiques.

Ces services, auxquels participe déjà une douzaine de courtiers et de négociants, fonctionnent d'ores et déjà pour le blé et le maïs de différentes origines. Le but est de couvrir par la suite l'activité sur les oléagineux et les huiles végétales. «Nous apportons de l'innovation à ce fantastique écosystème constitué par la place genevoise des matières premières», explique James Dunsterville, président de la société.

Récemment saluée par le magazine *Wired,* cette agence de cinq employés a profité lors de sa création des conseils de l'ancien responsable de la recherche agricole de Cargill à Genève, Raymond Rogers. Elle a bénéficié de la CTI – l'incubateur de sociétés innovantes de la Confédération – et ses initiateurs espèrent lancer une collaboration avec un laboratoire de l'EPFL. En attendant, ils écument les salons du palace accueillant le congrès genevois des céréaliers. **P.-A. S.**

Le rachat de NYSE Euronext a été finalisé

> **Marchés** L'opérateur ICE et la bourse de New York donnent naissance à un poids lourd

L'opérateur boursier américain Intercontinental Exchange (ICE) a annoncé mercredi avoir bouclé le rachat de NYSE Euronext pour environ 11 milliards de dollars, une opération qui donne naissance à un poids lourd mondial des marchés financiers.

La fusion va mettre un terme à deux siècles d'indépendance de la bourse de New York et devrait entraîner l'introduction en bourse en 2014 d'une partie des activités européennes de la société rachetée, et notamment de la bourse de Paris.

Le nouvel ensemble se présente dans un communiqué comme le «premier réseau mondial de marchés de produits dérivés et d'actions». Le groupe, dont la capitalisation boursière s'élève désormais à 23 milliards de dollars, couvre 16 marchés mondiaux et gère cinq chambres de compensation.

Situé à Atlanta (sud-est des Etats-Unis), ICE est spécialiste des matières premières et des produits financiers liés aux changes ou aux taux d'intérêt.

Le groupe a été créé en 2000 par Jeffrey Sprecher qui est toujours son PDG.

Cession européenne

Cette jeune entreprise met la main sur une institution plus que bicentenaire puisque la bourse de New York a été créée à la fin du XVIIIe siècle et porte le nom de NYSE (New York Stock Exchange) depuis 1863.

L'opération permet aussi à ICE de mettre la main sur le Liffe, la filiale de dérivés de NYSE Euronext basée à Londres, une des pépites du groupe boursier.

La fusion entre ICE et NYSE Euronext devrait en revanche se solder par la cession d'Euronext, qui chapeaute les places de Paris, Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne. Euronext devrait être introduite en bourse en 2014, selon des modalités encore à définir.

ICE avait déjà fait une tentative de rachat de NYSE Euronext en 2011 en compagnie de la plateforme électronique Nasdaq, une opération qui avait échoué sous la pression du Département américain de la justice.

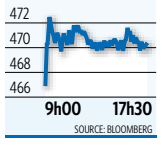
De son côté, NYSE Euronext avait vu son projet de fusion avec l'allemand Deutsche Börse retoqué début 2012 par la Commission européenne pour des raisons de concurrence, notamment sur les produits dérivés.

La consolidation a été forte ces dernières années entre les opérateurs boursiers qui doivent s'adapter à l'émergence de plateformes alternatives, l'érosion des volumes d'échanges, l'arrivée du trading à haute fréquence et de nouvelles réglementations issues des dernières crises.

AFP

La bourse suisse

Le titre vedette
Swisscom



SOURCE: BLOOMBERG

Poursuite de la consolidation

Le marché suisse a ouvert la séance de mercredi en très légère baisse de 0,13% à 8250 points, influencé par les clôtures négatives de Wall Street et Tokyo. La consolidation a tendance à se poursuivre. Les investisseurs sont restés très prudents face aux incertitudes autour de la politique monétaire de la Fed. La saison des résultats a marqué une pause ce mercredi en Suisse. Les données macroéconomiques sont rares et de nature à freiner les ardeurs des intervenants. Le SMI a clôturé en repli de 0,3% à 8234 points et le SPI de 0,4% à 7834 points. **Swiss Life** a reculé de 1,2% à 186,80 francs au lendemain de ses chiffres trimestriels et de l'annonce d'un changement de CEO qui avaient fait bondir l'action de plus de 5%. Ce mercredi, l'assureur vie a annoncé l'émission d'un emprunt convertible de 500 millions de francs maximum. Le recul du titre est dû à une combinaison de prises de bénéfices et de l'effet dilutif de ce convertible. **Swiss Re** (–1,9% à 81,60 francs) et **Zurich** (+0,4% à 252,20 francs) ont évolué de manière disparate. Les dégâts assurés du typhon *Haiyan* qui a ravagé les Philippines ne pèseront pratiquement pas sur les résultats des gros assureurs. Selon différents experts, le montant des dégâts assurés ne dépassera pas 100 millions de dollars. Toujours dans le secteur des financières, les deux grandes banques **Credit Suisse** (–1,4% à 26,24 francs) et **UBS** (–0,5% à 16,80 francs) ont figuré dans le camp des perdants. **Julius Baer** a abandonné 1,1% à 41,75 francs. Parmi les cycliques, **Sonova** (–1,2% à 117 francs), **Richemont** (–2,30% à 89,10 francs) et **Lonza** (–1,5% à 86,05 francs) ont tous cédé du terrain. Les défensives ont mieux résisté. **Swisscom** a gagné 0,4% à 470,40 francs, **Nestlé** 0,2% à 66,35 francs et **Novartis** 0,07% à 71,75 francs. **Roche** n'a perdu que 0,16% à 252 francs. **Actelion** a cédé 0,60% à 74,35 francs malgré que les autorités canadiennes aient annoncé mardi soir l'homologation d'Opsumit, le successeur de Tracleer, le médicament phare de l'entreprise d'Allschwil.

BCGE, Salle des marchés

New York

Incertitude

Wall Street s'affichait en baisse mercredi après l'ouverture, les investisseurs s'interrogeant sur l'orientation des politiques monétaires dans les principales économies du monde et notamment aux Etats-Unis: le Dow Jones lâchait 0,39% et le Nasdaq 0,18%.

L'indice élargi S&P 500 reculait de 0,20%, soit 3,50 points, à 1764,19 points. **AFP**

Europe

Légère baisse

On pourrait résumer la séance européenne par une lente baisse tout au long de la journée atteignant son paroxysme sur le coup de 15h30. A partir de l'ouverture de New York, le mouvement s'inversait et l'on récupérait près de la moitié des pertes du début de séance. La tendance où chaque baisse est considérée par les investisseurs comme une opportunité d'achat semble se confirmer dans les marchés. On arrive tranquillement en Europe sur la fin de la saison des résultats, mais quelques irréductibles sortaient encore quelques chiffres ce mercredi: ainsi **EON** (+2,07%), **GDF** (+0,76%) ou encore **Drax Group** (+2,59%) parvenaient à convaincre les analystes. Dans les grosses baisses, on notait **Prosiebensat 1** (–4,02%) qui souffrait suite à un placement privé de 35 millions de titres par deux de ses principaux actionnaires. L'**Euro Stoxx 50** terminait en baisse de 0,45% à 3021,17 points.

Bordier & Cie, Banquiers privés

Enseignement

REPETIMVS
LES COURS D'APPUI
par
DES ENSEIGNANTS PROFESSIONNELS
Genève 022 732 15 33
www.repetimus.com
Vaud 022 361 98 08

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Swiss Exchange AG et SIX Telekurs Ltd.

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du mercredi, 13.11.2013, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2013 en %

Adamant
Biomedical Investments AG
Tél. 061 275 92 00
www.adamantinvest.com

Fonds en actions			
Adamant Glob Medtech&Servi. A	CHF 5/5 e	1156.26	16.0
Adamant Global Generika A	CHF 5/5 e	1299.63	20.1

Amundi
Tél.:+352-47676222
www.amundi.com

Amundi Interinv. Gl.Debts EUR C	EUR -/-	1380.96	5.4
Amundi Interinv. Int.Debts EUR C	EUR -/-	1575.63	-2.3
Amundi Interinv. Int.Debts USD C	USD -/-	1588.02	-
Amundi Interinv. Short Term EUR I	EUR -/-	4813.64	0.0
Amundi Interinv. Short Term EUR P	EUR -/-	113.15	-0.0
Amundi Interinv. Short Term EUR S	EUR -/-	114.80	0.0
Amundi Interinv. Short Term USD I	USD -/-	2815.66	0.1
Amundi Interinv. Short Term USD P	USD -/-	115.03	0.1
Amundi Interinv. Short Term USD S	USD -/-	116.25	0.1

AS Investment Management
Tél. +41 22 716 52 00
www.as-im-com

AS Equities - Flex Switzerland	CHF 2/2 a	109.20	17.7
AS Equities - Opp Switzerland	CHF 2/2 a	113.70	9.8

Baloise Fund Invest
Tél. +41 58 285 87 24
Fax +41 58 285 91 47
www.baloisefundinvest.com

Fonds en obligations			
BFI EuroBond (EUR) R	EUR 2/1	80.41	0.6
BFI Swissfranc Bond (CHF) R	CHF 2/1	112.78	-0.5
Fonds en actions			
BFI Equity Fund (EUR) R	EUR 2/1	144.22	16.0
BFI EuroStock (EUR) R	EUR 2/1	39.60	15.2
BFI InterStock (CHF) R	CHF 2/1	74.93	18.6
BFI SwissStock (CHF) R	CHF 2/1	102.73	22.9
Fonds d'allocation d'actifs			
BFI Activ (CHF) R	CHF 2/1	113.71	4.1
BFI Activ (EUR) R	EUR 2/1	63.02	2.8
BFI Capital Protect (CHF) R	CHF 2/2	11.46	-3.4
BFI Capital Protect (EUR) R	EUR 2/1	12.54	-1.3
BFI Capital Protect Plus (EUR) R	EUR 2/1	10.62	-0.8
BFI C-QUADRAT ARTS Bal. (EUR) R	CHF 4/1	11.19	6.8
BFI C-QUADRAT ARTS Bal. (EUR) R	EUR 4/1	11.36	6.9
BFI C-QUADRAT ARTS Cons (EUR) R	CHF 4/1	11.13	4.1
BFI C-QUADRAT ARTS Cons (EUR) R	EUR 4/1	11.27	4.4
BFI C-QUADRAT ARTS Dyn. (EUR) R	CHF 4/1	11.23	10.6
BFI C-QUADRAT ARTS Dyn. (EUR) R	EUR 4/1	11.46	11.2
BFI Dynamic (CHF) R	CHF 2/1	101.96	13.4
BFI Dynamic (EUR) R	EUR 2/1	53.38	10.6
BFI Progress (CHF) R	CHF 2/1	112.17	7.2
BFI Progress (EUR) R	EUR 2/1	62.16	7.3

J. SAFRA SARASIN

Représentant en Suisse:
Sarasin Investmentfonds AG
Tel. +41 58 317 44 44
www.jsafrasarasin.com

Fonds en obligations			
SaraBond	CHF 4/3 e	252.88	-0.4
Sarasin BondSar P CHF	CHF 4/4 e	101.39	-2.5
Sarasin Sust Bd EUR Corp I EUR acc	EUR 2/1 e	163.53	0.9
Sarasin Sust Bd EUR Corp M EUR acc	EUR 3/1 e	164.73	1.4
Sarasin Sust Bd EUR Corp P EUR dist	EUR 2/1 e	155.32	0.6
Sarasin Sust Bd High Grade P acc	EUR 2/1 e	125.71	-3.0
Sarasin Sust Bond CHF P dist	CHF 2/1 e	154.92	-0.4
Sarasin Sust Bond EUR C EUR acc	EUR 2/1 e	105.66	-
Sarasin Sust Bond EUR P EUR dist	EUR 2/1 e	105.66	-0.7
Fonds en actions			
SaraSelect M CHF	CHF 4/3 e	746.49	-
SaraSelect P CHF	CHF 4/3 e	744.91	27.6
Sarasin Emerg.Sar-Gl P dist	USD 2/1 e	329.80	-7.4
Sarasin Emerg.Sar-NewFront. P dist	USD 2/1 e	137.06	7.6
Sarasin EquiSar - Global C EUR acc	EUR 2/1 e	162.18	-
Sarasin EquiSar - Global I EUR acc	EUR 2/1 e	165.80	15.7
Sarasin EquiSar - Global P EUR dist	EUR 2/1 e	162.20	15.2
Sarasin EquiSar-IIID (EUR) C EUR acc	EUR 2/1 e	149.98	-
Sarasin EquiSar-IIID (EUR) P EUR acc	EUR 2/1 e	149.97	6.7
Sarasin EquiSar-Int.Income P EUR acc	EUR 2/1 e	133.48	13.2
Sarasin EquiSar-Int.Income P EUR dist	EUR 2/1 e	128.15	13.2
Sarasin New Power Fund C EUR acc	EUR 2/1 f	47.04	-
Sarasin New Power Fund I EUR acc	EUR 2/1 e	49.10	9.6
Sarasin New Power Fund P EUR acc	EUR 2/1 e	47.04	9.0
Sarasin New Power Fund P EUR dist	EUR 2/1 e	47.11	9.0
Sarasin OekoSar Eq-GI C EUR acc	EUR 2/1 e	131.73	-
Sarasin OekoSar Eq-GI I EUR acc	EUR 2/1 e	135.76	12.4
Sarasin OekoSar Eq-GI P EUR acc	EUR 2/1 e	131.55	11.8
Sarasin OekoSar Eq-GI P EUR dist	EUR 2/1 e	131.39	11.8
Sarasin Real Estate Eq-GI C EUR acc	EUR 2/1 e	127.57	-
Sarasin Real Estate Eq-GI P EUR acc	EUR 2/1 e	143.01	2.5
Sarasin Real Estate Eq-GI P EUR dist	EUR 2/1 e	127.57	2.5
Sarasin Sust Eq-Europe P EUR acc	EUR 2/1 e	81.77	18.4
Sarasin Sust Eq-Europe P EUR dist	EUR 2/1 e	78.86	18.4
Sarasin Sust Eq-Glob EM C USD acc	USD 2/1	-	-
Sarasin Sust Eq-Glob EM M USD acc	USD 2/1 e	98.45	-4.2
Sarasin Sust Eq-Glob EM P USD acc	USD 2/1 e	93.78	-5.6
Sarasin Sust Eq-Global C EUR acc	EUR 2/1 e	114.76	-
Sarasin Sust Eq-Global P EUR dist	EUR 2/1 e	114.76	16.1
Sarasin Sust Eq-Real Est GI C EUR acc	EUR 2/1 e	114.25	-
Sarasin Sust Eq-Real Est GI P EUR acc	EUR 2/1 e	114.18	0.1
Sarasin Sust Eq-Switzerland	CHF 4/3 e	738.48	24.8
Sarasin Sust Eq-USA P USD acc	USD 2/1 e	143.33	37.6
Sarasin Sustainable Water I EUR acc	EUR 2/1 e	137.97	21.7
Sarasin Sustainable Water P EUR acc	EUR 2/1 e	133.91	20.8
Sarasin Sustainable Water P EUR dist	EUR 2/1 e	133.91	20.8
Fonds d'allocation d'actifs			
Sarasin Gl.Return I EUR acc	EUR 2/1 e	137.42	5.3
Sarasin Gl.Return P EUR dist	EUR 2/1 e	131.33	5.0
Sarasin Gl.Sar-Balanced (CHF) P dist	CHF 2/1 e	362.92	8.4
Sarasin Gl.Sar-BalancedEUR C EUR acc	EUR 2/1 e	283.54	-
Sarasin Gl.Sar-BalancedEUR P dist	EUR 2/1 e	283.54	7.4
Sarasin Gl.Sar-Growth P acc	EUR 2/1 e	128.24	11.9
Sarasin Quant Portfolio-Def P CHF	CHF 4/3 e	106.79	1.5
Sarasin Sust Portf-Bal P EUR dist	EUR 2/1 e	177.32	8.1
Sarasin Sust Portf-Defensive (CHF)	CHF 4/3 e	98.75	5.0
Sarasin Sust Portf-Flexible P CHF	CHF 4/3 e	112.69	15.6
Autres fonds			
Sarasin Commodity-Diversified (EUR)	EUR 4/3 e	59.98	-12.4
Sarasin Commodity-Diversified (USD)	USD 4/3 e	83.14	-12.2
Sarasin Commodity-Diversified I CHF	CHF 4/3 e	76.40	-
Sarasin Commodity-Diversified M CHF	CHF 4/3 e	78.96	-10.8
Sarasin Commodity-Diversified P CHF	CHF 4/3 e	76.23	-12.4
Sarasin Commodity-Dynamic I CHF	CHF 4/3 e	90.42	-8.1
Sarasin Commodity-Dynamic P CHF	CHF 4/3 e	89.21	-8.4

Bank Sal. Oppenheim jr. & Cie. (Suisse) SA
Tél. +41 44 214 23 33, www.oppenheim.ch

Oppenheim Pharma/wHealth	EUR 2/1 e	215.95	26.4

BONHÔTE
Tél. +41 32 722 10 00 info@bonhote.ch www.bonhote.ch

B. Alter. Multi-Arbitrage cl. (CHF)	CHF 2/1 b	9876.00	-1.4
B. Alter. Multi-Arbitrage cl. (EUR)	EUR 2/1 b	6927.00	-1.3
B. Alter. Multi-Arbitrage cl. (USD)	USD 2/1 b	7476.00	-0.9
B. Alter. Multi-Performance cl. (CHF)	CHF 2/1 b	13702.00	2.3
B. Alter. Multi-Performance cl. (EUR)	EUR 2/1 b	9494.00	2.4
B. Alter. Multi-Performance cl. (USD)	USD 2/1 b	10505.00	2.9
B. Sel. - BRIC Multi-Fonds (CHF)	CHF 2/1 a	116.58	-2.4
B. Sel. - Oblig HR Multi-Fonds (CHF)	CHF 2/1 a	104.66	0.1
B. Strategies - Monde (CHF)	CHF 2/2 a	142.43	8.3
B. Strategies - Obligations (CHF)	CHF 2/1 a	101.47	0.3
Bonhôte-Immobilier (CHF)	CHF 2/2 e	120.20	-2.1

Banque Cantonale de Genève
Tél. 058 211 21 00
www.bcge.ch
info@bcge.ch

Asia Pacific Performance -A-	EUR 2/1 e	24.87	-1.2
Asia Pacific Performance -B-	USD 2/1 e	34.96	-0.7
Asia Pacific Performance -C-	EUR 2/1 e	23.67	-1.5
Asia Pacific Performance -D-	USD 2/1 e	33.42	-1.1
La Foncière	CHF 2/2 e	832.00	2.2

Banque Cantonale de Genève
Tél. 058 211 21 00
www.bcge.ch
info@bcge.ch

Fonds en obligations			
BCGE Synchrony Finest of LPP Bonds B	CHF 1/1 a	109.03	-0.6
BCGE Synchrony Swiss Govt Bonds	CHF 4/3 e	106.78	-3.7
Fonds en actions			
BCGE Synch. Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1 e	123.78	30.5
BCGE Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1 e	136.99	25.7
BCGE Synchrony Emerging Equity A	USD 4/3 f	99.24	-0.0
BCGE Synchrony Europe Equity A	EUR 4/3 f	135.10	20.0
BCGE Synchrony Swiss Equity	CHF 4/3 e	124.31	24.0
BCGE Synchrony US Equity A	USD 4/3 f	152.66	23.4
Fonds d'allocation d'actifs			
BCGE Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1 f	131.98	8.3
BCGE Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/1 f	116.51	7.2
BCGE Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1 f	105.45	3.4
BCGE Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1 f	103.25	13.2
BCGE Synchrony (CH) Dynamic (EUR)	EUR 1/1 f	125.33	11.4
BCGE Synchrony (CH) World Eq (CHF)	CHF 1/1 f	100.44	18.4
BCGE Synchrony Finest of LPP 25 B	CHF 1/1 a	102.78	5.2
BCGE Synchrony Finest of LPP 40 B	CHF 1/1 a	98.41	8.5
BCGE Synchrony Finest of LPP 40 SRI B	CHF 1/1 a	92.13	7.8

Banque CIC (Suisse) SA
Tél. +41 61 264 14 51
www.cic.ch

Fonds en obligations			
CIC CH - CORPORATES BOND CHF B	CHF 2/1 e	1216.78	0.2
CIC CH - CORPORATES BOND CHF I	CHF 2/1 e	1072.65	0.6
CIC CH - EUROPE BOND B	EUR 2/1 e	796.03	0.1
CIC CH - GOVERNMENTS BOND CHF B	CHF 2/1 e	98.28	-1.4
CIC CH - HY BOND "CHF PRIMUS" B	CHF 2/1 e	103.16	2.6
Fonds en actions			
CIC CH - L CAPS SWISS EQ.ACT. B	CHF 2/1 e	2119.50	20.4
CIC CH - S&M CAPS SWISS EQ.ACT. B	CHF 2/1 e	122.66	22.9
Fonds d'allocation d'actifs			
CIC CH - STRATEGY (CHF) B	CHF 2/1 e	944.99	7.1
CIC CH - STRATEGY (EUR) B	EUR 2/1 e	605.98	3.4
Autres fonds			
CIC CH - CONVERT BOND B	EUR 2/1 e	1047.14	0.4
CIC CH - CONVERT BOND C	CHF 2/1 e	94.19	0.0

Banque de Dépôts et de Gestion
Tél. +41(0)21 341 85 11
www.bdg.ch
info@bdg.ch

Fonds en obligations			
BDG Bonds Opportunities (EUR)	EUR 3/2 e	994.09	1.4
Fonds en actions			
BDG Swiss Stocks	CHF 3/2 e	1494.58	22.7

Banque Baring Brothers Sturdza SA
Tél. +41 22 317 98 11
funds@bbbsa.ch
www.bbbsa.ch

Nippon Growth (UCITS) Fd A	JPY 2/1 a	88749.00	42.8
Nippon Growth (UCITS) Fd B acc	JPY 2/1 a	74449.00	42.1
Nippon Growth (UCITS) Fd C dist	JPY 2/1 a	72323.00	42.6
Nippon Growth (UCITS) Fd D Inst	JPY 2/1 a	47710.00	-
Nippon Growth (UCITS) Fd EUR	EUR 2/1 a	981.68	-
Nippon Growth (UCITS) Fd EUR Inst	EUR 2/1 a	1142.67	-
Nippon Growth Fund	JPY 2/1 a	88009.28	40.8
Strategic China Panda Fund	EUR 2/1 e	2297.45	19.8
Strategic China Panda Fund	GBP 2/1 e	2241.98	20.6
Strategic China Panda Fund	USD 2/1 e	2348.54	20.4
Strategic Emerging Europe Fund	EUR 2/1 a	1054.82	3.3
Strategic Emerging Europe Fund	USD 2/1 a	1073.70	3.7
Strategic Euro Bond Fund acc	CHF 2/1 e	994.79	-
Strategic Euro Bond Fund acc	EUR 2/1 e	1122.91	-0.7
Strategic Euro Bond Fund dist	EUR 2/1 e	1042.71	0.7
Strategic Euro Bond Fund Inst	EUR 2/1 e	995.27	-0.5
Strategic Europe Value Fund	CHF 4/3 e	119.17	-
Strategic Europe Value Fund	EUR 4/3 e	147.37	23.6
Strategic Europe Value Fund Inst	EUR 4/3 e	124.02	24.0
Strategic Global Bond Fund RMB	USD 2/1 e	1037.09	-0.5
Strategic Global Bond Fund USD	USD 2/1 e	1009.26	-3.7
Strategic US Momentum & Value Fd	USD 4/3 e	705.19	27.7

Banque Pasche CM-CIC Private Banking
Tél. + 41 22 818 82 22
funds@pasche.ch
www.banque-pasche-group.com

Représentant pour la Suisse:
1741 Asset Management AG
9001 St. Gallen

Fonds en actions			
Elite Strat.Glob. EmMa FoF	USD 2/3 f	96.75	0.5
Elite Strategic Asia FoF	EUR 2/3 f	94.95	-4.3
Elite Strategic Europe FoF	EUR 2/3 f	119.54	7.8
Elite Strategic Latin America FoF	USD 2/3 f	83.43	-12.9
Elite Strategic North America FoF	USD 2/3 f	131.14	14.1
Elite Swiss Eq Fd Enterpreneurial	CHF 1/1 f	104.33	17.0
Fonds d'allocation d'actifs			
Elite Strategic Balanced FoF	EUR 2/3 f	94.47	2.0
Elite Strategic Growth FoF	EUR 2/3 f	87.01	6.1
Elite Strategic Income FoF	EUR 2/3 f	92.59	-2.2

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV
Tél. +41 58 818 95 68, inforealestate@bper.ch
www.edmond-de-rothschild.ch

EDR Real Estate SICAV - HELVETIA - A	CHF 2/2 e	98.80	-9.9
EDR Real Estate SICAV - Swiss - A	CHF 2/2 e	100.50	-8.4

Banque Privée
Edmond de Rothschild SA
Genève

Edmond de Rothschild Prifund
www.edr-prifund.ch, Tél. +41 58 818 95 68

Fonds en instruments du marché monétaire			
PRIFUND - MM $ - A	USD 1/1	1659.54	0.0
PRIFUND - MM CHF - A	CHF 1/1	12455.57	-0.0
PRIFUND - MM EUR - A	EUR 1/1	663.74	0.0
Fonds en obligations			
PRIFUND - BOND ($) - A	USD 4/4	177.44	-1.4
PRIFUND - BOND ($) - B	USD 4/4	134.26	-1.4
PRIFUND - BOND (CHF) - A	CHF 4/4	130.37	0.7
PRIFUND - BOND (CHF) - B	CHF 4/4	112.10	0.7
PRIFUND - BOND (EUR) - A	EUR 4/4	157.12	0.5
PRIFUND - BOND (EUR) - B	EUR 4/4	125.12	0.5
PRIFUND - BOND (GBP) - A	GBP 4/4	130.37	0.4
PRIFUND - BOND (GBP) - B	GBP 4/4	113.64	0.4
PRIFUND - RETURN PLUS ($) - A	USD 4/2 a	108.88	1.3
PRIFUND - RETURN PLUS (CHF) - A	CHF 4/2 a	102.89	1.2
PRIFUND - RETURN PLUS (CHF) - B	CHF 4/2 a	99.16	1.2
PRIFUND - RETURN PLUS (EUR) - A	EUR 4/2 a	109.60	1.2
PRIFUND - RETURN PLUS (EUR) - B	EUR 4/2 a	101.11	1.2
Fonds en actions			
PRIFUND - EUROPEAN EQUITIES - A	EUR 4/4	152.47	19.7
PRIFUND - EUROPEAN EQUITIES - B	EUR 4/4	147.83	19.7
PRIFUND - NATURAL RESOURCES - A	USD 4/2 a	77.49	-9.3
PRIFUND - NATURAL RESOURCES - B	USD 4/2 a	76.20	-9.3
PRIFUND - SWISS EQUITIES - A	CHF 4/4	175.99	21.3
PRIFUND - SWISS EQUITIES - B	CHF 4/4	172.99	21.3
PRIFUND - USA EQUITIES - A	USD 4/4	146.18	26.9
PRIFUND - USA EQUITIES - B	USD 4/4	141.75	26.8
PRIFUND Alpha EMERG. MARK. - A	EUR 4/4 a	160.49	0.9
PRIFUND Alpha EMERG. MARK. - A	USD 4/4 a	179.51	1.4
PRIFUND Alpha EMERG. MARK. - B	EUR 4/4 a	158.15	0.9
PRIFUND Alpha EMERG. MARK. - B	USD 4/4 a	177.04	1.4
Fonds d'allocation d'actifs			
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - A	CHF 4/2 a	128.56	3.0
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - A	EUR 4/2 a	156.38	3.7
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - A	USD 4/2 a	167.37	3.4
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - B	CHF 4/2 a	126.00	3.1
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - B	EUR 4/2 a	153.69	3.7
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 10 - B	USD 4/2 a	164.94	3.5
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 15 - A	CHF 4/2 a	119.70	5.9
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 15 - A	EUR 4/2 a	154.47	6.7
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 15 - A	USD 4/2 a	163.48	6.2
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 15 - B	USD 4/2 a	101.01	6.6
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 5 - A	CHF 4/2 a	112.90	0.7
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 5 - A	EUR 4/2 a	130.95	1.0
PRIFUND - QUAM MULTIMGR. 5 - A	USD 4/2 a	131.94	1.1
PRIFUND - STRATEGY ($) - A	USD 4/4	137.97	5.1
PRIFUND - STRATEGY ($) - B	USD 4/4	134.21	5.1
PRIFUND - STRATEGY (CHF) - A	CHF 4/4	99.77	4.5
PRIFUND - STRATEGY (CHF) - B	CHF 4/4	96.43	4.5
PRIFUND - STRATEGY (EUR) - A	EUR 4/4	119.04	5.1
PRIFUND - STRATEGY (EUR) - B	EUR 4/4	115.19	5.1
Fonds immobiliers			
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT - A	CHF 4/4 bf	91.15	3.4
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT - A	EUR 4/4 bf	101.61	3.6
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT - A	USD 4/4 bf	102.17	3.8
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT - B	CHF 4/4 bf	74.20	3.4
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT - B	EUR 4/4 bf	83.00	3.6
PRIFUND Alpha PROP. SECURIT - B	USD 4/4 bf	84.51	3.8
Investissements alternatifs			
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - A	CHF 4/4 bf	136.23	7.0
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - A	EUR 4/4 bf	156.81	6.6
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - A	USD 4/4 bf	165.81	7.2
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - B	CHF 4/4 bf	133.72	7.0
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - B	EUR 4/4 bf	154.17	6.6
PRIFUND Alpha DIVERSIFIED - B	USD 4/4 bf	163.10	7.2
PRIFUND Alpha EUROPA - A	CHF 4/4 bf	105.90	7.6
PRIFUND Alpha EUROPA - A	EUR 4/4 bf	110.87	7.7
PRIFUND Alpha EUROPA - A	USD 4/4 bf	114.62	8.0
PRIFUND Alpha EUROPA - B	CHF 4/4 bf	104.02	7.6
PRIFUND Alpha EUROPA - B	EUR 4/4 bf	109.46	7.7
PRIFUND Alpha TRADERS - A	EUR 4/4 bf	145.77	-2.4
PRIFUND Alpha TRADERS - A	USD 4/4 bf	156.01	-2.1
PRIFUND Alpha TRADERS - B	EUR 4/4 bf	143.00	-2.4
PRIFUND Alpha TRADERS - B	USD 4/4 bf	153.31	-2.1
PRIFUND Alpha UNCORR. - G	GBP 4/2 bf	112.46	6.3
PRIFUND Alpha UNCORR. ($) - A	USD 4/4 bf	207.57	6.1
PRIFUND Alpha UNCORR. ($) - B	USD 4/4 bf	203.35	6.1
PRIFUND Alpha UNCORR. (CHF) - G	CHF 4/4 bf	107.72	5.9
PRIFUND Alpha UNCORR. (EUR) - A	EUR 4/2 bf	193.63	5.8
PRIFUND Alpha UNCORR. (EUR) - B	EUR 4/2 bf	189.66	5.8
PRIFUND Alpha VOLATILITY - A	EUR 4/2 bf	139.53	9.2
PRIFUND Alpha VOLATILITY - A	USD 4/2 bf	148.20	9.6
PRIFUND Alpha VOLATILITY - B	EUR 4/2 bf	136.47	9.2
PRIFUND Alpha VOLATILITY - B	USD 4/2 bf	145.02	9.6

BBGI GROUP S.A.
Tél. +41 22 595 96 11
www.bbgi.ch

BBGI - Equities Sw. Behavior.	CHF 1/1 e	117.70	26.0
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1 e	127.90	-8.7
BBGI Islamic Share Energy (USD)	USD 1/1 e	167.60	2.7
BBGI Share Clean Energy (USD)	USD 1/1 e	64.20	36.6
BBGI Share Gold (USD)	USD 1/1 e	65.00	-46.6
BBGI Swiss Physical Gold Cl CHF	CHF 1/1 e	84.70	-22.8
BBGI Swiss Physical Gold Cl CHF hed	CHF 1/1 e	81.50	-25.0
BBGI Swiss Physical Gold Cl EUR	EUR 1/1 e	88.10	-24.4
BBGI Swiss Physical Gold Cl EUR hed	EUR 1/1 e	83.90	-23.5
BBGI Swiss Physical Gold Cl USD	USD 1/1 e	88.20	-22.8
BBGI Tactical Switzerland A	CHF 2/1 e	132.90	6.6
BBGI Tactical World A	USD 2/1 e	98.70	-13.6

BCV 0848 808 885
Gérifonds +41 21 321 32 00
www.gerifonds.ch
info@gerifonds.ch

Fonds en instruments du marché monétaire			
BCV Forex Alpha (CHF) A	CHF 1/1 e	98.81	-1.7
Fonds en obligations			
BCV CHF Domestic Corporate Bonds -A-	CHF 3/3 e	100.50	-
BCV CHF Foreign Bonds -A-	CHF 3/3 e	104.63	0.2
BCV DYNAGEST Corp Bd Expo (CHF) -A-	CHF 2/1 a	111.29	-2.4
BCV DYNAGEST Intl Bd Expo (CHF) -A-	CHF 2/1 a	102.94	-0.6
BCV DYNAGEST World Expobond (EUR)	EUR 2/1 a	152.00	-1.5
BCV International Bonds (CHF) -A-	CHF 3/3 e	78.27	0.5
BCV Swiss Franc Bonds -A-	CHF 3/3 e	99.47	-0.4
Fonds en actions			
BCV Cluster Equity Alpha A (CHF)	CHF 1/1 af	93.94	3.3
BCV Cluster Equity Alpha A (EUR)	EUR 1/1 af	95.17	3.4
BCV Cluster Equity Opportunity A (CHF)	CHF 1/1 af	94.18	9.5
BCV Developed Asia Pacific A	USD 3/3 e	99.90	-
BCV DYNAGEST World Expoequity REP	CHF 2/1 a	127.13	11.4
BCV DYNAGEST World Expoequity REP	EUR 2/1 a	148.96	10.4
BCV Europe Equity -A-	EUR 3/3 e	162.52	16.5
BCV Global Emerging A	USD 3/3 e	107.41	-6.7
BCV Japac -A-	JPY 3/3	23502.21	43.6
BCV Seapac A	USD 3/3 e	281.13	-0.2
BCV Swiss Equity -A-	CHF 3/3 e	211.74	24.8
BCV System.Global High Div Eq -A-	CHF 3/3 e	105.61	-
BCV System.World ex US&WE Eq. -A-	USD 3/3 e	74.88	3.5
BCV Systematic Europe Equity -A-	EUR 3/3 e	123.82	19.9
BCV Systematic Swiss Equity -A-	CHF 3/3 e	120.34	31.4
BCV Systematic US Equity -A-	USD 3/3 e	168.00	27.8
BCV US Equity -A-	USD 3/3 e	186.48	25.3
Fonds d'allocation d'actifs			
BCV (LUX) Strategy Balanced (CHF)	CHF 1/1 af	109.27	8.4
BCV (LUX) Strategy Balanced (EUR)	EUR 1/1 af	120.81	7.1
BCV (LUX) Strategy Income (CHF)	CHF 1/1 af	107.08	-0.4
BCV (LUX) Strategy Income (EUR)	EUR 1/1 af	122.83	-1.1
BCV (LUX) Strategy Yield (CHF)	CHF 1/1 af	109.12	4.6
BCV (LUX) Strategy Yield (EUR)	EUR 1/1 af	121.96	3.2
BCV Actif Défensif (CHF)	CHF 2/1 f	94.40	3.7
BCV Actif Offensif (CHF)	CHF 2/1 f	88.36	11.7
BCV Actif Offensif (EUR)	EUR 2/1 f	103.15	10.2
BCV Actif Sécurité (CHF)	CHF 2/1 f	101.86	1.2
BCV Stratégie Actions Monde	CHF 2/1 f	92.99	18.5
BCV Stratégie Dynamique	CHF 2/1 f	87.56	13.0
BCV Stratégie Equipondéré	CHF 2/1 f	138.72	9.4
BCV Stratégie Obligation	CHF 2/1 f	100.19	-0.3
BCV Stratégie Revenu	CHF 2/1 f	111.02	5.0
Investissements alternatifs			
BCV Defensive Fund (CHF) A	CHF 1/1 bf	775.81	1.6
BCV Defensive Fund (EUR) A	EUR 1/1 bf	744.89	1.7
BCV Defensive Fund (USD) A	USD 1/1 bf	752.92	1.9
BCV Directional Fund (CHF) A	CHF 1/1 bf	1056.98	4.7
BCV Directional Fund (EUR) A	EUR 1/1 bf	918.42	4.7
BCV Directional Fund (USD) A	USD 1/1 bf	913.74	5.0
Autres fonds			
BCV DIAPASON Commodity (CHF) A	CHF 1/1 f	65.19	-7.7
BCV DIAPASON Commodity (EUR) A	EUR 1/1 f	63.54	-7.5
BCV DIAPASON Commodity (USD) A	USD 1/1 f	75.26	-7.2
BCV DIAPASON Syst Alpha (CHF) A	CHF 1/1 f	100.70	-4.0
BCV DIAPASON Syst Alpha (EUR) A	EUR 1/1 f	86.65	-3.2
BCV DIAPASON Syst Alpha (USD) A	USD 1/1 f	102.77	-3.6

BlackRock Asset Management Schweiz AG
Tél. 044 297 73 73
www.blackrock.com/ch

Fonds en obligations			
BGF Euro ShortDur A EUR	EUR 2/1 e	15.33	1.7
Fonds en actions			
BGF European A EUR	EUR 2/1 e	95.94	18.5
BGF WdMining A USD	USD 2/1 e	46.63	-22.2
Fonds d'allocation d'actifs			
BGF GlobAll A HDG CHF	CHF 2/1 e	11.16	10.9

Bordier & Cie
Tél. +41 58 258 00 00
Fax +41 58 258 00 40
www.bordier.com

Autres fonds			
BO Fund II - Europe	EUR 1/1 e	91.53	8.8
BO Fund II - Gbl Balanced	CHF 1/1

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Swiss Exchange AG et SIX Telekurs Ltd.

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du mercredi, 13.11.2013, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2013 en %

Fidelity Funds Gbl DF A-GDIST	USD	1/1	e	12.96	18.4
Fidelity Funds Gbl DF A-MINCOME	EUR	1/1	e	12.63	16.4
Fidelity Funds Gbl DF A-MINCOME	SGD	1/1	e	1.28	21.1
Fidelity Funds Gbl DF A-MINCOME	USD	1/1	e	12.94	18.5
Fidelity Funds Gbl DF I-ACC	EUR	1/1	e	13.62	20.7
Fidelity Funds Gbl DF Y-ACC	USD	1/1	e	13.88	22.7
Fidelity Funds Gbl DF Y-ACC(hedged)	EUR	1/1	e	13.89	23.2
Fidelity Funds Germany Fd A Acc EUR	EUR	1/1	e	15.40	25.1
Fidelity Funds Germany Fd A EUR	EUR	1/1	e	37.30	23.9
Fidelity Funds Glbl Cons Ind Fd A EUR	EUR	1/1	e	32.59	16.6
Fidelity Funds Glbl Fin Serv Fd A EUR	EUR	1/1	e	22.07	15.1
Fidelity Funds Glbl Hlth Cr Fd A Acc EUR	EUR	1/1	e	15.35	25.5
Fidelity Funds Glbl Hlth Cr Fd A EUR	EUR	1/1	e	24.04	25.5
Fidelity Funds Glbl Ind Fd A EUR	EUR	1/1	e	39.49	13.0
Fidelity Funds Glbl Opp Fd A	USD	1/1	e	14.03	17.9
Fidelity Funds Glbl Opp Fd A Acc	EUR	1/1	e	13.35	15.8
Fidelity Funds Global Focus Fd A USD	USD	1/1	e	48.05	17.3
Fidelity Funds Global Tech Fd A EUR	EUR	1/1	e	8.68	22.1
Fidelity Funds Global Tel Fd A Acc EUR	EUR	1/1	e	14.95	19.8
Fidelity Funds Global Tel Fd A EUR	EUR	1/1	e	9.13	17.7
Fidelity Funds Greater China Fd A USD	USD	1/1	e	151.60	6.9
Fidelity Funds Iberia Fd A Acc EUR	EUR	1/1	e	13.60	28.5
Fidelity Funds Iberia Fd A EUR	EUR	1/1	e	59.80	28.0
Fidelity Funds India-Focus Fd A USD	USD	1/1	e	25.36	-13.4
Fidelity Funds Indonesia Fd A USD	USD	1/1	e	24.61	-14.7
Fidelity Funds Int Fd A Acc EUR	EUR	1/1	e	12.27	19.9
Fidelity Funds Int Fd A Acc USD	USD	1/1	e	12.95	22.0
Fidelity Funds Int Fd A EUR	EUR	1/1	e	31.35	19.6
Fidelity Funds Int Fd A USD	USD	1/1	e	42.10	21.8
Fidelity Funds Italy Fd A EUR	EUR	1/1	e	31.35	30.1
Fidelity Funds Jap Ad Fd A JPY	JPY	1/1	e	23950.00	32.2
Fidelity Funds Jap Sml Cp Fd A Acc JPY	JPY	1/1	e	903.70	46.4
Fidelity Funds Jap Sml Cp Fd A JPY	JPY	1/1	e	1406.00	46.4
Fidelity Funds Japan Fd A Acc EUR	EUR	1/1	e	7.51	15.8
Fidelity Funds Japan Fd A Acc JPY	JPY	1/1	e	668.60	35.6
Fidelity Funds Japan Fd A EUR	EUR	1/1	e	1.12	15.2
Fidelity Funds Japan Fd A JPY	JPY	1/1	e	150.90	35.0
Fidelity Funds Korea Fd A USD	USD	1/1	e	18.44	-4.2
Fidelity Funds Latin America Fd A USD	USD	1/1	e	37.72	-13.0
Fidelity Funds Malaysia Fd A USD	USD	1/1	e	51.17	5.3
Fidelity Funds Nordic Fd A Acc SEK	SEK	1/1	e	71.00	31.6
Fidelity Funds Nordic Fd A SEK	SEK	1/1	e	780.70	28.7
Fidelity Funds Pacific Fd A Acc EUR	EUR	1/1	e	13.48	23.0
Fidelity Funds Pacific Fd A USD	USD	1/1	e	26.28	25.2
Fidelity Funds Singapore Fd A USD	USD	1/1	e	53.42	1.4
Fidelity Funds Switzld Fd A Acc CHF	CHF	1/1	e	11.33	30.2
Fidelity Funds Switzld Fd A CHF	CHF	1/1	e	49.37	30.0
Fidelity Funds Taiwan Fd A USD	USD	1/1	e	9.32	11.7
Fidelity Funds Thailand Fd A USD	USD	1/1	e	47.17	-0.2
Fidelity Funds UK Fd A GBP	GBP	1/1	e	2.46	27.0
Fidelity Funds World Fd A EUR	EUR	1/1	e	13.18	19.7
Fonds d'allocation d'actifs					
Fidelity Fds G I Lkd Bd Fd A Acc	EUR	1/1	e	12.05	-4.2
Fidelity Fds G I Lkd Bd Fd A Acc	USD	1/1	e	11.02	-4.6
Fidelity Fds G I Lkd Bd Fd A Acc Hedg	CHF	1/1	e	10.06	-4.6
Fidelity Funds Euro Bal Fd A Acc EUR	EUR	1/1	e	12.98	11.4
Fidelity Funds Euro Bal Fd A EUR	EUR	1/1	e	15.23	9.6
Fidelity Funds FPS Gl Gth Fd A Acc USD	USD	1/1	e	12.70	22.0
Fidelity Funds FPS Gl Gth Fd A USD	USD	1/1	e	21.86	22.0
Fidelity Funds FPS Gth Fd A Acc EUR	EUR	1/1	e	11.53	18.8
Fidelity Funds FPS Gth Fd A EUR	EUR	1/1	e	16.66	18.3
Fidelity Funds FPS M. Gth Fd A Acc EUR	EUR	1/1	e	12.13	8.3
Fidelity Funds FPS M. Gth Fd A EUR	EUR	1/1	e	10.82	7.2
Fidelity Funds Targ 2015(Eur) Fd A	EUR	1/1	e	29.67	5.0
Fidelity Funds Targ 2015(Eur) Fd A Acc	EUR	1/1	e	12.03	6.4
Fidelity Funds Targ 2020(Eur) Fd A	EUR	1/1	e	33.60	9.4
Fidelity Funds Targ 2020(Eur) Fd A Acc	EUR	1/1	e	11.40	10.4
Fidelity Funds Targ 2025(Eur) Fd A	EUR	1/1	e	27.43	11.9
Fidelity Funds Targ 2025(Eur) Fd A Acc	EUR	1/1	e	11.13	12.5
Fidelity Funds Targ 2030(Eur) Fd A	EUR	1/1	e	27.94	14.0
Fidelity Funds Targ 2030(Eur) Fd A Acc	EUR	1/1	e	11.26	14.6
Fidelity Funds Targ.TM 2020 Fd A USD	USD	1/1	e	18.86	19.8
Fonds immobiliers					
Fidelity Fds Global Property Fd A	EUR	1/1	e	10.16	-0.4
Fidelity Fds Global Property Fd A	USD	1/1	e	11.61	1.4
Fidelity Fds Global Property Fd A Acc	EUR	1/1	e	10.90	0.5
Fidelity Fds Global Property Fd A Acc	USD	1/1	e	12.42	2.2
Fidelity Funds Asia Pac Ppty Fd A	EUR	1/1	e	8.76	-0.4
Fidelity Funds Asia Pac Ppty Fd A	USD	1/1	e	9.08	1.5
Fidelity Funds Asia Pac Ppty Fd A Acc	EUR	1/1	e	9.48	0.3

Fidelity Funds II
Tél. 0800 55 27 66
www.fidelity.ch

Représentant pour la Suisse:
BNP Paribas Securities Services, Paris, succursale de Zurich

Fonds en instruments du marché monétaire

Fidelity Funds II AUD Ccy Fd A AUD	AUD	1/1	e	36.80	1.6
Fidelity Funds II Euro Ccy Fd A EUR	EUR	1/1	e	17.86	0.0
Fidelity Funds II GBP Ccy Fd A GBP	GBP	1/1	e	21.60	0.0
Fidelity Funds II USD Ccy Fd A USD	USD	1/1	e	33.42	0.0

Fortuna Investment AG
Tél. 058 472 53 05
Fax 058 472 53 39

Fonds en obligations

FORTUNA Bond Fund CHF	CHF	2/1	e	112.19	-1.3
FORTUNA INVEST - Long Term BF	CHF	1/1	e	104.29	-3.5
Fonds en actions					
FORTUNA Eq Fd Switzerland	CHF	2/1	e	226.60	23.5
Fonds d'allocation d'actifs					
FORTUNA Anlagefonds	CHF	2/1	e	124.15	1.5
FORTUNA Multi INDEX 10	CHF	2/1	e	103.61	-0.3
FORTUNA Multi INDEX 20	CHF	2/1	e	105.77	2.6
FORTUNA Multi INDEX 30	CHF	2/1	e	109.59	5.4
FORTUNA Multi INDEX 40	CHF	2/1	e	112.47	8.3

Fortuna Investment AG
Vaduz
Tél. +423 232 05 92
Fax +423 236 15 46

Fonds en obligations

FORTUNA Short Term BF CHF	CHF	2/1	e	571.28	0.5
Fonds d'allocation d'actifs					
Europe Balanced Fund CHF	CHF	2/1	e	102.74	2.4
Europe Balanced Fund Euro	EUR	2/1	e	134.67	1.9

Gutzwiller Fonds Management AG
+41 61 205 70 00

Fonds en actions

Gutzwiller ONE	USD	2/1	e	290.00	29.2
Investissements alternatifs					
Gutzwiller TWO (CHF)	CHF	3/1	ci	109.20	4.2
Gutzwiller TWO (USD)	USD	3/1	ci	148.10	5.0

BANQUE HERITAGE
Tél. +41 58 220 00 00
www.heritage.ch
funds@heritage.ch

Fonds en actions

Heritam East. Eur. Herit. Cap	EUR	1/1	a	197.22	1.8
Heritam Energy Cap	USD	2/1	a	114.21	19.6
Heritam USA Growth Cap	USD	1/1	a	154.85	27.8
Fonds d'allocation d'actifs					
Heritage Wealth Balanced EUR	EUR	1/1	a	101.58	2.0
Heritage Wealth Balanced USD	USD	1/1	a	101.78	3.0
Heritage Wealth Dynamic Fund A	USD	4/4	bf	96.83	-3.1
Investissements alternatifs					
Heritage L/S Equity (CHF) A	CHF	1/1	bf	108.73	5.7
Heritage L/S Equity (EUR) A	EUR	1/1	bf	1130.35	5.8
Heritage L/S Equity (USD) A	USD	1/1	bf	462.63	6.1

IAM Independent Asset Management SA
Tél. 022 8183640
www.iamfunds.ch
www.iam.ch

Fonds en actions

IAM Emerging Market - A	CHF	2/1	e	2122.25	-7.2
IAM European Equity - A	CHF	2/1	e	1236.82	14.5
IAM European Equity - A EUR	EUR	2/1	e	1014.62	-
IAM Global Equity - A	CHF	2/1	e	1642.60	21.7
IAM Gold & Metals - A	CHF	2/1	e	2407.15	-17.9
IAM Immo Securities - A	CHF	2/1	e	979.50	-3.1
IAM Swiss Equity - A	CHF	2/1	e	2077.80	22.7
Fonds d'allocation d'actifs					
IAM Asset Allocation - A	CHF	2/1	e	1202.22	4.9

J.P. Morgan (Suisse) SA
Tél. +41 22 744 19 00
www.jpmam.ch

Fonds en instruments du marché monétaire

JPM EURO LIQ FD - A	EUR	2/1	e	9996.35	0.0
JPM EURO LIQ FD - B	EUR	2/1	e	9996.30	0.0
JPM EURO LIQ FD - C	EUR	2/1	e	9996.30	0.0
JPM USD LIQ FD - A	USD	2/1	e	9995.16	0.0
JPM USD LIQ FD - B	USD	2/1	e	9995.17	0.0
JPM USD LIQ FD - C	USD	2/1	e	9997.79	0.0
Fonds en obligations					
JPM EmMkts InvGrd Bd A acc CHF Hdg	CHF	4/4	e	93.69	-8.1
JPM Global Corp. Bd A acc CHF Hdg	CHF	2/2	el	93.68	-1.5
JPM Global H Yld Bd A acc CHF Hdg	CHF	2/2	el	100.65	5.2
JPM Income Opp. A Acc-CHF Hdg	CHF	3/1	e	97.31	1.2
Fonds en actions					
JPM Africa Eq. A acc-USD	USD	2/2	e	11.88	2.8
JPM China A acc-USD	USD	2/2	e	28.32	6.0
JPM Em Mkts Eq A acc-USD	USD	2/2	e	21.57	-5.4
JPM Em Mkts Opp. A acc USD	USD	4/4	e	236.60	-4.4
JPM Europe Str Div A acc-EUR	EUR	2/2	e	164.26	20.2
JPM Global Cons Trends A acc-CHF Hdg	CHF	2/2	e	173.25	20.2
JPM Global Focus A acc-CHF Hdg	CHF	2/2	e	171.40	22.6
JPM Global Nat Res A acc-USD	USD	2/2	e	11.28	-18.4
JPM Highbridge US STEEP A acc	USD	2/2	e	15.95	27.3
JPM India A acc-USD	USD	2/2	e	21.00	-12.8
JPM Russia A acc-USD	USD	2/2	e	12.68	2.3
Autres fonds					
JPM Gl Conv (EUR) A acc-CHF Hdg	CHF	1/1	e	24.57	13.2
JPM Global Income A (acc) - CHF Hdg	CHF	3/1	el	132.60	7.6

LB(Swiss) Investment AG
Tél. 044 225 37 90
investment@lbswiss.ch

Autres fonds

MV Immoxtra Schweiz I	CHF	1/2	e	109.12	1.2
MV Immoxtra Schweiz M	CHF	1/2	e	105.92	-0.6
MV Immoxtra Schweiz P	CHF	1/2	e	105.84	0.7

Lienhardt & Partner Investments AG
Tél +41 31 399 31 11
Fax +41 31 382 88 88
info@lienhardtinvestments.ch

Fonds d'allocation d'actifs

Lienhardt & Partner Core Strat.Fd A	CHF	2/1	e	75.57	7.8

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA
Tél: 41 22 709 21 11
www.loim.com
contact@lombardodier.com

Fonds en instruments du marché monétaire

LOF (CH) - Sh.T.Money Mkt (CHF) I D	CHF	1/1	x	98.64	0.0
LOF (CH) - Sh.T.Money Mkt (EUR) I D	EUR	1/1	x	98.19	0.1
LOF (CH) - Sh.T.Money Mkt (USD) I D	USD	1/1	x	98.39	0.2
Fonds en obligations					
LO Selection - Sov.Bd.Fd P A	CHF	1/1	e	107.12	-2.3
LOF - Convertible Bd Asia (CHF) P A	CHF	1/1	e	13.39	-0.5
LOF - Convertible Bd Asia (EUR) P A	EUR	1/1	e	14.15	-0.4
LOF - Convertible Bd Asia (USD) P A	USD	1/1	e	14.21	0.0
LOF - Convertible Bond P A	EUR	2/1	e	15.89	9.2
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. (CHF) P A	CHF	1/1	e	9.66	-7.5
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. (EUR) P A	EUR	1/1	e	11.29	-9.4
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. (USD) P A	USD	1/1	e	10.54	-7.6
LOF - EM.Loc.Curr.Bd.Fdt. DH P A	CHF	1/1	e	8.65	-9.4
LOF - Emerg.Mkt.Bd.Fdt. (USD) P A	USD	2/1	e	22.90	-4.5
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (CHF) P A	CHF	2/1	e	14.95	2.8
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (EUR) P A	EUR	2/1	e	11.68	3.0
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (GBP) P A	GBP	2/1	e	10.27	3.3
LOF - Euro BBB-BB Fdt. (USD) P A	USD	2/1	e	16.60	3.1
LOF - Euro Credit Bd P A	EUR	2/1	e	12.10	1.5
LOF - Euro Gov.Fdt P A	EUR	1/1	e	11.33	0.4
LOF - Euro Inflation-Lkd.Fdt. P A	EUR	1/1	e	11.42	-2.8
LOF - Euro Resp.Corp.Fdt. P A	EUR	2/1	e	17.29	1.1
LOF - Gbl.BBB-BB.Fdt. (CHF) P A	CHF	1/1	e	10.08	1.7
LOF - Gbl.BBB-BB.Fdt. (EUR) P A	EUR	1/1	e	10.00	-0.3
LOF - Gbl.BBB-BB.Fdt. SH (USD) P A	USD	1/1	e	10.33	2.2
LOF - Gbl.Gov.Fdt. (EUR) P A	EUR	1/1	e	9.45	-4.3
LOF - Gbl.Gov.Fdt. SH (EUR) P A	EUR	1/1	e	9.71	-1.9
LOF - Government Bond (USD) P A	USD	1/1	e	19.75	-2.1
LOF - Swiss Fr.Cdt.Bd.(Foreign) P A	CHF	2/1	e	13.20	2.1
LOF - Total Return Bd (EUR) P A	EUR	2/1	e	12.47	0.4
LOF - Total Return Bd (USD) P A	USD	2/1	e	18.26	0.4
LOF II - Convertible Bond (CHF) P A	CHF	1/1	e	24.94	9.1
LOF II - Convertible Bond (EUR) P A	EUR	1/1	e	15.95	9.2
LOF II - Convertible Bond (USD) P A	USD	1/1	e	23.61	9.5
LOF II - Emerging Mkt.Bd.Fdt. P A	USD	1/1	e	22.50	-4.6
LOF II - Euro Gov.Fdt P A	EUR	1/1	e	59.54	0.4
LOF II - Euro Resp.Corp.Fdt. P A	EUR	1/1	e	17.35	1.1
LOF II - Gbl.Gov.Fdt. Hdg P A	CHF	1/1	e	25.53	-2.2
LOF II - Gbl.Gov.Fdt. P A	CHF	1/1	e	23.27	-2.4
LOF II - Government Bond (USD) P A	USD	1/1	e	19.80	-2.1
LOF II - Swiss Fr.Bd.(Foreign) P A	CHF	1/1	e	23.21	1.3
LOF II - Swiss Fr.Crdt.Bd (Foreign) P A	CHF	1/1	e	13.23	2.1
LOF II - Total Return Bd (CHF) P A	CHF	1/1	e	16.22	0.2
LOF II - Total Return Bd (EUR) P A	EUR	1/1	e	12.50	0.1
LOF II - Total Return Bd (USD) P A	USD	1/1	e	11.60	0.2
Fonds en actions					
LOF - Alpha Japan (CHF) P A	CHF	1/1	e	12.16	36.8
LOF - Alpha Japan (EUR) P A	EUR	1/1	e	9.64	37.1
LOF - Alpha Japan (USD) P A	USD	1/1	e	13.84	37.4
LOF - Alpha Japan P A	JPY	1/1	e	1136.00	39.0
LOF - Asia Absolute Return PA	USD	1/1	ai	9.91	-
LOF - Emerg. Eq. Risk Parity (EUR) P A	EUR	1/1	e	7.87	-8.8
LOF - Emerg. Eq. Risk Parity (USD) P A	USD	1/1	e	7.39	-7.1
LOF - Emerging Consumer (CHF) P A	CHF	1/1	ai	13.31	8.8
LOF - Emerging Consumer (EUR) P A	EUR	1/1	ai	13.36	7.9
LOF - Emerging Consumer (USD) P A	USD	1/1	ai	13.34	8.2
LOF - Europe High Conviction P A	EUR	1/1	e	8.79	12.5
LOF - Eurozone S&M Caps P A	EUR	1/1	e	41.60	14.2
LOF - Generation Global (CHF) P A	CHF	1/1	e	10.78	22.4
LOF - Generation Global (EUR) P A	EUR	1/1	e	14.44	19.9
LOF - Generation Global (USD) P A	USD	1/1	e	13.21	22.2
LOF - Global Energy P A	USD	1/1	e	10.99	13.5
LOF - Golden Age (CHF) P A	CHF	2/1	e	18.36	23.9
LOF - Golden Age (EUR) P A	EUR	2/1	e	12.43	23.8
LOF - Golden Age (USD) P A	USD	2/1	e	17.30	24.5
LOF - Japan. S&M Caps P A	JPY	1/1	e	2657.00	43.8
LOF - Neuberger Berman US Core P A	USD	1/1	e	12.89	30.3
LOF - Sands US Growth (USD) PA	USD	1/1	e	15.03	31.3
LOF - Selective Global P A	EUR	1/1	e	149.45	-5.4
LOF - Technology (EUR) P A	EUR	1/1	e	12.30	22.9
LOF - Technology (USD) P A	USD	1/1	e	19.22	24.1
LOF - Vital Food (USD) P A	USD	1/1	e	10.69	2.6
LOF - Vital Food SH (CHF) P A	CHF	1/1	e	10.54	2.7
LOF - Vital Food SH (EUR) P A	EUR	1/1	e	10.52	2.4
LOF - W.Blair Gbl Grwth (EUR) P A	EUR	1/1	e	11.89	12.3
LOF - W.Blair Gbl Grwth (USD) P A	USD	1/1	e	11.92	14.4
LOF - World Gold Expert. (CHF) P A	CHF	2/1	e	14.71	-44.0
LOF - World Gold Expert. (EUR) P A	EUR	2/1	e	11.51	-44.0
LOF - World Gold Expert. (USD) P A	USD	2/1	e	14.93	-44.2
LOF (CH) - Com.Rsk.Par.ex-Agr. P D	USD	1/1	ex	114.37	-13.8
LOF (CH) - Com.Rsk.Par.ex-Agr. SH PD	CHF	1/1	ex	79.69	-14.4
LOF (CH) - Gbl.Eq.Rsk.Par. P D	EUR	2/1	ex	101.80	16.2
LOF (CH) - Swiss Cap (ex-SMI) P D	CHF	1/1	e	422.38	26.6
LOF (CH) - Swiss Leaders P D	CHF	2/1	ex	130.47	22.9
Fonds d'allocation d'actifs					
LO Selection - Gbl. Alloc. (GBP) P A	GBP	1/1	e	9.37	7.2
LOF - All Roads (CHF) PA	CHF	1/1	e	16.47	-1.4
LOF - All Roads (EUR) PA	EUR	1/1	e	10.50	-1.1
LOF - All Roads (GBP) PA	GBP	1/1	e	10.52	-0.8
LOF - All Roads (USD) PA	USD	1/1	e	10.36	-1.0
LOF - Comm.Risk.Prty. (CHF) P A	CHF	1/1	e	7.45	-10.5
LOF - Comm.Risk.Prty. (EUR) P A	EUR	1/1	e	7.47	-11.0
LOF - Comm.Risk.Prty. (USD) P A	USD	1/1	e	7.64	-10.1
LOF - Tactical Alpha (CHF) P A	CHF	1/1	e	10.26	3.6
LOF - Tactical Alpha (EUR) P A	EUR	1/1	e	10.46	3.6
LOF - Tactical Alpha (USD) P A	USD	1/1	e	14.97	3.6
LOF (CH) - Balanced Alloc. (CHF) D	CHF	1/1	ex	93.37	4.4
Investissements alternatifs					
LOF - Alternative Beta (CHF) P A	CHF	1/1	e	117.22	1.4
LOF - Alternative Beta (EUR) P A	EUR	1/1	e	78.31	1.5
LOF - Alternative Beta (USD) P A	USD	1/1	e	116.90	1.9

c/o Trillium SA
Tél.: 022 318 84 49
Fax: 022 318 84 48
www.manavest.ch

Fonds en actions

Manavest - Global Equity	CHF	3/3	a	119.70	16.0
Fonds d'allocation d'actifs					
Manavest - Global Opportunity	CHF	1/1	a	99.70	4.3

Service Line
0848 845 400
www.banquemigros.ch

Fonds en obligations

Mi-Fonds (CH) - SwFrBd MT A	CHF	2/1	e	105.30	0.2
Mi-Fonds (CH) - SwissFrancBond A	CHF	2/1	e	106.75	-1.1
Mi-Fonds (Lux) InterBond A	CHF	2/1	e	79.38	-0.8
Mi-Fonds (Lux) InterBond B	CHF	2/1	e	147.71	-0.8
Fonds en actions					
Mi-Fonds (CH) - InterStock A	CHF	2/1	e	85.69	20.2
Mi-Fonds (CH) - EuropeStock A	CHF	2/1	e	73.14	18.3
Mi-Fonds (CH) - SwissStock A	CHF	2/1	e	106.32	24.2
Mi-Fonds (Lux) InterStock A	CHF	2/1	e	86.41	17.3
Mi-Fonds (Lux) InterStock B	CHF	2/1	e	112.93	17.3
Mi-Fonds (Lux) SwissStock A	CHF	2/1	e	107.33	23.9
Mi-Fonds (Lux) SwissStock B	CHF	2/1	e	130.21	23.9
Fonds d'allocation d'actifs					
Mi-Fonds (CH) - 45 Sustainable A	CHF	2/1	e	115.22	10.2
Mi-Fonds (CH) - 45 Sustainable V	CHF	2/1	e	115.34	10.4
Mi-Fonds (CH) 10 A	CHF	2/1	e	103.60	0.9
Mi-Fonds (CH) 10 V	CHF	2/1	e	105.17	1.0
Mi-Fonds (CH) 30 A	CHF	2/1	e	103.21	5.0
Mi-Fonds (CH) 30 V	CHF	2/1	e	103.88	5.1
Mi-Fonds (CH) 40 A	CHF	2/1	e	104.06	7.0
Mi-Fonds (CH) 40 V	CHF	2/1	e	104.25	7.2
Mi-Fonds (CH) 50 A	CHF	2/1	e	100.84	9.0
Mi-Fonds (Lux) 30 A	CHF	2/1	e	122.30	5.3
Mi-Fonds (Lux) 30 B	CHF	2/1	e	198.04	5.3
Mi-Fonds (Lux) 40 (EUR) A	EUR	2/1	e	105.34	5.8
Mi-Fonds (Lux) 40 (EUR) B	EUR	2/1	e	157.19	5.8
Mi-Fonds (Lux) 50 A	CHF	2/1	e	136.81	9.4
Mi-Fonds (Lux) 50 B	CHF	2/1	e	216.66	9.4
Fonds immobiliers					
Mi-Fonds (CH) - SwissImmo A	CHF	2/1	e	108.16	-3.7

Mirabaud & Cie
Tél. +41 58 816 22 22
www.mirabaud.com
marketing@mirabaud.com

Fonds en obligations

Mir. - Conv. Bonds Europe A EUR	EUR	4/4	e	124.66	7.7
Mir. - Gl Hgh Yield Bd A USD	USD	4/4	e	105.62	-
Mir. - Gl Hgh Yield Bd AH CHF	CHF	4/4	e	105.25	-
Mir. - Gl Hgh Yield Bd AH EUR	EUR	4/4	e	105.38	-
Mir. - Gl Hgh Yield Bd AH GBP	GBP	4/4	e	105.77	-
Fonds en actions					
Mir. - Eq Asia ex Japan A USD	USD	3/1		169.82	0.6
Mir. - Eq Eurozone A Cap EUR	EUR	4/4	e	151.77	-
Mir. - Eq Global A USD	USD	4/4	e	123.00	20.2
Mir. - Eq Pan Europe A Cap EUR	EUR	2/2	e	99.35	16.7
Mir. - Eq Spain A Cap	EUR	3/3	e	23.24	27.2
Mir. - Eq Swiss Sm/Mid A CHF	CHF	4/4	el	264.33	28.4
Mir. - Eq UK A Cap	GBP	3/3	e	2.02	16.9
Mir. - Eq US A USD	USD	3/1	e	154.19	20.4
Mirabaud Eq. Global Em.Mkts A Cap	GBP	4/4		94.17	-
Mirabaud Eq. Global Em.Mkts A Cap	USD	4/4		104.94	-3.8
Mirabaud Fd (CH)-Swiss Eq A Cap	CHF	1/1	e	1495.32	23.4
Mirabaud Fd (CH)-Swiss Eq I cap	CHF	1/1	e	1583.48	24.1
Fonds d'allocation d'actifs					
Mir. Active All. Bal A EUR	EUR	4/4	a	104.42	3.6
Mir. Active All. Cons A Cap EUR	EUR	4/4	a	104.60	1.3
Mir. Dynamic All. A Cap EUR	EUR	4/4	e	98.27	-1.3
Mirabaud Fd (CH) - LPP 25 -Z	CHF	4/4	af	118.31	6.5
Mirabaud Fd (CH) - LPP 35 -Z	CHF	4/4	af	121.53	8.4
Mirabaud Fd (CH) - LPP 45 -Z	CHF	4/4	af	124.91	10.4
Investissements alternatifs					
MirAlt Sicav Diversified A USD	USD	1/1	b	109.18	5.6
MirAlt Sicav Europe A EUR	EUR	1/1	b	67.67	10.3
MirAlt Sicav North America A USD	USD	1/1	b	153.53	12.7

Mirante Fund Management SA
Tél. +41 21 808 00 90
www.mirante.ch
info@mirante.ch

Fonds en actions

MFM QUANTEVIOUR Europ Eq A	EUR	1/1	e	99.09	26.4
Autres fonds					
MFM Conv. Bonds Opport. (CHF) A	CHF	3/1	a	111.25	7.0
MFM Conv. Bonds Opport. (EUR) A	EUR	3/1	a	132.32	6.8
MFM Conv. Bonds Opport. (USD) A	USD	3/1	a	99.57	6.8
MFM Global Convertible Bonds (CHF) A	CHF	3/1	e	128.93	7.7
MFM Global Convertible Bonds (EUR) A	EUR	3/1	e	130.45	7.8
MFM Global Convertible Bonds (USD) A	USD	3/1	e	109.39	8.7

La Mobilière Asset Management SA
info.am@mobi.ch
www.mobi-am.ch

Fonds d'allocation d'actifs

MobiFonds 3a	CHF	2/1	e	117.50	0.8
MobiFonds 3a Plus	CHF	2/1	e	101.42	-
MobiFonds Select 20	CHF	2/1	e	107.73	-
MobiFonds Select 50	CHF	2/1	e	107.99	-
MobiFonds Select 90	CHF	2/1	e	113.06	-

Parcadia Asset Management S.A.
Tél. +41 52 261 50 50
www.axa-winterthur.ch

Fonds en actions

Cosmos Funds-Active Protection UL	EUR	4/1	a	110.03	-1.

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Swiss Exchange AG et SIX Telekurs Ltd.

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire (valeurs du mercredi, 13.11.2013, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2013 en %

Swiss & Global Asset Management SA
funds@swissglobal-am.com, www.jbfundnet.com
Tél. +41 58 426 65 00
Private Label Funds

Fonds en actions				
Gold Equity Fund CHF - B	CHF	2/1	e	111.85 -49.0
Gold Equity Fund EUR - B	EUR	2/1	e	88.29 -50.0
Gold Equity Fund USD - B	USD	2/1	e	126.11 -49.0
URAM Energy Stock Fund EUR - B	EUR	2/1	e	77.06 9.6
URAM Energy Stock Fund EUR - C	EUR	2/1	e	78.25 9.8
URAM Energy Stock Fund USD - C	USD	2/1	e	90.05 10.2
URAM Gold Alloc CHF - B	CHF	4/4	e	45.11 -43.6
URAM Gold Alloc EUR - B	EUR	4/4	e	46.13 -43.2
URAM Gold Alloc EUR - C	EUR	4/4	e	46.43 -43.1
URAM Gold Alloc USD - B	USD	4/4	e	47.35 -43.0
URAM Gold Alloc USD - C	USD	4/4	e	47.75 -43.0
URAM MINING SF EUR - B	EUR	2/1	e	68.53 -25.5
URAM MINING SF EUR - C	EUR	2/1	e	69.49 -25.5
URAM MINING SF USD - B	USD	2/1	e	79.85 -24.7
URAM MINING SF USD - C	USD	2/1	e	81.84 -24.6
Fonds d'allocation d'actifs				
Allround QUADInvest Fund - B	EUR	2/1	e	144.17 10.7
Allround QUADInvest Fund - C	EUR	4/4	e	106.50 -
Allround QUADInvest Fund - D	EUR	4/4	e	147.22 11.1
Allround QUADInvest Growth - C	USD	4/4	e	131.64 25.3
Allround QUADInvest Growth - D	USD	4/4	e	131.64 25.5
Allround QUADInvest Growth - Da	USD	4/4	e	127.56 23.5

Swisscanto Asset Management AG
Tél. +41 58 344 44 00
www.swisscanto.ch

Fonds en instruments du marché monétaire				
SWC (LU) MM Fund CHF B	CHF	2/1	e	148.38 -0.2
SWC (LU) MM Fund EUR B	EUR	2/1	e	105.44 -0.1
Fonds en obligations				
SWC (CH) BF CHF A	CHF	2/1	f	95.01 1.0
SWC (CH) BF Corp H CHF A	CHF	2/1	e	103.69 -4.0
SWC (CH) BF International A	CHF	2/1	e	75.44 -5.5
SWC (LU) Bd Inv Coco B	CHF	2/1	e	123.53 6.8
SWC (LU) Bond Inv CHF B	CHF	2/1	e	129.10 -0.9
SWC (LU) Bond Inv EUR B	EUR	2/1	e	89.46 -1.6
SWC (LU) Bond Inv International B	CHF	2/1	e	102.49 -5.7
SWC (LU) Bond Inv MT CHF B	CHF	2/1	e	117.70 -0.3
SWC (LU) SICAV II Bond Abs. Ret. B	CHF	2/1	e	117.66 1.4
SWC (LU) SICAV II Bond Abs. Ret. P	CHF	2/1	e	100.10 -
SWC (LU) SICAV II Bond Inv EUR B	EUR	2/1	e	125.72 -1.6
SWC (LU) SICAV II Bond Inv EUR P	EUR	2/1	e	98.61 -
SWC (LU) SICAV II Bond Inv MT EUR B	EUR	2/1	e	121.52 -0.4
SWC (LU) SICAV II Bond Inv MT EUR P	EUR	2/1	e	99.98 -
SWC Swiss Red Cross Charity Fund	CHF	2/1	f	104.09 0.5
SWC(CH)Bond Market Tracker CHF A	CHF	4/4	e	106.72 -1.1
Fonds en actions				
SWC (CH) EF Green Invest A	CHF	2/1	e	97.34 23.5
SWC (CH) EF SMC Switzerl A	CHF	2/1	f	450.17 24.4
SWC (CH) EF Switzerland A	CHF	2/1	f	342.69 23.7
SWC (CH) SPI Index A	CHF	4/4	f	113.58 24.8
SWC (LU) EF Climate Invest B	EUR	2/1	e	66.72 20.5
SWC (LU) EF Selec.International B	CHF	2/1	e	123.66 23.8
SWC (LU) EF Selec.North America B	USD	2/1	e	164.26 26.4
SWC (LU) EF Top Dividend Europe B	EUR	2/1	e	122.08 19.5
SWC (LU) EF Water Invest B	EUR	2/1	e	126.88 20.9
SWC (LU) Eq Fd Green I Em Ma B	USD	2/1	e	127.08 5.8
Fonds d'allocation d'actifs				
SWC (LU) PF Balanced B	CHF	2/1	e	192.63 6.8
SWC (LU) PF Dynamic 0-50 B	CHF	2/1	e	108.03 4.8
SWC (LU) PF Equity B	CHF	2/1	e	269.93 17.7
SWC (LU) PF Equity P	CHF	2/1	e	98.68 -
SWC (LU) PF Green I Bal B	CHF	2/1	e	170.49 11.4
SWC (LU) PF Green I Yield B	CHF	2/1	e	104.76 4.4
SWC (LU) PF Growth B	CHF	2/1	e	242.35 10.8
SWC (LU) PF Income B	CHF	2/1	e	136.11 -0.9
SWC (LU) PF Yield B	CHF	2/1	e	165.01 3.4
SWC BVG 3 Oeko 45	CHF	2/1	e	134.55 9.1
SWC BVG 3 PF 10	CHF	2/1	e	171.60 2.0
SWC BVG 3 PF 25	CHF	2/1	e	163.25 6.2
SWC BVG 3 PF 45	CHF	2/1	e	189.00 11.0
Fonds immobiliers				
SWC (CH) RE Ifca	CHF	5/5	e	113.80 -4.4
Investissements alternatifs				
SWC (CH) Alternat Fd Div CHF B	CHF	3/1	bf	1064.38 2.2
Autres fonds				
SWC (CH) BF Convert Int A	CHF	2/1	e	100.59 10.6
SWC (CH) Commodity Selection Fund A	CHF	2/1	f	77.99 -4.9

Union Bancaire Privée, UBP SA
Tél. 00800 827 38 637
www.ubpbank.com
ubpfunds@ubp.ch

Fonds en obligations				
UBAM-Corporate Euro Bond AC	EUR	1/1	f	172.53 1.8
UBAM-Corporate US Dollar Bond AC	USD	1/1	f	172.15 -0.2
UBAM-Dynamic Euro Bond AC	EUR	1/1	f	253.50 0.8
UBAM-Dynamic US Dollar Bond AC	USD	1/1	f	210.22 1.2
UBAM-Emerging Mkt Bond AC	USD	1/1	f	153.98 -7.4
UBAM-Emerging Mkt Corp Bond AC	USD	4/1	f	119.69 -2.6
UBAM-Global High Yield Solution AC	USD	4/1	f	132.33 13.4
UBAM-Local Ccy Em Mkt Bond AC	USD	1/1	f	123.09 -7.9
UBAM-Yield Curve Euro Bond AC	EUR	1/1	f	871.23 2.0
UBAM-Yield Curve US Dollar Bond AC	USD	1/1	f	2407.75 -3.1
Fonds en actions				
UBAM (CH) Swiss Excellence Equity A	CHF	1/1	e	134.38 22.7
UBAM-30 Global Leaders Equity AHC	USD	1/1	f	101.75 15.2
UBAM-Dr. Ehrhardt German Equity AC	EUR	1/1	f	1451.43 18.4
UBAM-Equity Bric+ APC	USD	1/1	f	78.38 -3.4
UBAM-Europe Equity AC	EUR	1/1	f	340.52 21.0
UBAM-GCM MIDCAP US Eq Growth AC	USD	1/1	f	330.87 22.0
UBAM-IFDC Japan Opport. Equity APC	JPY	1/1	f	9539.00 27.3
UBAM-Neuberger Berm. US Eq Val AC	USD	1/1	f	931.84 25.5
UBAM-SNAM Japan Equity Value AC	JPY	1/1	f	1039.00 44.3
UBAM-Swiss Equity AC	CHF	1/1	f	225.59 25.2
UBAM-Turkish Equity AC	USD	4/4	f	106.09 -16.9
Autres fonds				
UBAM (CH) GOLD + (CHF) A	CHF	1/1	e	89.01 -19.5
UBAM (CH) GOLD + (EUR) A	EUR	1/1	e	91.01 -19.4
UBAM (CH) GOLD + (USD) A	USD	1/1	e	92.93 -18.9
UBAM Convertibles Europe AC	EUR	1/1	e	1639.90 12.7

Valiant Bank
Tél. 031 320 91 11
Fax 031 320 91 12
www.valiant.ch

Fonds d'allocation d'actifs				
Adagio (Lux) - Festverzinslich - B	CHF	2/1	e	132.58 0.4
Allegro (Lux) - Wachstum - B	CHF	2/1	e	115.16 13.0
Vivace (Lux) - Ausgewogen - B	CHF	2/1	e	122.07 7.8

Vontobel Fonds Services AG
Tél. 058 283 53 50
www.vontobel.com

Fonds en instruments du marché monétaire				
Euro Money B	EUR	2/1	e	132.17 0.4
Swiss Money B	CHF	2/1	e	115.32 0.5
Target Return (EUR) B	EUR	2/1	e	98.80 1.0
US Dollar Money B	USD	2/1	e	127.81 0.5
Fonds en obligations				
Absolute Return Bond (CHF) B	CHF	2/1	e	106.27 0.3
Absolute Return Bond (EUR) B	EUR	2/1	e	153.59 0.4
Bond Maturity 5/2015 A-Klasse CHF	CHF	4/1	e	104.32 1.8
Bond Maturity 5/2015 A-Klasse EUR	EUR	4/1	e	104.75 2.0
Eastern European Bond B	EUR	2/1	e	135.34 -7.4
Emerging Markets Bond B	CHF	2/1	e	95.82 -9.2
Emerging Markets Bond B	EUR	2/1	e	93.83 -11.1
Emerging Markets Bond B	USD	2/1	e	101.09 -9.4
Emerging Markets Debt B	USD	2/1	e	93.10 -
EUR Corporate Bond Mid Yield B	EUR	2/1	e	149.27 3.7
Euro Bond B	EUR	2/1	e	342.44 1.9
High Yield Bond B	EUR	2/1	e	117.95 6.1
Swiss Franc Bond B	CHF	2/1	e	231.37 0.0
US Dollar Bond B	USD	2/1	e	281.91 -2.5
Fonds en actions				
China Stars Equity B	USD	2/1		133.39 -0.2
Clean Technology B	EUR	2/1	e	192.67 19.8
Emerging Markets Equity B	USD	2/1	e	661.41 -6.7
Eur. Mid & Small Cap Equity B	EUR	2/1	e	154.22 24.2
European Value Equity B	EUR	2/1	e	222.60 8.1
Far East Equity B	USD	2/1		374.91 -4.1
Future Resources B	EUR	2/1	e	189.27 5.4
Global Value Equity (ex US) B	USD	2/1	e	226.92 3.7
Global Value Equity B	USD	2/1	e	185.28 11.0
Japanese Equity B	JPY	2/1		5756.00 40.6
New Power B	EUR	2/1	e	112.00 22.6
Sustain.Asia(Ex-Japan)Equity B	USD	2/1		208.89 4.7
Sustain.Emerging Mkts Leaders B	USD	2/1	e	93.68 -3.0
Sustain.Global Leaders B	USD	2/1	e	115.05 15.4
Sustainable Swiss Equity A	CHF	4/1	e	167.45 25.5
Swiss Mid and Small Cap Equity B	CHF	2/1	e	131.31 28.6
US Value Equity B	USD	2/1	e	758.77 22.8
Vontobel Swiss Dividend A	CHF	4/1	e	460.74 20.7
Vontobel Swiss Small Companies A	CHF	4/1	e	646.45 25.7
Fonds d'allocation d'actifs				
Robusta B	EUR	2/1	e	100.50 -
Robusta Dynamic B	EUR	2/1	e	100.72 -
Autres fonds				
Belvista Commodity B	USD	2/1	e	82.44 -12.4
Belvista Dynamic Commodity B	USD	2/1	e	87.41 -11.9
Diversified Alpha UCITS B	EUR	2/1	a	85.95 -6.1
Global Convertible Bond B	EUR	2/1	e	131.84 12.5
Pure Dividend Strategy B	USD	2/1	e	99.18 -
Pure Momentum Strategy B	USD	2/1	e	98.45 -

Vontobel Fonds Services AG - Helvetia
Tél. 0848 80 10 20
Fax 0848 80 10 21
www.vontobel.com

Fonds d'allocation d'actifs				
Helvetia - Dynamic Pf A	CHF	4/1	e	103.67 11.3
Helvetia - Dynamic Pf I	CHF	4/1	e	104.86 11.3
Helvetia - Mix 30 Pf A	CHF	4/1	e	101.01 -0.2
Helvetia - Mix 30 Pf I	CHF	4/1	e	101.32 -0.1
Helvetia - Mix 50 Pf A	CHF	4/1	e	144.14 4.1
Helvetia - Mix 50 Pf I	CHF	4/1	e	149.00 4.1
Autres fonds				
Helvetia - Income Pf A	CHF	4/1	e	134.06 -3.0
Helvetia - Income Pf I	CHF	4/1	e	142.18 -2.9

Watamar Asset Management AG
Tel. +41 43 244 8835
www.watamar-am.com

Fonds d'allocation d'actifs				
Global Balanced (EUR) R acc	EUR	4/4	e	104.80 0.2
Global Balanced (USD) R acc	USD	4/4	e	108.02 0.5

WMPartners
Vermögensverwaltungs AG
Tél. +41 44 219 66 00
www.wmpartners.ch

Fonds en actions				
WMP EM Established Leaders Fd B	CHF	1/1	e	118.03 -2.4
WMP Global Equity Fund - B	CHF	1/1	e	108.87 24.8

Zurich Invest AG
Tél. 044 628 49 99
Fax 044 629 18 66
www.zurich.ch

Fonds en instruments du marché monétaire				
Target Inv. Fd Geldmarkt CHF - B	CHF	1/1	e	9.70 -0.3
Fonds en obligations				
Target Inv. Fd Obligationen CHF - B	CHF	2/1	e	10.05 -1.0
Fonds en actions				
Target Inv. Fd Sustainable CHF - B	CHF	2/1	e	9.03 15.0
Target Invest. Fd 100 CHF - B	CHF	2/1	el	16.46 -
Fonds d'allocation d'actifs				
Target Invest. Fd 25 CHF - B	CHF	2/1	el	11.52 -
Target Invest. Fd 35 CHF - B	CHF	2/1	e	11.91 6.9
Target Invest. Fd 45 CHF - B	CHF	2/1	el	12.50 -

Zürcher Kantonalbank
Tél. 0800 840 844
www.zkb.ch/fonds

Fonds en actions				
ZKB Fd Aktien LC Nachhaltigkeit A	CHF	5/5	e	742.58 22.8
ZKB Fonds Aktien Gold A	CHF	5/5	e	287.61 -45.6
ZKB Fonds Aktien Infrastruktur	CHF	5/5	e	894.48 6.9
ZKB Fonds Aktien Konsum. Trends	CHF	5/5	e	1271.26 30.1
ZKB Fonds Aktien Ressourcen	CHF	5/5	e	989.98 -1.3

Bourses

Actions suisses

Plus de cours sur www.letemps.ch

Titre	Cours clôture	Cours préc.	Vol.	Extrêmes 12 mois Haut	Bas	Var. % Déb. 13
ABB LTD N	**22.78**	22.94	3800004	23.49	16.64	21.4
ACINO N	114.7	114.8	13314	119.5	67	4.3
ACTELION N	**74.35**	74.8	335409	76.1	42.85	70.8
ADDEX PHARMA N	3.73	3.6	19518	10.95	2.71	-61.1
ADECCO N	**69.9**	69.85	368329	71.15	43.9	45.5
ADVAL TECH N	165.9	163.7	2	175	122.6	4.0
ADVANCED DIGITAL N	14.45	14.7	6892	18	11.4	12.4
AEVIS Holding	34	34	440	36.5	26.4	21.4
AFG ARBONIA N	31.2	31.25	36131	33.65	18.75	35.0
AIRESIS N	1.64	1.61	31300	1.8	1.5	-1.7
ALLREAL N	123.6	125	19987	142.8	123	-12.4
ALPHA PET N	0.19	0.2	207857	0.39	0.11	11.7
ALPIQ HOLD.	120	120	5808	144.8	104.5	-8.3
APG SGA N	244.5	245	628	245.5	175	22.2
ARYZTA N	66.9	67.2	121699	68.5	45.5	42.7
ASCOM N	13.15	13.2	103011	13.8	8.05	48.4
BACHEM N -B-	49.8	49.2	1247	52	33.1	36.8
BALOISE N	107.3	107.8	112949	108.9	74.6	36.6
BARRY CALLEBAUT N	1012	1012	6462	1050	841.5	15.0
BASELLAND KB BP	975	977	275	1145	940	-12.1
BASILEA PHARMA N	100.8	101	61423	103.8	41.25	126.0
BASLER KB BP	74.9	76.2	3205	104.3	68.85	-24.5
BB BIOTECH N	136.4	136	19194	138.5	84	54.1
BELIMO N	2330	2326	84	2447	1582	32.1
BELL SA N	2274	2259	1	2344	1918	13.4
BELLEVUE GROUP N	13.1	13.1	4252	14.75	8.8	42.3
BERNER KB N	224.4	221.6	2752	264.75	214.3	-11.6
BK COOP P	47.5	47.7	1326	54.75	38	-12.3
BK LINTH N	438	437.5	30	447.5	414	2.5
BK SARASIN N	26	26	4952	36	24.5	-2.4
BNS N	1041	1079	12	1200	1000	1.2
BOBST GROUP N	32.6	32.6	1498	33.85	25	24.9
BONDPARTNERS P	924.75m	912.5	—	1020	910	-7.5
BQUE ROTHSCHILD P	16550	16500	3	21380	15030	-9.5
BQUE CANT. GE P	230.5	233.1	546	259.75	204	11.3
BQUE CANT. JU P	66.5	66.6	15	68.55	59.5	6.0
BQUE CANT. VD N	484.25	485.75	11966	559.5	445	-0.1
BUCHER N	243.5	247	7098	252.75	167.6	35.2
BURCKHARDT N	371.5	373.5	3884	399.25	281.75	23.8
CALIDA N	28.3	28.4	1120	29.95	22.3	11.1
CHARLES VOEGELE P	10.95	11.3	43611	19.6	7	-33.6
CICOR TECH N	34.8	35.5	440	36.3	25.55	20.0
CIE FIN TRADITION P	48.5	48	1450	58	44	-3.1
CLARIANT N	15.76	15.9	1150228	16.55	9.755	27.6
COMET N	349	350	92	350	205	62.3
CONZZETA P	2065	2082	284	2120	1600	24.0
CPH CHEMIE&PAPIER	1225	1239	22	1349	1184	-5.7
CS GROUP N	**26.24**	26.62	6011348	30.54	20.17	17.8
CYTOS BIOTECH N	3.49	3.55	34510	4.51	2.56	23.3
DAETWYLER P	120	121.9	12550	123	80.1	38.9
DUFRY N	150	150.3	101095	152	111.1	25.4
EFG INTL N	12.5	13.05	173849	13.95	7.69	40.4
EMMI N	265.5	265	2612	297	207.1	15.4
EMS-CHEMIE N	324	328	12502	332	207.2	50.4
ENERGIEDIENST N	34	33.5	5607	42.25	31	-13.9
EVOLVA N	1	1	2144721	1.12	0.31	177.7
FEINTOOL N	70	69	1249	77	51.75	-74.3
FISCHER N	629	636	12805	643.5	305.75	70.9
FLUGHAFEN ZUERICH N	515	520	3201	524.5	386.75	21.8
FORBO N	724.5	723.5	3000	728	561	23.8
GALENICA N	832.5	833	19770	841.5	479.25	56.9
GAM N	16.65	16.85	452992	17.95	10.9	34.8
GATEGROUP N	24.5	24.3	73249	26.15	16.55	2.0
GEBERIT N	**269.3**	270.1	43708	272.8	186	33.7
GIVAUDAN N	**1297**	1311	15046	1369	905.5	34.6
GOTTEX FUND MAN	2.27	2.23	20193	3.15	1.35	-18.0
GRAUBUEND KB BP	1207	1203	105	1210	1123	4.6
GROUPE MINOTERIES	325m	320	—	480	300	-29.3
HELVETIA N	422	423.75	7556	430	320	21.7
HOLCIM N	**66.55**	67.4	1049152	79.1	60.7	-0.5
HUBER+SUHNER N	49.45	49.55	5426	52.15	39.15	13.6
HYPOBK LENZBURG N	3999	3999	12	4300	3921	-5.6
IMPLENIA N	63.05	65.7	39390	66.75	36.05	58.0
INFRANOR P	16.1	16	458	22	15	-15.2
INTERSHOP P	330	330	2705	339	310	1.6
JULIUS BAER N	**41.75**	42.22	479764	45.14	30.87	29.1
KABA N	402.5	405	7959	412.25	338.25	3.8
KUDELSKI P	13.65	13.9	195165	14.45	8.34	43.2
KUEHNE & NAGEL N	112	112	73674	123.2	98.5	1.8
KUONI N	400	400.5	8374	403.5	241.2	45.9
LECLANCHE N	4.05	4.12	3652	8.19	3	7.1
LEM HOLDING N	666	675	316	688	467.75	31.8
LEONTEC N	91	93	2730	95.85	42.35	101.7
LIECHT LANDESBK P	36	36.5	6792	42.15	25.5	23.9
LINDT & SPRU N	45975	46195	140	46385	33500	33.2
LINDT & SPRU BP	3849	3840	1972	3898	2906	29.1
LOEB BP	193m	192	—	200	154	6.0
LOGITECH N	9.61	9.69	831501	9.73	5.73	38.6
LONZA N	86.05	87.4	254197	89.8	41.59	74.3
LUZERNER KB N	356.75	361.25	1184	383.5	332	6.4
MCH GROUP N	60.65	60.85	1360	66	49	11.2
METALL ZUG N	2160	2192	177	2300	1868	11.2
MEYER BURGER N	10.75	11.3	949140	11.75	4.66	59.0
MICRONAS N	7.48	7.49	8771	8.9	6.46	-9.7
MIKRON N	5.6	5.6	3094	6.28	4.99	11.3
MOBILEZONE P	9.62	9.7	18928	10.1	8.94	-0.4
MOBIMO N	188.5	189.7	8721	224.7	185.1	-13.8
NATIONAL VERS N	49.5	50	44649	51.25	37.6	22.2
NESTLE N	**66.35**	66.2	4472486	70	58.3	11.3
NOBEL BIOCARE N	14.05	14.5	306281	15.55	7.09	81.0
NORINVEST N	1.525m	1.59	—	2.3	1	-21.7
NOVARTIS N	**71.75**	71.7	3476797	73.75	55.2	24.8
OC OERLIKON N	13.25	13.45	697824	13.7	8.59	28.0
ORASCOM DEV N	15.05	15.4	134965	17.5	7.3	18.9
ORELL FUSSLI N	91.6	91.4	362	100.5	83.55	-0.9
PANALPINA N	139.9	140.4	15183	144.8	82	50.6
PARGESA P	70.05	70.6	50128	72.4	60.25	11.8
PARTNERS GROUP N	230.4	232.7	31807	273.5	185	9.0
PERFECT N	0.13	0.13	1020	0.2	0.12	8.3
PERROT DUVAL P	1410.5m	1490	—	1500	1263	-2.7
PHOENIX P	552.5	552	261	590	431	28.1
PRECIOUS WOODS N	3	3.05	40164	6.66	1.76	3.4
PSP SWISS PROP N	77	78.2	105588	91.25	75.85	-11.0
PUBLIGROUPE N	87.5	87.2	694	153	85	-39.1
REPOWER BP	107.2	105.2	156	200	103.5	-39.6
RICHEMONT P	**89.1**	91.2	2810100	96.15	63.75	24.7
RIETER N	186.9	189.9	4278	196.4	141.5	17.2
ROCHE BJ	**252**	252.4	770292	258.6	174.2	36.9
ROCHE P	251	251.5	24703	258.5	177	34.2
ROMANDE ENERGIE N	1168	1174	11	1200	994	9.6
SANTHERA PHARMA N	3.65	3.7	4779	6	1.09	-6.4
SCHINDLER N	127.8	129.7	35183	142	119.5	-1.5
SCHINDLER BP	128.1	128.9	235095	146.9	121	-2.9
SCHMOLZ+BICKENB N	1.2	1.27	10393683	1.34	0.58	-58.0
SCHWEITER P	608	608.5	837	620	440.5	15.8
SGS N	**2051**	2060	17130	2450	1967	1.2
SIKA FIN P	2906	2944	3954	2962	1901	37.7
SONOVA N	117	118.4	118190	119.3	91.25	15.3
ST GALLER KB N	355	355.75	1150	414	322.5	-5.5
STRAUMANN N	163.3	163	23408	182.6	97.9	45.8
SULZER N	142.4	142.9	66323	171	129.6	-1.1
SWATCH GROUP P	**561**	565	126939	602	410.2	21.6
SWATCH GROUP N	97.2	98.65	68519	104.4	71	23.4
SWISS FIN&PROP N	78.05	78.05	223	80	72.13	-3.6
SWISS LIFE N	186.8	189	263392	191.5	113	53.8
SWISS PRIME SITE N	68.5	69.7	226088	78.85	66.65	-10.2
SWISS RE N	**81.6**	83.15	1178671	84.75	64.75	23.8
SWISSCOM N	**470.4**	468.7	100422	475.5	370.5	19.4
SWISSMETAL P	0.72	0.72	1904	2.1	0.23	-42.4
SWISSQUOTE N	37.15	36.7	54303	39.05	25.6	29.4
SYNGENTA N	**357.7**	360.5	233464	416	344.7	-2.4
TAMEDIA N	106.6	105.8	1042	116	96.7	3.7
TECAN N	95.8	98	10188	103.4	66.2	25.2
TEMENOS N	23.65	24.1	223666	25.85	14.65	47.8
TORNOS N	4.65	4.66	4553	7.05	3.9	-19.2
TRANSOCEAN N	**50.7**	50.55	1376843	54.7	40.09	25.6
U-BLOX N	83.3	81.95	22540	84.15	37.25	112.7
UBS N	**16.8**	16.89	9480325	19.6	13.9	17.7
VALARTIS P	18.175m	17.85	—	22.5	17.25	-9.1
VALIANT N	82.6	84.15	13493	102.3	76.9	-4.9
VALORA N	218.6	216.7	3846	224.9	166.7	18.0
VAUDOISE ASS N	379.25	379.5	114	393	282.75	28.5
VETROPACK P	1832	1812	115	1990	1612	8.6
VILLARS N	550m	540	—	551	450.84	12.2
VON ROLL P	1.54	1.57	35100	2.2	1.3	-24.1
VONTOBEL N	33.5	34.6	212623	37	24.15	18.7
VPB VADUZ P	88	86.7	4265	89.45	60	35.3
VZ HOLDING N	162.5	162.9	1024	167.5	105.1	41.3
WALLISER KB P	770	765	47	900	734	-11.8
WALTER MEIER N	58.6	58.5	2086	61	40.2	-75.2
YPSOMED N	66.7	68.9	25558	69	51	18.7
ZUEBLIN IMMO P	2.07	2.06	43171	3.09	1.77	-23.0
ZUGER KB P	4710	4723	68	5075	4644	-1.9
ZURICH FS N	**252.2**	251.3	444091	270.9	220	3.6
ZWAHLEN & MAYR P	474m	450	—	547.5	450	-10.5

Indices boursiers

	Clôture	Précédent	Extrêmes 12 mois Haut	Bas
SUISSE				
SMI	8234.72	8261.31	8411.30	6970.80
SPI	7834.37	7864.91	7899.63	6421.52
SLI	1254.61	1261.60	1270.42	1062.51
SMIM	1539.78	1553.33	1564.86	1260.46
GRANDE-BRETAGNE				
FTSE 100	663000	6726.79	6875.62	5897.81
FRANCE				
CAC 40	4239.94	4263.78	4356.28	3575.17
ALLEMAGNE				
DAX 30	9054.83	9076.48	9193.98	7418.36
ESPAGNE				
IBEX 35	9675.20	9707.60	10063.90	7490.60
ITALIE				
FTSE MIB	18733.02	19005.02	19501.18	14901.46
RUSSIE				
RTS	1412.61	1406.92	1638.08	1227.01
ÉTATS-UNIS				
DOW JONES	15765.18	15750.67	15797.70	12471.50
S&P 500	1774.05	1767.69	1775.22	1343.35
NASDAQ	3947.13	3919.92	3966.71	2810.80
**TO

Carnet de deuil

IN MEMORIAM

GUSTAF HORTLING

23.2.1919 - 14.11.1973

Convois funèbres

Lausanne

13 h 30: **Mme Tadiana Quai;** Lausanne; église Sacré-Coeur, Ouchy.
14 h 30: **Mme Alice Weber-Schwar;** Lausanne; église évangélique de Villard, Fleurette 35.
15 h: **M. Edgard Stehlin-Fähndrich;** Lausanne; centre funéraire de Montoie, chapelle B.
16 h: **Mme Lorraine Mérinat-Prahin;** Lausanne; centre funéraire de Montoie, chapelle A.

Vaud

Bussigny - 14 h: **Mme Carmela Fischetti-Della Vecchia;** église catholique.
Gingins - 14 h 30: **M. Hubert F. Sontheim;** temple.
La Tour-de-Peilz - 14 h 15: **Mme Leni Wildmann;** temple.
Le Mont-sur-Lausanne - 14 h: **M. André Schneider;** temple.
Morrens VD - 14 h: **Mme Eliane Chamot-Bron;** église.
Sassel - 13 h 30: **M. Eric Cosandey;** chapelle.
Vevey - 14 h: **Mme Fernande Gonin;** chapelle du centre funéraire.
Vevey - 15 h 30: **M. Patrick Dutruy;** chapelle du centre funéraire.
Yens - 14 h: **Mme Simone Stucki-Bourgeois;** église.
Yverdon-les-Bains - 14 h: **Mme Raymondce Perusset-Correvon;** centre funéraire.
Yverdon-les-Bains - 15 h: **M. Samuel Mingard;** centre funéraire.

Fribourg

Fribourg - 10 h: **Mme Cécile Félix;** chapelle Notre-Dame du Christ-Roi.
Le Crêt - 14 h: **M. Charly Grandjean;** église.

Neuchâtel

La Chaux-de-Fonds - 14 h: **M. René Bugnon;** centre funéraire.
Serrières - 14 h: **Mme Angela Saporito;** église Saint-Marc.

Valais

Aproz - 17 h: **Mme Amélie Bourban;** église.
Martigny-Bourg - 10 h: **M. Etienne Moret;** église Saint-Michel.
Riddes - 17 h: **Mme Florence Lambiel;** église.

Genève

Chancy - 14 h 30: **Mme Gertrude Günter;** temple.
Chêne-Bourg - 14 h 30: **Mme Lina Schmukli-Degen;** église Saint-François de Sale.
Genève - 10 h: **Mlle Elisabeth Maria Jiameng Ferschin;** centre funéraire de Saint-Georges.
Genève - 10 h 45: **Mme Johanna Riem;** centre funéraire de Saint-Georges.
Genève - 14 h: **M. Paulo Gomes Da Costa;** église Sainte-Clotilde.
Genève - 14 h: **M. Henri Huguet;** centre funéraire de Saint-Georges.
Genève - 15 h: **Mme Marie Michaud;** centre funéraire de Saint-Georges.
Genève - 16 h: **Mme Conception Gonzalez;** centre funéraire de Saint-Georges.

Pharmacies de garde

Genève

Genève - Pharmacie Amavita
✆ 058 851 36 03. Gare Cornavin, 7h-23h.
Pharmacie Prairie
✆ 022 733 54 11. Rue de la Servette 55, jusqu'à 23h.
Pharmacieplus Ecole-de-Médecine
✆ 022 781 19 19.
Rue Ecole-de-Médecine 3, jusqu'à 23h.
Cointrin - Pharmacie Sun Store Aéroport Gare CFF
✆ 022 798 58 55. MM Gare CFF.
7/7 sans taxe, ni taxe d'urgence. 8h-21h.

Lausanne

Lausanne - Pharmacie 24 SA
50 m de l'avenue d'Ouchy
✆ 021 613 12 24. Av. Montchoisi 3.
Sans taxe d'urgence. 8h-24h.
Pharmacie Metro Flon
✆ 021 318 73 10. Pl. de l'Europe 5, 7h-21h.
Pharmacie Sun Store Lausanne Gare
✆ 021 324 20 20.
Bâtiment CFF, quai 1, place de la Gare 9.
7/7 sans taxe, ni taxe d'urgence. 7h-23h.

Vaud

Avenches - Pharmacie Sun Store
✆ 026 675 57 77. Centre commercial Milavy.
0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture.
Bex - Pharmacie de la Fontaine
✆ 024 463 33 15. Rue du Cropt 9.
0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture.
Leysin - Pharmacie Benu Leysin
L. Jandel ✆ 024 494 45 00. Av. Rollier.
Urgences (sur ordonnance).
8h30-12h, 14h-18h30.
Morges - Cercle de La Côte (région Morges-Rolle-Bière)
0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture - urgences uniquement.
Penthalaz - Pharmacieplus de la Venoge
✆ 021 861 15 86. Pl. Centrale 7.
0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture.
Prilly - Pharmacie Sun Store Prilly Malley
✆ 021 661 11 71.
M centre Malley Lumières, ch. du Viaduc.
7/7 sans taxe, ni taxe d'urgence. 8h-22h.
Vevey - Pharmacie de l'Hôtel-de-Ville
✆ 021 921 27 51. Rue du Simplon 14.
0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture.
Villars-sur-Ollon - Pharmacieplus Fleury
✆ 024 495 11 22. Rue Centrale.
Urgences (sur ordonnance).
Yverdon-les-Bains - Pharmacieplus de la Gare
✆ 024 426 63 65. Av. de la Gare 10.
0848 133 133 en dehors des heures d'ouverture.

Fribourg

Fribourg - Pharmacie Thiémard
✆ 026 321 50 00. Bd de Pérolles 6.
En dehors des heures d'ouverture: 026 350 11 44.
17h-18h.

Valais

Martigny
✆ 0900 558 143. En dehors des heures d'ouverture.
Monthey - Pharmacie Capitole
✆ 024 471 38 31. Av. de la Gare 13.
En dehors des heures d'ouverture: 0900 144 033.
Sierre - Pharmacie Sun Store Rossfeld
✆ 027 455 10 74. Rte des Lacustres 2.
En dehors des heures d'ouverture 0900 558 143.
jusqu'à 19h.
Sion - Pharmacie Fasmeyer
✆ 027 322 16 59. Rue de Lausanne 21.

Neuchâtel

Neuchâtel - Pharmacie de la Gare
En dehors des heures d'ouverture
et pour les urgences: 144. 7h30-20h30.
Pharmacies de l'Entre-deux-Lacs
✆ 0844 843 842.
En dehors des heures d'ouverture.

Jura

Delémont - Pharmacie
✆ 032 423 22 32. Service de garde.
Porrentruy - Pharmacie Sun Store
✆ 032 466 11 73. Rue du 23 Juin 2, jusqu'à 19h.

Urgences

Air Glaciers ✆ 141 5.
Centre d'information toxicologique ✆ 145.
Conseils + aide pour enfants Pro Juventute ✆ 147.
La Main Tendue ✆ 143.
Police ✆ 117.
Pompiers ✆ 118.
Sauvetage du lac ✆ 117.
Sauvetage par hélicoptère ✆ 141 4.
Secours routiers ✆ 140.
Urgences Santé ✆ 144.

Permanences

Genève

Genève - A domicile, Médecins Urgences
Visites 7j/7 de 7hà 23h.
✆ 022 321 21 21. Lu-di 7h-23h.
Adent cliniques dentaires
Urgences et consultations - ✆ 0800 101 800.
Arcade sages-femmes
Association de sages-femmes à domicile
Permanence téléphonique
✆ 022 329 05 55. Bd Carl-Vogt 85.
Lu-ve 8h-20h, sa-di 9h-12h, 17h-20h.
Ardentis clinique dentaire
✆ 058 234 01 10. Rue Thomas-Masaryk 1.
Lu-ve 8h-18h, sa-di 9h-12h.
Association des chiropraticiens
✆ 022 781 82 00. Lu-ve 8h-16h, sa-di 8h-12h.
Association des cliniques dentaires
Urgences
Lu-ve 8h-19h, sa 8h-17h, di 9h-12h
Rive droite - clinique dentaire de la Servette
✆ 022 733 98 00. Avenue Wendt 60
Rive gauche - clinique dentaire de Malombré
✆ 022 346 64 44. Chemin de Malombré 5
C1 Centre médico-dentaire
✆ 022 338 02 00. Rue de Lyon 87.
Lu-ve 7h-21h, sa 8h-16h, di 9h-12h.
Centre d'oncologie des Eaux-Vives
✆ 022 319 77 77. Rue Maunoir 26. Lu-ve 8h-18h.
Centre médical de Sécheron
Urgences médico-chirurgicales
✆ 022 731 77 87. Av. Blanc 46. Lu-ve 8h30-19h.
Centre médical du Léman
✆ 022 716 06 60. Rue A.-Vincent 17. Lu-ve 8h-18h.
Centre médico-chirurgical des Acacias
Urgences ambulatoires adultes et enfants
Consultations et urgences: 24h/24 - 7j/7
avec ou sans rendez-vous
✆ 022 342 54 55. Rue des Epinettes 19, Acacias.
Lu-ve 8h-20h, sa 8h-14h.
Centre médico-chirurgical des Eaux-Vives
✆ 022 718 03 80. Rue du Nant 4-6.
Lu-ve 8h-18h, sa 9h-13h.
Centre médico-dentaire Balexert
Centre commercial (accès caisses cinéma)
✆ 022 979 22 22. Av. Louis-Casaï 27.
Lu-ve 7h-21h, sa 8h-16h, di 10h-12h.
Clinique dentaire de Genève
✆ 022 735 73 55.
Terrassière 58, France 29, Gabelle 6 (Carouge).
Lu-ve 7h30-19h30, sa 8h30-13h30.
Clinique Générale-Beaulieu
Garde pédiatrique
✆ 022 839 54 15. Ch. Beau-Soleil 20.
Lu-ve 18h-22h, sa-di 8h-22h.
Garde d'urgence d'ophtalmologie
Lu-ve 8h30-17h, sauf vac. fériées
✆ 022 839 54 20.
Genève médecins
Consultations à domicile (24h/24, 7j/7)
✆ 022 754 54 54.
Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG)
Service des urgences
✆ 022 372 81 20.
Rue Gabrielle-Perret-Gentil 2
Service d'accueil et d'urgences pédiatriques (SAUP)
✆ 022 382 45 55.
Avenue de la Roseraie 45
Urgences psychiatriques
✆ 022 372 38 62.
Rue Gabrielle-Perret-Gentil 2
Urgences obstétricales
✆ 022 382 42 36.
Boulevard de la Cluse 32
Urgences gynécologiques
✆ 022 382 68 16.
Boulevard de la Cluse 32
Urgences ophtalmologiques
✆ 022 382 84 00.
Rue Alcide-Jentzer 22
Institut médico-chirurgical de Champel
✆ 022 346 33 63. Ch. Malombré 5. Lu-ve 7h30-19h.
Permanence des vétérinaires genevois
Fr. 2.-/min. ✆ 0900 838 343.
Permanence du Rond-Point de Plainpalais
✆ 022 329 56 56. Rue de Carouge 17-19. Lu-di 8h-22h.
Permanence médico-chirurgicale de Chantepoulet
24h/24 - 7j/7 sans rendez-vous
✆ 022 731 21 20. Rue de Chantepoulet 1-3.
Permanence Vermont Grand-Pré
24h/24 sans rendez-vous
✆ 022 734 51 50. Rue de Vermont 9a.
Service d'urgence dentaire Lu-di 8h-18h
Rive droite ✆ 022 791 04 30.
Rue François-Lehman 8
Rive gauche: ✆ 022 320 31 22.
Rue Georges-Leschot 2
Société cantonale d'ostéopathie de Genève
Service de garde. ✆ 022 782 72 48. Lu-di 8h-18h.
SOS infirmières
24h/24, 7j/7. ✆ 022 420 24 64.
SOS médecins
Urgences médicales et consultations à domicile
24h/24, 7j/7. ✆ 022 748 49 50.
Unité d'urgence psy
24h/24, 7j/7. ✆ 0800 20 24 04.
Urgences la Colline
8h-23h, 7j/7
✆ 022 7 022 144. Av. de Beau-Séjour 6.
Carouge - Clinique de Carouge
7j/7, 24h/24
✆ 022 309 46 46. Av. Cardinal-Mermillod 5.
Chêne-Bougeries - Clinique des Grangettes
Chemin des Grangettes 7.
Urgence adultes
✆ 022 305 07 77. Lu-ve 7h-23h, sa-di 8h-23h
Urgences pédiatrie
✆ 022 305 05 55. Lu-di 10h-22h
Meyrin - Hôpital de la Tour
✆ 022 719 61 11. Av. J.-D.-Maillard 3.
Service des urgences ✆ 022 719 61 11.
Service de consultations de pédiatrie ✆ 022 719 61 00.
Onex - Clinique de l'œil
✆ 022 879 12 34. Bois de la Chapelle 15.
Lu-ve 7h30-20h, sa 9h-17h.
Permanence médicale d'Onex
7j/7 et 24h/24
✆ 022 709 00 00. Rte de Chancy 98.
Petit-Lancy - Garde Médicale Lancy (Enfants + Adultes)
Garde Adultes: 022 879 57 00
Garde Enfants: 022 879 57 01
Lu-ve: 19h-22h (tél. dès 18h)
Samedi adultes: 9h-12h (tél. dès 8h)
Samedi enfants: 9h-15h (tél. dès 9h)
Dimanche et fériés: enfants 9h-15h (tél. dès 9h)
Avenue du Petit-Lancy 29.
Plan-les-Ouates - Centre de soins dentaires
✆ 022 706 22 22. Rte de Saint-Julien 176 bis.
Lu-ve 7h-19h, sa-di 8h-11h.
Versoix - Versoix - Clinique médico-dentaire Pure Clinic Group
Partie médicale: lu-ve 7h30-21h, sa/di 8-16h.
Partie dentaire: lu-ve 7h30-21h, sa 8-14h, di 8-11h.
✆ 0800 80 07 50. Grand-Montfleury 54.

Lausanne

A Bel-Air
Permanence dentaire
✆ 021 320 32 81. Lu-ve 8h-19h, sa 9h-14h, di 9h-12h.
Adent clinique dentaire Lausanne-Blécherette
✆ 021 644 20 00. Rte du Châtelard 54 B.
Lu-ve 7h-21h, sa 8h-16h, di 15h-18h.
Ardentis clinique dentaire
Consultations lu-ve 7h30-19h
✆ 058 234 00 20. Voie du Chariot 6.
Lu-ve 8h-18h, sa-di 9h-14h.
Centrale des médecins et médecins-dentistes
Ordonnances urgentes 24h/24 et 7j/7
✆ 0848 133 133.
Centre de médecine dentaire et d'implantologie
Urgences dentaires
✆ 021 312 21 53. Av. Mon-Repos 14. Lu-ve 7h45-18h45.
Centre médical de Vidy
A deux pas du rond-point de La Maladière
Urgences médicochirurgicales, physiothérapie,
chirurgie de la main, gynécologie, chiropratique.
✆ 021 622 87 77. Rte de Chavannes 11.
Lu-ve 7h-23h, sa-di 9h-23h.
Centre médical du Valentin
✆ 021 321 23 33. Rue du Valentin 32.
Lu-ve 7h-23h, sa-di 9h-21h.
Centre médical Vidy Source
Urgences médicochirurgicales, gynécologie.
Avec ou sans assurance privée.
✆ 021 641 25 25. Av. Vinet 30.
Lu-ve 7h-21h, sa-di 9h-21h.
CHUV - ✆ 021 314 11 11. Rue du Bugnon 46.
CHUV - HEL - PMU: URGENCES 24h/24
Urgences vitales adultes et enfants
✆ 144.
Urgences médicales adultes et enfants
✆ 0848 133 133.
Urgences adultes: CHUV/PMU
✆ 0848 133 133.
Bugnon 44
Urgences enfants: CHUV/HEL
✆ 0848 133 133.
Montétan 16
Urgences psychiatriques: CHUV/PMU
✆ 021 314 19 30.
Bugnon 44
Urgences gynécologiques: CHUV/Maternité
✆ 021 314 34 10.
Ave Pierre-Decker
Urgences accouchements: CHUV/Maternité
✆ 021 314 35 05.
Ave Pierre-Decker
Clinique dentaire de Chauderon
✆ 0058 234 00 80. Pl. Chauderon 16. Lu-ve 8h-18h.
Consultation d'orthopédie et de la main de la clinique Bois-Cerf
Ouvert 5 jours sur 7 sur rendez-vous
✆ 021 619 69 99. Av. d'Ouchy 31.
Hôpital de l'enfance de Lausanne
✆ 021 314 84 84. Ch. de Montétan 16.
Hôpital ophtalmique Jules Gonin
Fondation Asile des aveugles
✆ 021 626 81 11. Av. de France 15.
Policlinique: ✆ 021 626 84 67.
Permanence de Longeraie
Urgences chirurgicales SOS main. 24h/24
✆ 021 321 03 00. Av. de la Gare 9.
Permanence dentaire de Bel-Air
Urgences et tous - Soins 7/7 - 365/365
✆ 021 320 32 81. Pl. Bel-Air 1 (Tour Métropole).
Permanence PMU-FLON
Bâtiment Les Mercier au FLON
Urgences médicales ambulatoires.
✆ 021 314 90 90. Voie du Chariot 4.
Lu-sa 7h-21h, di 10h-21h.
Policlinique Médicale Universitaire (PMU)
Rue du Bugnon 44.
Médecine interne / Médecine générale
✆ 021 314 60 60.
Centre de vaccination et de médecine des voyages
✆ 021 314 49 39.
Stomatologie et médecine dentaire
✆ 021 314 47 47.

Vaud

Aigle - Clinique dentaire du Chablais
✆ 024 471 71 71. Lu-ve 8h-18h, sa 8h-17h, di 16h-17h.
Hôpital du Chablais/Aigle
Urgences mère-enfant, 24h/24
✆ 024 468 86 88. Ch. du Grand-Chêne.
Cossonay-Ville - Cossonay - Ardentis clinique dentaire
✆ 058 234 00 60. Rue des Laurelles 3. Lu-ve 8h-17h.
Ecublens - Adent clinique dentaire
✆ 021 694 20 00. Ch. du Croset 7.
Lu-ve 7h-21h, sa 8h-16h, di 9h-12h.
Gland - Clinident
Clinique dentaire
✆ 022 995 02 02. Rue Mauverney 19.
Lu-ve 7h-20h, sa 9h-14h, di 9h-12h.
Le Mont-sur-Lausanne - Ardentis clinique dentaire
✆ 058 234 01 00. En Budron D1. Lu-ve 8h-17h.
Le Sentier - EHnv Hôpital La Vallée
Urgences 24h/24, médecin de garde: 0848 133 133
✆ 021 845 18 18.
Montagny-près-Yverdon - Clinique médico-dentaire
✆ 024 447 40 00. En Chamard.
Lu-ve 7h-21h, sa 8h-16h, di 15h-18h.
Montreux - Centre médico-dentaire Riviera
✆ 021 961 30 30. Grand-Rue 52.
Lu-je 7h-21h, ve 7h-18h, sa-di 9h-13h.
Hôpital Riviera/Montreux
Site de Montreux
Urgences chirurgie
✆ 021 966 66 66. Av. de Belmont 25.
Service dentaire d'urgence
✆ 021 966 83 00. Sa-di 18h-19h.
Morges - Hôpital de Morges
✆ 021 804 22 11. Ch. du Crêt 2.
Morges - Ardentis clinique dentaire
✆ 058 234 00 40. Rue Saint-Louis 2B.
Lu-ve 8h-17h, sa-di 9h-12h.
Nyon - Clinident
Clinique dentaire
✆ 022 990 02 02. Rue de la Morâche 4B.
Lu-ve 7h-20h, sa 9h-14h, di 9h-12h.
Hôpital de zone
✆ 022 994 61 61.
Urgences dentaires
✆ 021 213 77 77.
Orbe - EHnv Hôpital Orbe CTR
Médecin de garde: 0848 133 133
✆ 024 442 61 11. Lu-ve 8h-19h, sa-di 9h-16h.
Payerne - CMCB Centre Médico-Chirurgical de la Broye SA
CUB Centre Urgences Broye
Urgences médico-chirurgicales + soins ambulatoires
✆ 026 662 00 44. Rue Guillermaux 8.
Lu-ve 8h-12h, 13h30-18h, sa 9h-12h.
Hôpital intercantonal de la Broye
Médecin de garde: 026 660 63 60.
Médecin, région de Moudon: 021 905 55 14
✆ 026 662 80 11.
Pompaples - EHnv Hôpital Saint-Loup
Urgences 24h/24, médecin de garde: 0848 133 133
✆ 021 866 51 11.
Renens - Centre médical du Censuy Permedico
Urgences médicochirurgicales, physiothérapie
✆ 021 635 88 45. Av. du Censuy 14.
Sainte-Croix - CSSC -hôpital
Policlinique
Urgences 24h/24
✆ 024 455 11 11.
Vevey - Hôpital Riviera/Vevey
Site du Samaritain
Urgences médecine et pédiatrie
✆ 021 923 40 00. Bd Paderewski 3.
Serv. méd. urgence Vevey-La Tour-de-Peilz
✆ 0848 133 133.
Service dentaire d'urgence
✆ 021 923 52 31. Sa-di 18h-19h.
Vevey - Ardentis clinique dentaire
✆ 058 234 00 10. Rue du Collège 3.
Lu-ve 8h-18h, sa-di 9h-12h.
Yverdon-les-Bains - Adent Clinique dentaire En Chamard
✆ 024 447 40 00.
Lu-ve 7h-21h, sa 8h-18h, di 15h-18h.
EHnv Hôpital Yverdon
Urgences 24h/24, médecin de garde: 0848 133 133
✆ 024 424 44 44.
Yverdon - Ardentis clinique dentaire
✆ 058 234 00 30. Rue d'Orbe 31.
Lu-ve 8h-18h, sa-di 9h-12h.

Les avis mortuaires tardifs peuvent être remis au journal
LE TEMPS - Place de Cornavin 3, CH-1211 Genève 2
la veille de parution à 19 heures dernier délai
ou par fax au 022 888 59 91 – Mail: carnets@letemps.ch

IMPRESSUM

Editeur
Le Temps SA
Place de Cornavin 3,
CH - 1201 Genève

Conseil d'Administration
Présidence: Stéphane Garelli
Secrétariat: Natacha Stroot

Direction
Direction générale:
Valérie Boagno
Rédaction en chef:
Pierre Veya
Secrétariat général:
Ignace Jeannerat
Finances:
Philippe Raboud
Infrastructures & logistique:
Philippe Léchaud
Développement stratégique:
Virginie Fortun
Secrétariat:
Natacha Stroot

Rédaction en chef
Pierre Veya
Michel Danthe
Ignace Jeannerat
Frédéric Koller
Marie-Claude Martin
Secrétariat: Natacha Stroot

Responsable production
Nicolas Gressot

Chefs d'édition
Elise Kerchenbaum,
Olivier Perrin,
Jean-Michel Zufferey

Chefs de rubrique
Culture & Société:
Alexandre Demidoff, responsable du Samedi Culturel
Caroline Stevan, responsable des pages quotidiennes
Economie: Frédéric Lelièvre, adjoint: Anouch Seydtaghia
Iconographie:
Sabine Baumgartner
International:
Angélique Mounier-Kuhn
Opinions & Débats:
François Modoux
Sciences & environnement:
Olivier Dessibourg
Suisse: Sylvain Besson, adjointe: Valérie De Graffenried

Responsable Hors-séries
Isabelle Cerboneschi

Responsables contenus numériques et suppléments
letemps.ch: Michel Danthe, adjointe: Catherine Frammery
sortir.ch: Alexandre Demidoff, adjointe: Khadidja Sahli
Carrières: Sandrine Hochstrasser

Vous trouverez la liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch «Contacts»

Rédaction de Genève
Place de Cornavin 3,
CH-1201 Genève
Courrier: case postale 2570
CH-1211 Genève 2
Tél. +41-22-888 58 58
Fax +41-22-888 58 59

Rédaction de Lausanne
Place de la Gare 9A
Bâtiment des Voyageurs Ouest,
CH-1003 Lausanne
Courrier: case postale 1485,
CH-1001 Lausanne
Tél. +41-21-310 19 50
Fax +41-21-310 19 59

Rédaction de Berne
Bundesgasse 8
CH-3003 Berne
Tél. +41-31-326 75 75
Fax +41-31-326 75 76

Rédaction de Fribourg
Place de la Gare 5
Case postale 1528
CH-1701 Fribourg
Tél. +41-26 322 42 02

Rédaction de Neuchâtel
Place de la Gare 1
Case postale 614,
CH-2002 Neuchâtel
Tél. +41-32 724 98 16
Fax +41-32 724 98 24

Rédaction de Zurich
Dufourstrasse 49,
CH-8008 Zurich
Courrier: case postale,
CH-8021 Zurich
Tél. +41-44-213 17 77
Fax +41-44-213 17 89

Relation clients
Le Temps, case postale 2570,
CH-1211 Genève 2
Tél. +41-22-888 58 11
Fax +41-22-888 58 12

Responsable:
Céline Martins
E-mail: abos@letemps.ch
No d'appel gratuit:
00800 0 155 91 92
Tarifs: découvrez nos offres sur:
www.letemps/abonnements

Publicité Le Temps Media
case postale 2564
CH-1211 Genève 2
Tél. +41-22-888 59 00
Fax +41-22-888 59 01
Directrice:
Marianna di Rocco

Impression
Centre d'Impression
Lausanne SA

Tirage certifié REMP/FRP
(juillet 2012 - juin 2013)
Tirage diffusé: 39 716 exemplaires
dont vendu: 36 391 exemplaires

Audience REMP MACH Basic 2013-2: 115 000 lecteurs

La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités.
Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur (tél. +4122 888 58 53; e-mail: natacha.stroot@letemps.ch) sont notamment interdites toute réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.

ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139

ISAS BCP 9001 certified · Media and Society Foundation Geneva

Certifié ISAS BCP 9001: 2010/2011

MIXTE FSC FSC® C008460

Journal imprimé sur papier certifié FSC®

LE TEMPS
MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

PREMIUM
42.-/MOIS*

* PRIX EN CHF, TTC

L'abonnement premium du Temps comprend le quotidien, ses suppléments et hors-séries imprimés, l'accès illimité aux sites letemps.ch et app.letemps.ch ainsi qu'aux applications iPhone, iPad et Android.

Pour découvrir toutes les offres du Temps et souscrire à celle de votre choix, rendez-vous sur www.letemps.ch/abos ou composez notre numéro d'appel gratuit 00 8000 155 91 92.

LE TEMPS
MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

Culture & Société

Les Marionnettes brocardent l'économie

> Scènes A Genève, Olivier Chiacchiari épingle le monde des affaires

> Les poupées, des têtes à bout de bras, fascinent par leur expressivité

Marie-Pierre Genecand

CEDRIC VINCENSINI

Lady et News autour de la conseillère du maire. Dans le rôle des présentatrices TV, Barbara Tobola et Maud Faucherre sidèrent par leur virtuosité. ARCHIVES

Les têtes tombent dans l'impitoyable univers des affaires? Au Théâtre des Marionnettes de Genève (TMG), les têtes se dressent au contraire pour raconter le bal des liquidations et autres faillites infernales. Dans *Les Lois du marché*, pétillant opéra-bouffe écrit par Olivier Chiacchiari et mis en musique par Hélène Zambelli, les marionnettes de Pierre Monnerat se réduisent en effet à de simples têtes en bois portées à bout de bras, et le procédé est fascinant d'expressivité. On réalise alors à quel point l'être humain communique essentiellement avec son visage et ses mains…

Si on le réalise aussi bien, c'est que Guy Jutard, infatigable directeur du TMG depuis 2002, a formé une galerie de comédiens locaux à l'art de la marionnette. Didier Carrier, David Gobet, Maud Faucherre et Barbara Tobola appartiennent à cette équipe d'habitués qui, ici comme dans d'autres spectacles, jouent, chantent et manipulent avec une incroyable dextérité. Ils sont rejoints dans ce spectacle par les brillants Clara Brancorsini et Christian Scheidt. Et rien que pour les jérémiades, tête à l'envers, du fiston pourri-gâté du récit, le spectacle mérite qu'on s'y précipite sans tarder.

> Par cette manière métaphorique d'aborder la réalité, la fable a des accents brechtiens

Quelle énergie dans le castelet tournant de cette Happystadt! Quelle vitalité à dire les tribulations de cette cité «franco-saxonne» devenue morose depuis la fermeture de son usine à jouets! Cachés sous un costume intégral, les six comédiens enchaînent les tableaux comme des sprinters au long cours et, sous les traits de politiciens, hommes d'affaires, journalistes ou simples ouvriers, racontent avec précision les diverses péripéties de cette population qui rit quand l'économie fleurit et pleure quand la prospérité prend congé.

Les acteurs sont sans doute stimulés par l'écriture sagace du Genevois Olivier Chiacchiari, habile satiriste qui mord volontiers dans l'actualité. A son actif, pour les marionnettes, *La Cour des petits* en 2006 qui réglait son compte à un certain dicastère local de la culture… Ou *Le Vilain Petit Mouton* qui, en 2011, sur fond de campagne nauséabonde, interrogeait le racisme ordinaire et ses diverses récupérations.

Ici, l'auteur s'en prend aux restructurations plutôt déstructurées et aux initiatives de relance économique qu'il assimile à des coups de folie. Les jouets en bois ne se vendent plus? Überking, le jeune financier allumé, imagine la fabrication de jouets en or massif pour public de luxe. Happystadt retrouve le sourire jusqu'au moment où l'on découvre que ces jouets, fabriqués à bas prix, ne sont pas sans danger pour la progéniture aisée…

Par son regard en biais et cette manière métaphorique d'aborder la réalité, la fable a des accents brechtiens. Un aspect encore renforcé par les partitions chantées, même si les compositions d'Hélène Zambelli regardent plus du côté du jazz, de la variété et de l'opérette que du côté de Kurt Weill ou Hanns Eisler. Mais l'idée demeure que la musique, jouée en direct par trois interprètes, réveille les consciences – haut les cœurs! – plus qu'elle n'adoucit les mœurs.

Les Lois du marché, jusqu'au 24 nov., www.marionnettes.ch

«Le Colonel» iranien primé

> Littérature Remise du Prix Jan Michalski

Quand Mahmoud Dowlatabadi s'exprime, dans l'auditoire de la Fondation Jan Michalski, à Montricher, ce mardi, on entend le chant épique d'un conteur. Une voix basse, éraillée, nocturne: elle raconte à elle seule cette nuit que le colonel, narrateur du livre du même nom, passe à se frotter à ses souvenirs, fondus dans les drames de l'Iran du XXe siècle. Le colonel a perdu ses enfants dans la violence, la police frappe à sa porte, il macère dans la haine de lui-même.

Un parcours chaotique

Mahmoud Dowlatabadi, né en 1940, est un auteur reconnu en Iran, où il enseigne la littérature. Une vingtaine de ses titres se trouvent aisément dans les librairies de Téhéran. Mais *Le Colonel*, écrit il y a vingt-huit ans, a eu un parcours chaotique. Il n'a pas trouvé d'éditeur dans son pays – censure, pas censure, on n'en saura rien; a été édité en Allemagne il y a cinq ans, en persan et en allemand, puis en anglais. Il est paru l'an dernier en français chez Buchet-Chastel. Il est lauréat du Prix Jan Michalski, décerné annuellement depuis 2010.

Pour Georges Nivat, éminent spécialiste de littérature russe et membre fondateur du prix avec Vera Michalski, «on met ici en lumière un écrivain de grand gabarit, inconnu en Occident, reconnu chez lui, qui symbolise le courage d'écrire mais n'est ni dissident ni exilé». Il explique au *Temps* l'ADN du Prix Jan Michalski: très libre, il prime un ouvrage littéraire, de fiction ou non, pas forcément traduit en français, pas forcément récent non plus. Doté de 50 000 francs, il ne répond finalement qu'à un seul critère: la «qualité» du texte. Lire en traduction, aberrant pour un prix littéraire? «On juge sur des reflets», admet Georges Nivat, dont on peut difficilement douter du flair. Pas de style privilégié ni d'accent historique ou politique obligatoire, mais assurément «une attention portée à ce qui révèle les fissures de nos connaissances», détaille-t-il.

Le jury est constitué d'un petit comité cosmopolite et polyglotte à qui il revient de proposer un ou deux ouvrages. C'est Ilija Trojanow, écrivain et éditeur bulgaro-allemand, qui a révélé et défendu *Le Colonel*, «haletant Nocturne par le plus grand auteur iranien actuel», jusqu'à sa consécration dans le palais littéraire de Montricher.

Florence Gaillard

Radio-TV

Surréalisme au féminin

RTS/KOBALT

Un documentaire suisse explore l'univers de **Meret Oppenheim,** une des icônes du surréalisme. Son œuvre protéiforme puise dans des pulsions profondes, des rêves et des associations d'idées farfelues pour exprimer l'inquiétante étrangeté, chère aux surréalistes.
23h45, RTS Un

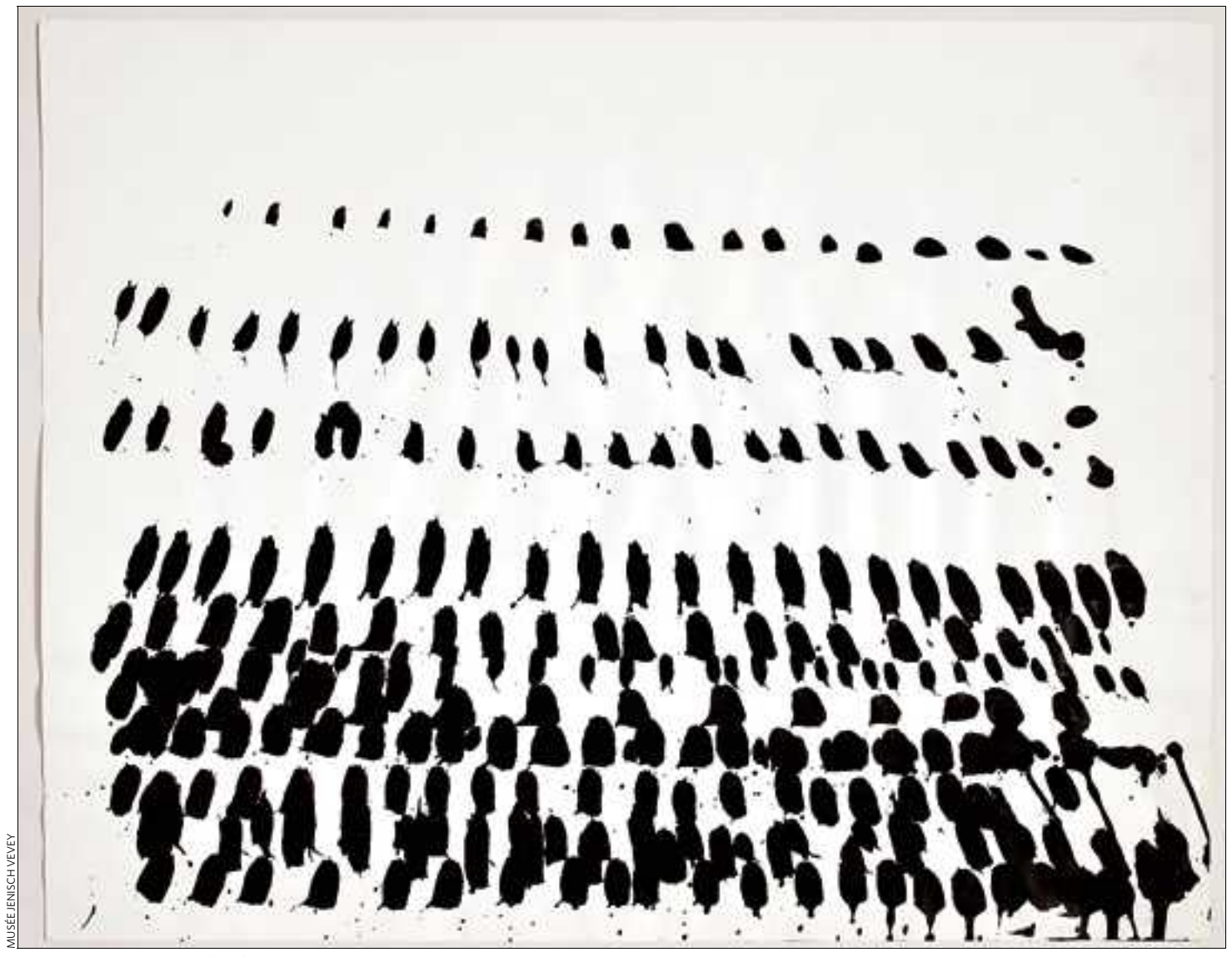
Du gaz moutarde au sarin
La guerre chimique est au cœur de cet épisode de «La Marche des sciences» qui revient sur l'utilisation des gaz pendant la Grande Guerre et retrace l'évolution de ces moyens de destruction massive «déloyaux».
14h, France Culture

PUBLICITÉ

Pierrette Bloch, un monde en noir et blanc

> Exposition
Le Musée Jenisch présente la première rétrospective suisse de l'artiste

> Une œuvre qui ne tarit pas après six décennies de création



MUSÉE JENISCH VEVEY

Sans titre, 1973, encre de Chine sur papier. La matière révèle les secrets de l'inconscient. L'artiste affirme ne penser à rien lorsqu'elle travaille. ARCHIVES

Laurence Chauvy

La première rétrospective de Pierrette Bloch dans un musée s'intitule «L'intervalle», soit l'espace qui sépare, et met en relation, les taches d'encre sur le support de papier (ou les nœuds sur le fil tendu), mais aussi une manière de se tenir à l'écart, qui caractérise l'attitude de cette artiste née en 1928 d'une mère originaire de La Chaux-de-Fonds. Domiciliée à Paris, hormis le temps de la Seconde Guerre mondiale, où la famille s'était réfugiée en Suisse, Pierrette Bloch a côtoyé de près différentes tendances artistiques, telles que Support/Surface ou B.M.P.T., sans s'affilier à aucun groupe. L'hommage rendu aujourd'hui à cette grande dame de l'abstraction – qui récuse le rôle que pourrait jouer sa féminité dans la production de son œuvre – était nécessaire. Car la singularité de sa démarche, qui lui a valu, à une certaine époque, un oubli relatif ou du moins une certaine non-reconnaissance, apparaît comme le gage d'une belle inventivité.

Les trois ans de préparation qui ont conduit à cette manifestation ont permis au Musée Jenisch, en la personne de sa directrice, Julie Enckell Julliard, de nouer avec l'artiste octogénaire une relation qui semble aller au-delà d'une simple relation de confiance. L'émotion transparaît, lorsque la commissaire d'exposition évoque l'impatience de Pierrette Bloch au cours de cette attente, au terme de laquelle apparaît enfin au grand jour et dans son ampleur une œuvre tout entière dévolue au dessin. Cette production couvre plus de six décennies, et elle est toujours en devenir: la dernière salle accueille des pièces récentes, et notamment une paroi dévolue aux «lignes de papier», frises de diverses longueurs. Les bandes sont couvertes de marques qui, l'artiste insiste là-dessus, ne forment pas une écriture, ni des notes musicales, même si les taches, les bâtonnets et les pointillés suggèrent le processus patient de l'écriture, l'acquisition du métier pictural.

Tout commence auprès des croquis de danseurs (ou mimes), réalisés à la fin des années 1940. A partir de ces pochades que la dessinatrice gardait sous le coude, et qu'elle a accepté de révéler en même temps que réapparaissaient des valises emplies de travaux anciens, l'exposition se dévide sans heurts, mais non sans nœuds: après les dessins réduits à un geste, une envolée, une tension, viennent les collages, où la déchirure suffit à créer la ligne, où les taches à vif se soudent à nouveau, se superposent et se recomposent, et enfin les créations en corde ou en crin, dont la maille et le nœud, et leur ombre portée, forment le motif. Une œuvre en possession de Pierre Soulages et de son épouse, amis de Pierrette Bloch, fait le lien entre les encres et les collages. La matière se met à parler, le papier arbore ses surfaces plus ou moins mates et l'encre aligne ses pâtés, expose les nuances qui habitent ses taches.

> Par éclipse surgit, aux yeux du spectateur, l'image de pommes sur un arbre ou de galets alignés sur la plage…

L'économie de moyens caractérise l'ensemble des dessins, où le noir associé au blanc règne seul (à l'exception, dans l'exposition, d'un collage où éclate le rouge), où le geste monotone conduit à la surprise, où les références se refusent. Par éclipse surgit, aux yeux du spectateur, l'image de pommes sur un arbre, d'arbres qui reculeraient jusqu'à l'horizon, de galets alignés sur la plage, de flocons de neige et de murmures. Mais voilà, le silence se reforme aussitôt, blanc de la conscience qui rappelle les dires de l'artiste affirmant ne penser à rien lorsqu'elle travaille. Le rapport de Pierrette Bloch à la littérature, et aux artistes contemporains, est intense, mais pas au point d'orienter directement son geste et sa pratique. Dans son atelier parisien, de modestes dimensions, elle s'arrange pour dérouler ses bandes de papier, dévider ses bobines de nœuds, dont s'échappent des fils de crin. Occupant la plénitude d'une paroi, une pièce de 13 m de long ponctuée de nœuds et d'embrouillaminis, intrigants et fascinants, ne joue à apprivoiser la ligne que pour mieux lui laisser la bride sur le cou.

Pierrette Bloch. L'intervalle. Musée Jenisch (avenue de la Gare 2, Vevey, tél. 021 925 35 20). Ma-di 10-18h (je 20h). Jusqu'au 28 février.

Jean-Luc Godard distingué

> Mécénat La Fondation Leenaards remet bourses et prix

Elisabeth Chardon

Mercredi, à l'Opéra de Lausanne, la Fondation Leenaards remettait ses Prix culturels, dotés chacun de 30 000 francs, à trois personnalités aux engagements fort différents. Jean-Luc Godard est récompensé pour son «œuvre magistral et multiforme, qui n'en finit pas de déchaîner vagues et nouvelles vagues dans le 7e art». En guise d'autoportrait, le cinéaste a souhaité montrer un clip réalisé pour France Gall en 1966, véritable manifeste sur l'art.

Les autres prix vont au sinologue Jean François Billeter, pour l'art de transmettre «à rigueur de texte, son exceptionnelle connaissance de la Chine et de ses philosophes», et à l'organiste Lionel Rogg, «ami exigeant et généreux du Cantor de Leipzig». Sa carrière est liée à l'œuvre de Bach, qu'il a jouée et transmise.

Jeunes artistes encouragés

Huit jeunes artistes sont encouragés par des bourses de 50 000 francs chacune. Là aussi, la diversité est au programme. Marie Fourquet se consacrera à l'écriture d'une pièce de théâtre tout en questionnant aussi l'évolution de l'écriture scénique; la plasticienne Elise Larvego continuera ses recherches sur les territoires et les individus avec un projet sur la surveillance des bornes-frontière franco-espagnoles; Elena Schwartz achèvera sa formation de cheffe d'orchestre auprès d'Arturo Tamayo au Conservatoire de la Suisse italienne; Alex Baladi réalisera des bandes dessinées aux formats originaux, par cartes postales, en pop-up, ainsi qu'une série sur l'histoire de la Palestine et un western; André Gass travaillera les grands rôles de l'opéra italien pour ténor léger auprès de l'Américain Rockwell Blake; Christophe Guberan poursuivra au MIT ses recherches sur *Hydro-Fold,* un projet pour faire passer le papier de la 2D à la 3D en l'humidifiant; Max Lobe écrira un roman où il sera question d'une mère bantoue – un pays fictif –, venue en Suisse soigner un cancer; et Constantin Macherel continuera ses études de violoncelle et de composition à la Musik Akademie de Bâle.

PUBLICITÉ

Panorama

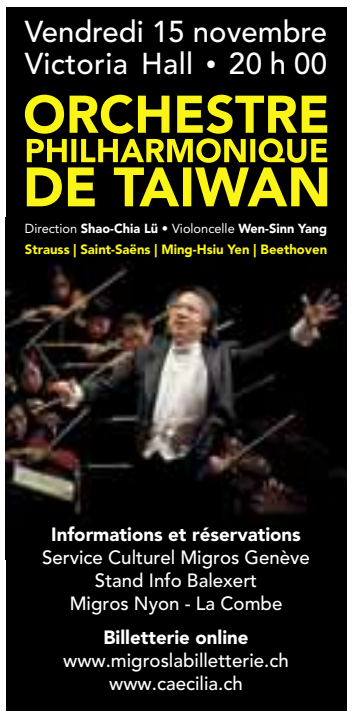
Manifestation

Le Belluard Festival 2014 dévoile son artiste phare
L'auteur, acteur et régisseur libanais Rabih Mroué sera l'artiste phare de la 31e édition du Belluard Bollwerk International, festival des arts à Fribourg, orchestré désormais par son nouveau directeur Cis Bierinckx. (LT)

Enchères

Francis Bacon: record battu
Un triptyque du peintre britannique Francis Bacon consacré à son ami Lucian Freud a été adjugé 142,4 millions de dollars mardi soir à New York. Détrônant *Le Cri* du Norvégien Edvard Munch, il devient l'œuvre d'art la plus chère jamais vendue aux enchères. (AFP)

PUBLICITÉ

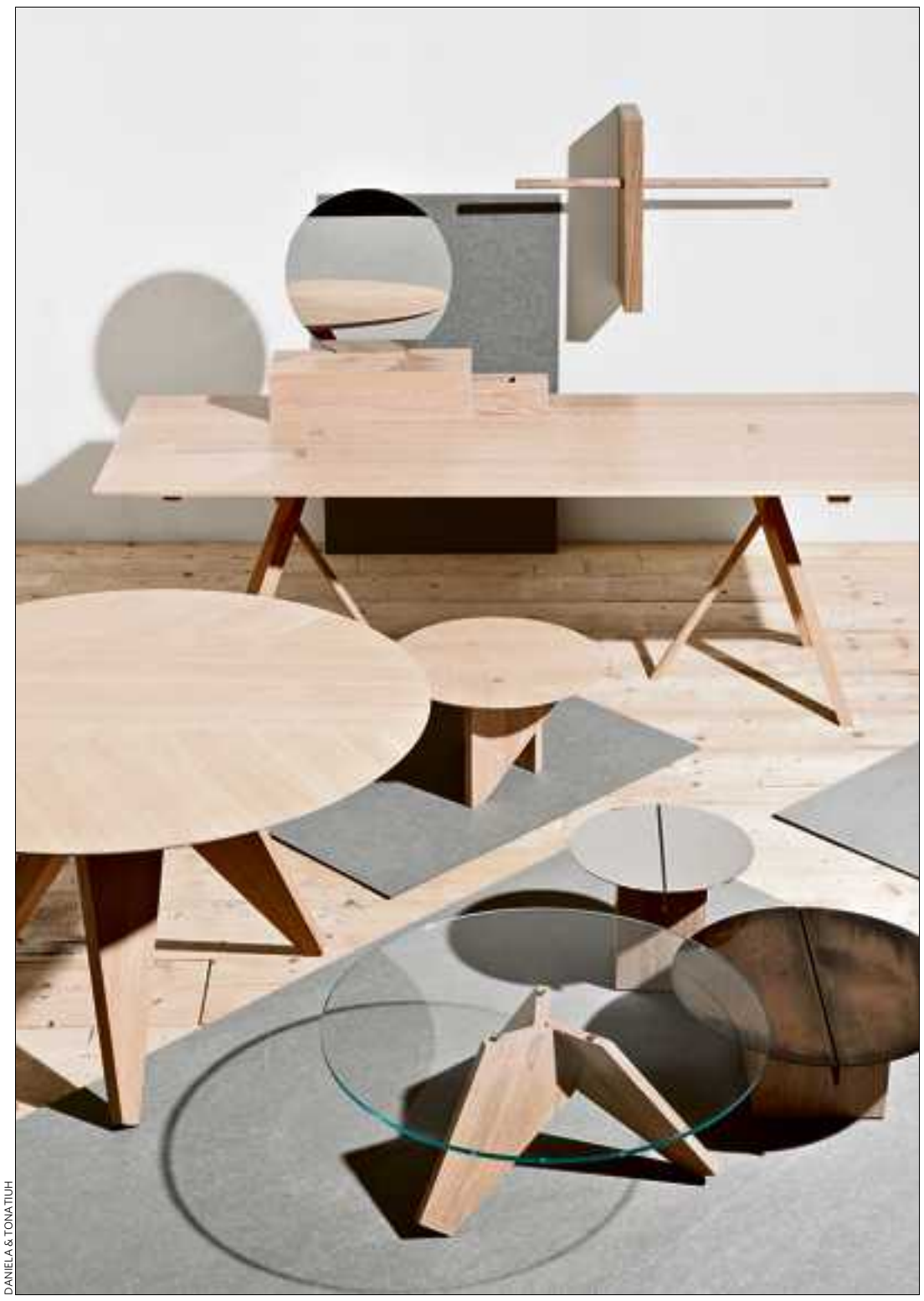


Marché de l'art

Edition by Moyard, l'artisan roi

> **Design** Le magasin spécialisé dans le meuble et l'architecture d'intérieur a lancé sa propre ligne de mobilier et accessoires

> Une initiative qui revalorise l'artisanat et rend obsolète la relation triangulaire entre designer, producteur et distributeur



DANIELA & TONATIUH

«Noch ein», la première famille de meubles Edition by Moyard. De haut en bas: le portemanteau au mur, la grande table à manger, la table ronde, une table d'appoint et trois tables basses. Morges, novembre 2013

Catherine Cochard

A la fin des années 1950, Paolo Boffi, président des cuisines du même nom, rencontre le designer Joe Colombo sur les pistes de ski du Stelvio. Ils deviennent amis puis décident, sur les bases de cette entente, de travailler ensemble. De cette collaboration naît une des icônes du design, la «Carrellone» ou «mini-kitchen», un trolley doté de plaques chauffantes, d'un réfrigérateur, de rangements ou encore d'un plan de travail.

En 2010, Mathieu Winkler, directeur de Moyard à Morges, se lie d'amitié avec les designers Olivier Rambert et Singal Mösch. De cette relation naît aussi un meuble, ou plutôt une collection, la première «famille» Edition by Moyard. «Pour valoriser les savoir-faire de ma société, j'ai décidé d'utiliser mes ateliers pour communiquer. Même si Moyard existe depuis près de 200 ans, peu de personnes connaissaient l'existence de ces espaces. J'ai donc décidé d'y organiser une exposition d'art et de design.»

«Le concept, c'est que tout est local: on fabrique en Suisse, avec des essences et des savoir-faire d'ici»

Une biennale qui tous les deux ans permet de découvrir les travaux de créateurs contemporains (le peintre Olivier Saudan, le plasticien Flynn Maria Bergmann ou encore les photographes Daniela Droz et Tonatiuh Ambrosetti) là où d'habitude travaillent les artisans. «En 2012, lors de la deuxième édition, Olivier Rambert, Singal Mösch et moi-même avons lancé «Noch ein Tisch», le premier meuble de la ligne Edition by Moyard.»

La réception de cette table en bois massif – toute simple, si belle – est telle que les trois créateurs décident d'agrandir la famille de sept autres objets. «Le concept clé de ces éditions, c'est que tout soit local: on fabrique en Suisse, avec des essences et des savoir-faire d'ici. L'artisan est au centre du produit, il a autant son mot à dire que le designer.»

Une façon intelligente de revaloriser les métiers d'art du mobilier après une période particulièrement difficile pour les indépendants de la branche, mis à mal par la crise et par les taux de change défavorables. «Nous ne sommes pas du tout dans un schéma industriel mais dans une production à l'unité, artisanale.» Autant que faire se peut, Mathieu Winkler utilise les professionnels et les matériaux à disposition dans ses ateliers. «Je suis producteur et revendeur, c'est là que je peux être compétitif, aucune marge supplémentaire n'étant prise par une tierce personne. C'est grâce à cette «économie» que je peux m'offrir le luxe de ne pas calculer les coûts de production. Et je ne fais pas de packaging. Je sors le meuble du dépôt, le mets dans le camion et le livre au client, sans emballage. Là aussi je réduis les coûts.»

Faisons tout de même le calcul. La grande table de 240 cm sur 90, dont le prix de vente est de 5650 francs dans sa version en chêne massif huilé, exige au bas mot 4 jours de travail d'un ébéniste rémunéré au tarif horaire de 90 francs. La matière première coûte à elle seule 1500 francs. Trente-deux heures fois 90 équivalent à 2880 francs, auxquels il faut ajouter les 1500 de matériaux. Total: 4380 francs. La marge n'est donc pas large, sans oublier que dix pour cent du prix de vente reviennent aux designers, soit presque 600 francs pour cette pièce.

A titre de comparaison, chez un éditeur comme Cassina, le designer est soit payé au forfait sans intéressement aux ventes, soit il touche des royalties sur chaque vente, celles-ci n'excédant en général pas 2% du prix.

Il demeure que, à tarif égal, il est plus facile de vendre une table produite à la chaîne mais labellisée d'un grand nom du design italien qu'une pièce réalisée entièrement à la main et à l'unité. Un défi pour Mathieu Winkler: «Il faut éduquer les clients, leur expliquer les techniques, parler des artisans… Mais ça les passionne! Ils se rendent compte ainsi du travail derrière chaque pièce et du bien-fondé du prix final.»

«L'important, dans ce type de collaborations, c'est leur dimension expérimentale, note Alexandra Midal, historienne et théoricienne du design, commissaire d'exposition indépendante et responsable des orientations Master Design et des enseignements théoriques de la HEAD à Genève. La maison d'édition ou de distribution qui se porte garante pour des projets de cette nature offre aux designers le temps nécessaire pour confronter leurs idées au réel et les libère des impératifs d'une production industrielle. C'est une très bonne nouvelle pour l'époque!» Un temps de recherche indispensable à la création, mais que peu d'indépendants peuvent se permettre. Pour la spécialiste, on renoue avec l'esprit et la tradition du design italien des années 1960, engagé et qui prend des risques.

On renoue avec l'esprit et la tradition du design italien des années 1960, engagé et qui prend des risques

Après les meubles, Edition by Moyard a lancé une ligne de sacs avec la marque lausannoise Prism, dont le créateur Fabien Baudin était lui aussi «d'abord un ami»… «Nous sommes partis de ses patrons et avons réalisé les pièces avec des textiles et cuirs faits pour des meubles et qu'on n'utilise jamais pour des accessoires de mode, développe Mathieu Winkler. A l'atelier, entre deux rideaux, mes courtepointières se sont mises à faire des sacs.»

Pour cette première série limitée, ce sont les imprimés classiques de l'ameublement (toile de Jouy, fruits ou géométrie) qui ont été choisis. Prix de vente du sac Edition by Moyard en collaboration avec Prism: 280 francs. «Pour la doublure, nous avions d'abord choisi un simple coton. Mais le résultat ne nous plaisait pas. J'ai trouvé des chutes de lin glacé dans le dépôt, un textile utilisé dans l'ameublement et qui vaut 200 francs le mètre. On les a récupérées pour faire ces doublures.»

Cette diversification, Mathieu Winkler la finance en empruntant au budget marketing de sa société. «Economiquement, je ne suis pas dans un rendement efficace, continue-t-il. Mais, hormis la satisfaction personnelle que me procure cette aventure, cela me sert à valoriser le nom de Moyard différemment.» En termes d'image, le cercle est vertueux puisque, en s'associant avec des marques dont la clientèle a entre 20 et 30 ans, le directeur fait connaître le nom de sa maison à de nouveaux prospects. Tout en soignant ses consommateurs traditionnels en quête de la noblesse de l'ouvrage artisanal.

D'autres éditions suivront, comme un livre d'auteur ou un multiple réalisé par des artistes bâlois. Quant aux ateliers de la rue de Lausanne, ils continuent leur mue pour devenir un Soho morgien, accueillant les studios de designers, photographes et graphistes. «Tous les premiers jeudis du mois, nous organisons un concert, soit une répétition entre musiciens qui n'ont pas l'habitude de jouer ensemble. Enfin, dès l'année prochaine, nous ouvrirons un espace d'expositions temporaires au rez-de-chaussée du bâtiment.»

Un nid d'expérimentations

> Quand l'artiste rencontre le designer: d'autres symbioses romandes fructueuses

Actives dans le design de meubles ou vestimentaire, plusieurs structures locales créent des séries limitées à haute valeur ajoutée. Comme Dadadum à Lausanne, éditeur de meubles qui – sous l'impulsion de son fondateur, Demian Conrad – s'active autour de projets ponctuels en collaboration avec des designers et artistes suisses.

Autre exemple avec le label lausannois AliasOne, qui propose des t-shirts dont les illustrations ont été dessinées par des artistes puis sérigraphiées à la main. «Je choisis toujours les collaborations dans mon cercle d'amis, explique Sébastien Strappazzon, le créateur de la marque. Pour la première édition de ce type, en 2010, nous avions travaillé avec le graphiste et tatoueur Maxime Büchi.» Puis avec les photographes Sophie Brasey et Maya Rochat, la designer Camille Scherrer ou encore le plasticien Thomas Koenig. Chaque collection compte entre 30 et 50 t-shirts, dont le prix de vente varie entre 39 et 59 francs.

Objet hybride

Enfin, hier, c'était la boutique de design Chic Cham, encore à Lausanne, qui accueillait un objet issu de la rencontre entre le tapissier-décorateur Vladimir Boson et l'artiste Delphine Coindet. Une série limitée à 150 exemplaires numérotés du Pecker, un personnage que la Française n'a de cesse de décliner dans son travail, en diverses matières. «Quand je l'ai rencontrée, je lui ai suggéré de le faire en mousse et en tissu, la sculpture devenant ainsi une pièce de mobilier», explique Vladimir Boson. Prix de vente pour cette sorte de pouf entièrement réalisé à la main: 2200 francs pour environ quinze heures de travail. «Chaque acquéreur peut choisir le tissu de son Pecker dans un catalogue, poursuit Vladimir Boson. Je deviens l'éditeur et le producteur, Delphine est la designer. Je souhaite étendre le concept à d'autres artistes et sculptures.» Pourquoi avoir choisi de vendre cet hybride dans un magasin de design? «J'aurais pu passer par mon galeriste, admet la plasticienne. Mais dans mon travail, je m'intéresse aux objets qui se situent à mi-chemin entre l'art et le design. Je voulais tester les limites de ce Pecker en mousse qui n'est pas tout à fait un meuble – du point de vue du design, il n'est pas assez ergonomique – mais qui peut se prêter au jeu.» **C. Cd**

Le billet de Nicolas Galley*

Art en ligne, chimère ou bon plan?

Depuis l'été dernier, Amazon propose des œuvres d'art à vendre sur Internet. La mise en place de ce service par un géant du commerce en ligne a eu un impact médiatique considérable. Nombreuses furent les personnes considérant cette nouvelle offre comme une petite révolution au sein d'un marché de l'art réticent envers les nouveaux outils de communication et de commercialisation offerts par la Toile. Cet enthousiasme émanait aussi d'une certaine hostilité à l'égard des maisons de vente aux enchères, des marchands d'art et des galeristes. Si les commissions pratiquées par ces intermédiaires peuvent paraître exorbitantes de l'extérieur, elles se comprennent mieux en observant les coûts prohibitifs engendrés par l'organisation d'expositions et la promotion de jeunes artistes.

Ce grand chambardement n'a pas encore eu lieu et il semble peu vraisemblable que le leader du e-commerce parvienne à évincer ces acteurs essentiels du monde de l'art. Ce secteur ne peut en effet exister sans un système efficace de validation des œuvres et des artistes. En ce qui concerne les maîtres anciens et modernes, le risque d'acquérir un faux ou une œuvre mal attribuée contraint de recourir à l'avis d'un marchand ou à des spécialistes. Dans le domaine de l'art contemporain, l'offre pléthorique requiert qu'une sélection se fasse afin que le néophyte ne soit pas littéralement englouti. Les stratèges d'Amazon Fine Art ont bien compris ce phénomène et se sont associés avec des galeristes et des marchands. Cependant, Amazon n'a pas trouvé de partenaires véritablement crédibles et de réputation internationale, ce qui s'avère problématique pour une plateforme visant un marché globalisé.

Il faut rappeler que la firme américaine n'en est pas à son premier essai. En novembre 1999, quelques mois avant que la bulle internet explose, le site *sothebys.amazon.com* était mis en ligne. Cette coentreprise ne dura que quelques mois. Sotheby's, qui tenta une autre expérience infructueuse en s'associant avec Ebay trois ans plus tard, semble très refroidi par ces échecs extrêmement coûteux. Christie's s'y est mis depuis peu et organise des ventes exclusivement sur leur plateforme internet. En marge de ses enchères new-yorkaises d'art d'après-guerre de cette semaine, certaines œuvres ne sont pas passées sous le marteau du commissaire, mais se misent en ce moment même par des clics de souris. La force de la marque anglaise permet de prévoir un avenir prometteur à ce type de ventes même si leurs débuts paraissent encore modestes. Des structures plus petites, telles qu'*expertissim.com*, ne s'y sont pas trompées. Le marché de l'art profite et profitera de ces nouveaux outils à condition que son système de validation y préserve son efficacité et y soit même amélioré.

* Directeur des études, Executive Master in Art Market Studies, Université de Zurich

Le Temps
Jeudi 14 novembre 2013

P. AVAVIAN

L'innovation version Giant

A Grenoble, un nouveau pôle technologique est en train de voir le jour. Baptisé Giant, il a pour ambition de devenir l'un des meilleurs campus d'innovation mondiaux, spécialisé en micro et nanotechnologies. Visite d'une ville en pleine mutation

Caroline Depecker GRENOBLE

A cause du foehn, il fait anormalement chaud à Grenoble en cette fin d'octobre. Sur l'avenue des Martyrs, en face du bâtiment blanc de Minatec, le pôle d'excellence spécialisé dans les nanotechnologies, les camions s'activent: ils charrient les matériaux nécessaires au prolongement d'une ligne de tramway dont le rôle sera de permettre aux gens de la Presqu'île de rejoindre facilement le centre-ville. Un panneau promotionnel annonce la couleur… verte: à cet endroit sortira de terre un écoquartier, lui-même jouxtant un campus d'innovation également en construction et présenté par ses fondateurs comme un «MIT à la française», en référence au célèbre Massachusetts Institute of Technology de Boston. Son nom: Giant. Initié en 2008, ce campus sera finalisé en 2015 et accueillera à terme 30 000 personnes.

«Une chose est sûre: là où l'innovation fonctionne, c'est quand elle concentre en un même endroit la recherche académique, le transfert technologique et les industries, dit William Stirling, du pôle Recherche technologique du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA). Une leçon que nous avons tirée en visitant une vingtaine de campus d'innovation mondiaux, comme ceux de Singapour, Karlsruhe ou Boston. De tels sites mettent en général une cinquantaine d'années à émerger. Compte tenu des infrastructures déjà en place à Grenoble, nous espérons que cela mettra moins de temps…»

Des acteurs clés, maillons essentiels de la chaîne d'innovation, la cité rhônalpine n'en manque pas. Sur le quartier de la Presqu'île – encore appelé le «Polygone scientifique» –, coincé entre les eaux du Drac et de l'Isère, de grandes infrastructures de recherche à la pointe des technologies sont quasi voisines.

Les chercheurs se déplacent d'ailleurs en vélo. Quittant l'anneau de l'European Synchrotron Radiation Facility (ESRF), un des analyseurs à rayons X le plus puissant du monde, il ne faut que quelques tours de roue pour rejoindre l'Institut Laue-Langevin (ILL), qui dispose du faisceau de neutrons le plus intense de la planète, et les locaux grenoblois de l'European Molecular Biology Laboratory (EMBL), spécialisé en biologie structurale. Quelques coups de pédales supplémentaires et nous voilà rendus aux bâtiments du CEA abrités dans le complexe de Minatec, où l'on fabrique des nanopuces dernier cri, ou à l'Institut Néel, laboratoire appartenant au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) qui mène des travaux en nanosciences.

Ces grands équipements et organisations de recherche ont signé en 2008 l'accord donnant naissance à Giant (pour Grenoble Innovation for Advanced New Technologies). A ces cinq membres fondateurs (ESRF, ILL, EMBL, CEA et CNRS) se sont jointes trois organisations académiques: l'Université Joseph-Fourier, l'école d'ingénieurs Grenoble INP et l'école GEM (Grenoble Ecole de Management), spécialisée dans le management de la technologie et de l'innovation. Sur place, les parties prenantes de Giant bénéficient d'industries fortes comme STMicroelectronics, Schneider Electric, Renault ou bioMérieux.

«Notre but: faire de Giant un des campus d'innovation à la hauteur de ceux dont nous nous sommes inspirés, dit William Stirling. Pour cela, nous misons avant tout sur les nanotechnologies et le développement d'innovations dans les secteurs des sciences de l'information, de la santé et de l'énergie. Dans chacun de ces domaines, nous nous appuyons sur un pôle d'excellence différent: Minatec pour les sciences de l'information, NanoBio pour le vivant et GreEn-ER pour l'énergie, qui sortira bientôt de terre. Notre objectif premier est bien sûr de stimuler la création d'emplois».

Grâce à un financement – pour l'instant public – de 1,2 milliard d'euros entre 2010 et 2015 et à un programme de rénovation urbaine ambitieux, les partenaires espèrent doubler le nombre de places de travail liées à la recherche et à l'industrie ainsi que le nombre d'étudiants (qui sont aujourd'hui respectivement de 6000, 5000 et 5000).

Pour atteindre ces objectifs, les initiateurs du projet misent sur des infrastructures ultramodernes, dont certaines sont impressionnantes à visiter. «D'ici peu, vous ne ferez plus attention à l'odeur désagréable dégagée par votre masque», nous assure Philippe Laporte, du Laboratoire d'électronique et de technologie de l'information (LETI). Rattaché au CEA, ce centre est spécialisé dans le développement et le transfert des micro et nanotechnologies innovantes. Recouverts de la tête aux pieds d'une combinaison blanche, et avec le sentiment de ressembler à des cosmonautes, nous franchissons le sas qui mène aux salles blanches. Dans cet environnement ultra-contrôlé, seules une dizaine de particules par mètre cube d'air sont tolérées afin de ne pas perturber la fabrication de puces électroniques comprenant plusieurs millions de composants au centimètre carré. «Les trois-quarts de notre budget proviennent de contrats passés avec les industriels pour la mise au point de leurs applications, ponctue le scientifique. Des partenariats qui nous permettent de déposer chaque année près de 250 brevets», auxquels viennent s'ajouter 200 autres déposés par le Liten, l'autre laboratoire du CEA. Ce dernier est spécialisé dans le développement de technologies dédiées aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

Avec 500 brevets déposés par an, Grenoble a été classée en juillet cinquième ville la plus innovante du monde par le magazine *Forbes*. Pour ce faire, le magazine a utilisé l'indice de «patent intensity», soit le nombre de brevets déposés par tranche de 10 000 habitants. Pour Grenoble, ce chiffre est de 6,23.

«Le dépôt de brevets internationaux est un indice bien maigre pour évaluer l'innovation», tempère Sacha Wunsch-Vincent, économiste à l'Organisation mondiale de la propriété industrielle à Genève, un organisme qui classe les pays selon leur capacité innovante à l'aide de plusieurs dizaines de critères. «Ce qui compte avant tout, c'est la mise sur le marché – ou non – de l'innovation brevetée. Pour autant, ce classement traduit des efforts réels de la France afin de valoriser sa recherche, un point considéré habituellement comme une faiblesse de ce pays.»

> «Notre but: faire de Giant un des campus d'innovation à la hauteur de ceux existant aux Etats-Unis, en Allemagne, à Singapour»

«En France, on trouve des écoles et des laboratoires qui forment des chercheurs de classe mondiale. Or, derrière, l'innovation n'a pas suivi», se désole lui aussi Xavier Comtesse, directeur romand du think tank Avenir Suisse. «Au cours des trente à quarante dernières années, ce pays a alloué des sommes folles pour sauver des industries vieillissantes, telle la métallurgie. Pourtant, tout le monde s'accordait à dire qu'il fallait développer les technologies et faire sortir l'innovation des labos.» Message entendu par la Suisse qui, dès les années 1990, a érigé ses premiers parcs scientifiques aux EPF de Lausanne et Zurich, calqués eux aussi sur le modèle du MIT.

Depuis 2008, une dizaine de campus d'innovation auraient été créés dans l'Hexagone, «mais vu la taille des partenaires impliqués dans celui de Grenoble et les spécialités développées, Giant fait office de «machine de guerre», estime Xavier Comtesse. Les nanotechnologies constituent en effet un des enjeux importants du renouveau industriel. Grenoble et ses grosses industries susceptibles de commercialiser rapidement l'innovation devraient jouer un rôle majeur.»

Au sein de Giant, la valorisation technologique se fait au travers de collaborations industrielles, mais aussi grâce à la création de «jeunes pousses», domaine dans lequel l'école de management de Grenoble GEM compte jouer un rôle crucial. «Une cinquantaine de nouvelles start-up technologiques ont été créées depuis le lancement de Giant [sur un total de 150 aujourd'hui], commente Sylvie Blanco, directrice de la recherche partenariale à la GEM. Nous en avons accompagné un peu moins de la moitié et d'autres projets en cours bénéficient de notre incubateur.»

Cette collaboration étroite entre GEM et Giant a donné lieu récemment à une création exemplaire: celle de iSketchnote (ISKN). Cette jeune pousse a développé une technologie qui, sur un iPad, permet de digitaliser en temps réel notes et croquis pris sur papier. Pour ce faire, ISKN propose un étui de protection équipé d'une carte électronique bardée de capteurs censés retranscrire avec précision les déplacements du stylo. Cet étui innovant devrait être disponible en mai 2014. Pour commercialiser sa technologie, ISKN a levé cet automne 300 000 euros à travers une campagne de financement participatif public (crowdfunding). Dans cette start-up locale, «deux des membres fondateurs ont suivi notre enseignement et l'un de ces techno-entrepreneurs avait rejoint le LETI», illustre Sylvie Blanco.

Il est environ 18 h 30 lorsque nous sortons d'un des laboratoires de Giant. Un apéritif avant d'aller dîner? Le premier troquet est trop loin et l'usage des transports en commun nécessite une marche à pied trop longue. «Nous sortons en général fort tard de nos locaux. Et si l'on veut se détendre, il n'y a pas grand-chose à faire à l'extérieur des labos», reconnaît un des scientifiques de l'ESRF. «Eviter la «ghettoïsation» des chercheurs», tel est l'objectif du programme de rénovation qui a cours sur la Presqu'île. Outre des bâtiments d'enseignement et de recherche supplémentaires, ce sont avant tout des magasins, restaurants, centres de loisirs et logements, bref un vrai quartier d'habitation qui devrait voir le jour.

Afin de retenir ses jeunes talents, ou d'en attirer d'autres, Grenoble veut ainsi faire du campus d'innovation un lieu de vie et de rencontres. «L'effet «cafétéria» est incontournable en valorisation technologique, souligne Xavier Comtesse. Car le transfert de technologie, c'est avant tout une histoire de personnes et non de papiers. C'est parce que les gens se côtoient qu'ils ont envie, à un moment donné, de travailler ensemble.» A Giant, on semble l'avoir bien compris.